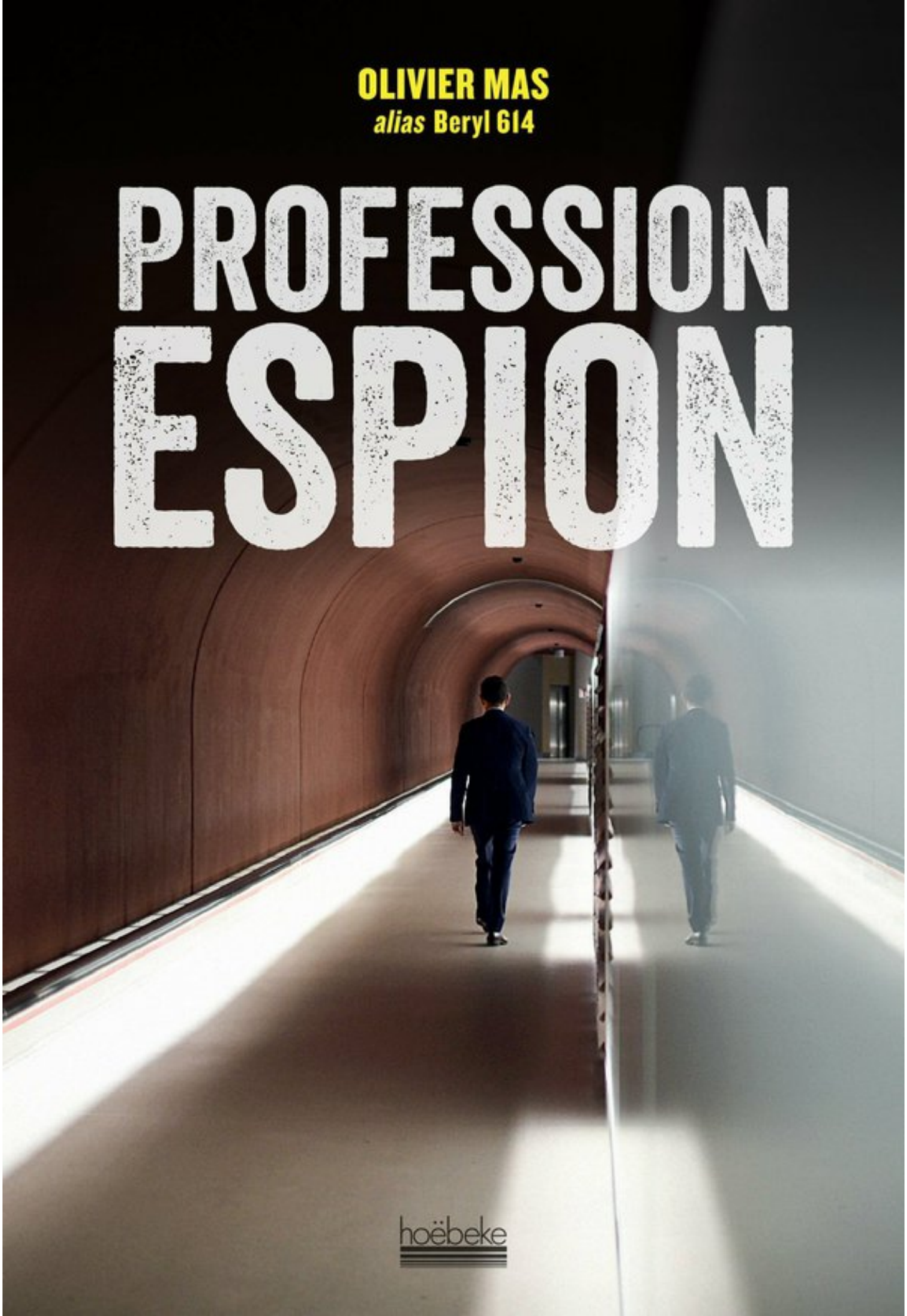
OLIVIER MAS
alias Beryl 614

PROFESSION ESPION



hoëbeke

OLIVIER MAS
***alias* Beryl 614**

PROFESSION ESPION

hoëbeke

Avertissement

Dans ce livre, Olivier Mas a cherché à se rapprocher le plus possible de la réalité en relatant essentiellement son propre parcours d'officier traitant à la DGSE. Cependant, pour des raisons évidentes de sécurité et de préservation du secret, les faits, identités et profils, ont été volontairement modifiés, voire même, lorsque cela était nécessaire, inventés.

Le résultat n'en demeure pas moins un véritable témoignage sur les arcanes des services secrets. Le récit d'Olivier Mas illustre, en détails et avec la plus grande sincérité, ce à quoi peut ressembler le quotidien d'un agent des services extérieurs français.

LA STRATÉGIE DU CANARD

Paris, mardi 9 novembre 2004.

Je regarde ma montre en touillant mon expresso : 9 h 30. Encore une demi-heure avant de franchir la porte de la caserne Mortier. De la terrasse du bistro dans lequel je me trouve, je suis à moins de trois cents mètres de l'enceinte ultra-sécurisée. Je prends mon pouls : ça cogne fort. Je ne pouvais pas m'offrir le luxe d'être en retard, mais arriver en avance n'arrange pas mon état de stress. Je vérifie une trentième fois que je n'ai pas oublié ma convocation et ma pièce d'identité. Ouf. Je ne me serais sans doute jamais remis d'avoir raté le rendez-vous le plus important de ma vie professionnelle pour un bout de papier oublié.

Le boulevard Mortier est situé à deux pas de la porte des Lilas, tout près du périphérique parisien. Le troquet où j'ai trouvé refuge pour tuer le temps est coincé entre un kiosque à journaux et la bouche de métro. Cette partie du XIX^{e} arrondissement est bruyante et plutôt sale. La foule bigarrée m'apparaît morne et triste. Qui a donc décidé de placer le siège de la Direction générale de la sécurité extérieure dans ce coin sans âme de la capitale ? J'aurais trouvé plus logique de l'adosser à l'Élysée ou au ministère de la Défense, où son statut de cerbère des intérêts de la nation le plaçait naturellement. Bizarre.

9 h 50. Je paye mon café et je sors du bistro. Une enclume est venue s'écraser sur ma poitrine. Elle appuie plus fort à chacun des pas qui me rapproche de l'entrée de la caserne. Je suis à la fois nerveux comme un étudiant

avant un examen, et excité comme un gamin la veille de Noël. Reste calme, bon sang : la DGSE ne recrutera jamais un type qui ne contrôle pas ses nerfs. Même bouillant à l'intérieur, je ne dois rien laisser paraître à l'extérieur. En remontant le boulevard Mortier, je repense au conseil que m'avait donné l'un de mes instructeurs à Saint-Cyr : « En cas de stress, adoptez la stratégie du canard : faites en sorte d'afficher une posture sereine en surface, quand bien même vos pattes s'agitent frénétiquement sous l'eau. » Bien reçu.

Me voici devant l'entrée. Si ce n'était les panneaux « terrain militaire, zone protégée » qui courent le long du mur d'enceinte, on croirait avoir affaire à un vieux pensionnat du XIX^e^ siècle encore dans son jus. Sans surprise, aucune plaque n'annonce la nature du bâtiment. Logique : personne ne pénètre ici par hasard. Les vitres fumées confirment simplement que la discrétion est de mise. Une sonnette anonyme actionne l'ouverture de la porte. Une fois celle-ci franchie, trois gardes enfermés dans un box aux vitres blindées accueillent le visiteur. Je m'adresse à l'un d'eux via un petit orifice amplifié.

— Bonjour. Je viens passer les tests de recrutement. Voici ma convocation et ma pièce d'identité.

Le regard du planton alterne entre mon visage impassible et les documents qu'il observe d'un œil attentif.

— Patientez dans la pièce à côté. Quelqu'un va venir vous chercher.

Le ton est sec et froid. Je n'en fais pas cas. J'entre dans la salle qu'il m'a désignée. Je découvre une petite pièce vide aux murs blancs, agrémentée de quelques sièges bon marché avec des dossiers en PVC. Trois autres candidats sont déjà là. Je m'assois. Personne n'ose se regarder ni échanger le moindre mot. J'y vois moins l'expression d'un esprit de compétition que la manifestation d'un sentiment de timidité et de nervosité généralisé.

*

— Capitaine Mas ?

L'attente fut brève. La femme qui s'adresse à moi doit avoir une quarantaine d'années. Des cheveux blonds, une coupe courte façon garçonne qui lui va comme un gant, un visage affable et charismatique. Une vraie gueule de cinéma. Je me lève en affichant un sourire poli.

— Bienvenue à la DGSE, poursuit-elle. Je suis le commandant Lemercier. C'est moi qui suis chargée du suivi des candidats militaires. Vous me suivez ?

Elle me tend un badge à porter autour du cou. Il n'y apparaît aucune photographie ni inscription, à l'exception d'un grand « V » rouge, bien visible, synonyme de visiteur. Le commandant Lemercier porte un badge de format identique avec sa photo à la place du « V ». Voilà qui permet de distinguer d'un coup d'œil les membres du club des aspirants ou visiteurs de passage. Avoir sa photo sur ce bout de plastique, ça se mérite.

J'applique mon badge sur le lecteur de carte qui commande le sas d'entrée, et me voilà enfin dans le saint des saints. Je me sens à la fois fier et privilégié d'être passé de l'autre côté de ces hauts murs d'enceinte surmontés de pointes anti-intrusion. La cour centrale est de taille modeste. Elle est en grande partie occupée par un petit jardin où sont plantés quelques arbres. Tout autour se dressent plusieurs rangées de bâtiments serrés les uns contre les autres, donnant à l'ensemble un aspect étriqué, comme si l'espace manquait. L'architecture générale est sobre, typique des casernes du XIX^{e} siècle. Difficile de croire que ces façades tristes et désuètes cachent une base militaire ultra-moderne qui concentre certaines des technologies les plus avancées du monde. J'imagine que les sous-sols renferment des superordinateurs qui moulinent jour et nuit, bien à l'abri des visiteurs trop curieux. Seul indice extérieur trahissant la fonction du lieu : on distingue nettement d'énormes antennes pointées vers le ciel sur les toits de certains bâtiments.

En traversant la cour, je croise d'autres gardes en treillis bleu. Je n'ai jamais aperçu cet uniforme dans un autre corps d'armée durant ma carrière. Autre curiosité, ils portent à la ceinture un revolver Manhurin, dont le gros barillet rappelle les flingues de western. Pas banal. En les observant, je repense au film *Nikita* de Luc Besson, où l'héroïne – une ancienne braqueuse devenue tueuse à gages au service du gouvernement – a rendez-vous avec ses donneurs d'ordre dans une base secrète en plein Paris. Les lieux sont gardés par des hommes de main dont l'uniforme et l'allure générale ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles de ces mystérieux agents.

Le commandant Lemercier me conduit jusqu'au bâtiment voisin où m'attend la première épreuve du test de sélection. Je m'assois dans une salle impersonnelle équipée d'une dizaine de tables d'étudiants. Une psychologue m'accueille avec le sourire. Je suis le seul candidat dans la pièce. Elle me présente un questionnaire papier d'une dizaines de pages. Je jette un œil rapide aux questions qui semblent porter sur mon caractère, mes goûts personnels, et mes réactions habituelles face à des situations courantes ou imprévues de la vie quotidienne.

— Vous avez trente minutes, annonce la psychologue. Répondez le plus sincèrement et le plus spontanément possible, sans réfléchir.

En clair, il n'y a pas ici de bonne ou de mauvaise réponse. Ils veulent simplement savoir à qui ils ont affaire. Normal.

J'ouvre la première page du document. « Aimez-vous les fleurs ? » ; « Avez-vous déjà eu le sentiment que tout le monde vous en voulait ? (je doute qu'un « oui » fasse bonne impression) ; « Pensez-vous avoir déjà été suivi dans la rue ? (suite logique de la question précédente) ; « Votre mère est-elle est bonne ? ». Ah. Pas évidente celle-là. Que veut-on me faire dire ? Que j'ai de l'affection pour ma mère ? Ou faut-il relever une éventuelle et piégeuse connotation

sexuelle ? J'hésite. Je crains de passer, au choix, pour un fils ingrat ou un pervers incestueux. Dilemme. Allez, j'opte pour le « oui ». Le candidat exemplaire et sain d'esprit que je suis n'a aucune raison de percevoir la moindre ambiguïté dans l'énoncé. Bien sûr que ma mère est bonne, n'est-ce pas ? Espérons que mon raisonnement soit le bon.

Les questions suivantes tournent autour de mes réactions face à une montée de stress. Difficultés à dormir ? Troubles digestifs ? Parfois ? Souvent ? Jamais ? Aïe. La nervosité est mon talon d'Achille. Je cherche à minimiser cette faiblesse sans l'occulter totalement pour ne pas fausser les résultats. Entre deux « jamais » je concède un « parfois ». Il ne faut pas être grand clerc pour deviner que le service recherche des profils stables et solides en toutes circonstances. Des êtres de sang froid. Ma nervosité n'est pas liée à une mauvaise gestion de mes émotions, mais à une obsession permanente de l'excellence. L'échec m'est insupportable. Or, ici plus qu'ailleurs, échouer n'est pas une option. J'ai confiance en ma capacité de travail : elle me mettra à l'abri de toute déconvenue. Je crois. J'espère.

La suite du questionnaire est plus originale. Un énoncé me met dans la peau d'une gomme et me demande de raconter en quelques lignes ma journée type. Amusant. Après quoi, un petit texte déroule un récit imaginaire écrit de manière alambiquée, avec des phrases longues et bancales qui multiplient les détails insignifiants : des noms, des dates, des précisions sans importance. À la suite de chaque paragraphe, trois affirmations censées résumer la situation me sont proposées. À moi de choisir celle qui la décrit le plus fidèlement. À l'évidence, il s'agit d'un exercice de synthèse déterminant ma capacité à faire le tri entre informations importantes et futiles.

À l'issue du questionnaire, une autre psychologue fait son entrée. Elle me sert la main longuement, plantant son regard dans le mien, à l'affût du moindre signe d'émotion sur mon visage. Cherche-t-elle à évaluer mon état de stress ? À sentir si j'ai les mains moites ? La stratégie du canard vient à mon secours. Je doute de son efficacité face à des esprits aussi aguerris, mais elle est une pensée rassurante. Sans un mot, la psy s'empare du questionnaire rempli, et l'insère dans une sorte d'ordinateur qui en tire presque instantanément un document abscons. J'y distingue des tableaux et des chiffres ainsi qu'un code couleur dont j'ignore la signification.

La praticienne observe les résultats d'un air pénétré. Son visage ne trahit aucune émotion, à l'exception d'un détail qui semble la chiffonner.

— Vous avez mis une minute et quarante secondes pour répondre à la question « Votre mère est-elle bonne ? » C'est long. Cette question vous a-t-elle posé problème ?

Ah d'accord. Même le temps de réponse est analysé. Rien ne leur échappe. Je lâche un sourire gêné tout en réfléchissant à une réplique qui me permettra de ne pas perdre la face. Mon examinatrice ne rate pas une miette du trouble qui s'est emparé de moi.

— Oui, j'ai un peu hésité. L'énoncé laissait apparaître un double sens. Je ne voulais pas que ma réponse soit mal interprétée.

La psychologue reçoit ma réponse sans lâcher mes yeux du regard. Elle n'a pas d'autres commentaire à faire, et me donne congé. Soulagement.

C'est l'heure de la deuxième et dernière épreuve de la journée : le test de sécurité. Je pénètre dans un autre bâtiment, encore plus ancien que le premier, aux murs vétustes recouverts d'un papier peint jaunâtre d'un goût discutable. Je prends place dans une minuscule salle sans fenêtre, occupée par un immense bureau. Un préposé maison, au costume mal coupé et au charisme limité, me

tend un nouveau questionnaire d'une quinzaine de pages. Je dois y livrer toute ma vie, et celle de mon cercle familial et amical dans les moindres détails : âges, nationalités, professions, adresses, et bien sûr, problèmes éventuels avec la police.

— Ne cachez rien, prévient l'agent. Nous vérifierons tout. Si vous avez menti, autant vous dire que ça fera mauvais effet.

Je n'en doute pas. Il enchaîne.

— Vous constaterez que certaines questions portent sur votre orientation sexuelle. Ne vous formalisez pas : répondez le plus sincèrement possible. Si vous préférez les hommes, par exemple, ce n'est pas du tout un problème pour nous. Dès lors que vous l'assumez pleinement, ce ne sera pas une faiblesse qui pourra être exploitée par un ennemi ou un service adverse qui chercherait, par exemple, à vous recruter.

Je n'ai pas d'objection.

En entamant le questionnaire, je comprends qu'il n'avait pas menti. Aucun aspect de la vie privée n'est éludé, aucun tabou écarté. « Avez-vous une maîtresse ? » ; « Jouez-vous aux jeux d'argent ? » ; « Vous êtes-vous déjà drogué ? » Cette partie n'est pas la plus compliquée pour moi : avec mon profil d'officier de cavalerie plutôt sérieux, je n'ai pas de grands péchés à expier. En revanche, j'ai du mal à me souvenir de certaines informations concernant ma famille, comme les dates et lieux de naissance de mes parents et grands-parents. Cet effort de mémoire rend l'exercice plus long et fastidieux que je ne l'imaginais. Il me faut deux bonnes heures pour en venir à bout. Bien qu'elle soit compréhensible, j'avoue que toute cette administration tatillonne m'agace un peu.

La journée de tests s'achève. Le commandant Lemercier me rejoint pour le mot de la fin.

— Nous aurons les résultats dans quelques mois, conclut-elle. Le questionnaire de sécurité est long à analyser. Il faut tout vérifier. Soyez patients, mais ne vous en faites pas trop : pour un officier sans histoire, ces tests ne constituent souvent qu'une formalité. Si rien ne pose problème, vous intégrerez la DGSE dès l'été prochain.

*

Je suis de retour chez moi, à Verdun, le soir même, heureux et soulagé. Les enfants sont déjà couchés. Ma femme bouquine au salon. Je m'assieds à mon bureau Louis-Philippe, un cadeau de mon père pour célébrer ma réussite au concours d'entrée de Saint-Cyr. Je garde un bon souvenir de ma formation au sein de l'école des officiers de l'armée de terre, même si mon profil détonnait : je chantais Simon & Garfunkel pendant les exercices, je gribouillais des bandes dessinées le soir pour le plaisir – j'ai toujours été fan de BD. Mon environnement familial est peuplé d'artistes : mon unique frère est percussionniste de profession, et les dessinateurs de passion ou de métier sont nombreux parmi mes aïeuls. À l'inverse, beaucoup de mes camarades de chambrée ne juraient que par l'amour de la discipline et celle de Dieu : les catholiques pratiquants – voire fervents – étaient majoritaires, souvent d'anciens scouts convaincus. Pas vraiment ma tasse de thé.

Je repense avec bonheur à la petite phrase de conclusion du commandant Lemercier. Je suis confiant. J'ouvre mon ordinateur, et je lance mon logiciel de traitement de texte. Je ne veux rien oublier de ce qui s'annonce comme l'aventure la plus passionnante de ma vie. S'ils s'apercevaient de ce que je m'apprête à faire, mes futurs chefs n'apprécieraient sans doute pas l'initiative. Ce n'est pas grave. Intégrer la DGSE fera de moi un agent loyal, dévoué, et obéissant. Mais cette petite lueur d'anticonformisme ne s'éteindra pas pour autant.

Ma décision est prise. Je commence aujourd'hui un journal de bord. Je pianote quelques mots au centre de la page sans trop réfléchir.

« Profession espion ».

Ça fera un bon titre.

LA BATAILLE DE VERDUN

Verdun, vendredi 18 mars 2005.

Bon. J'ai sans doute commencé mon journal un peu trop tôt.

Quatre mois ont passé depuis ma convocation aux tests. Je n'ai toujours aucune nouvelle. Quatre mois : c'est largement suffisant pour vérifier que je suis un gars sérieux, non ? La confiance a disparu, laissant place à l'angoisse. J'ai envie de téléphoner au service pour tenter de récupérer quelques infos. C'est idiot : voilà une bonne manière de révéler mon penchant pour l'anxiété. Alors ? Je rumine. Je cherche une explication logique à ce silence. Plus les jours passent, moins j'en trouve. Ces dernières nuits, j'ai eu du mal à m'endormir, incapable de mettre mon cerveau en veille. Après avoir balayé toutes les hypothèses rassurantes, j'en viens à la conclusion qui s'impose : et si mon profil ne convenait pas ?

Ma famille et moi avons emménagé à Verdun lors de ma mutation il y a trois ans. Je suis affecté au 1er-2e régiment de chasseurs, spécialisés dans les chars blindés. Ma femme, Isabelle, professeure agrégée d'histoire-géographie, a trouvé sans mal un poste dans un lycée du coin. Nous sommes mariés depuis sept ans. Nous avons deux beaux enfants, âgés de quatre et six ans, deux garçons. La barre fatidique des cinq ans de mariage n'a posé aucune difficulté. Nous voici donc mieux lotis que la moyenne puisque les statistiques nationales indiquent que la majorité des divorces interviennent avant cinq ans d'union.

C'est même devenu un motif de plaisanterie entre Isabelle et moi : si nous avons franchi cet obstacle, alors la partie est gagnée. Au fond, il n'y a qu'un seul motif de légère tension entre nous : allons-nous quitter Verdun pour Paris ? Et si oui, quand ?

J'étouffe ici. Le chef-lieu de la Meuse est une ville trop petite pour un citadin comme moi. Je m'ennuie profondément, la semaine comme le week-end. Cette impression de m'éteindre à petit feu me met de mauvaise humeur. Mon quotidien de capitaine du régiment ne m'excite plus depuis longtemps. J'ai envie d'air. Non : j'ai besoin d'air. Et d'aventure.

Rien d'étonnant pour l'enfant voyageur que j'étais. Je suis fils et petit-fils de militaire. Mon père, saint-cyrien, était officier dans les troupes de marine. En poste en France mais aussi dans des pays du Moyen-Orient comme le Liban, il a beaucoup déménagé au gré des missions, emmenant avec lui femme et enfants. Ma mère, une femme au foyer issue comme lui de la petite bourgeoisie provinciale, s'accommodait sans problème de cette vie nomade, tout comme mon frère et moi, ravis de parcourir le monde et ses merveilles. Papa a terminé sa carrière avec le grade de colonel. Pas besoin d'être fin psychologue pour supposer que cet atavisme a joué un rôle important dans mon orientation professionnelle.

Si je me suis machinalement orienté vers l'armée « régulière » en sortant de l'école, l'idée d'intégrer un jour les services secrets m'accompagne depuis l'enfance. C'est un ami de mon père, lui-même espion, qui a allumé la flamme. Philippe appartenait au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, le SDECE, l'ancêtre de la DGSE. Je ne l'ai jamais vu, pas même en photo. Mais lors des dîners familiaux, mon père nous narrait les exploits de son camarade, d'authentiques récits d'aventure dignes des meilleurs James

Bond. Philippe a réussi à infiltrer l'équipage d'un bateau de Greenpeace, et l'a forcé à regagner le port le plus proche. Philippe patrouillait à bord d'une Jeep conduite par des Palestiniens lorsque la voiture a roulé sur une mine, tuant tous les passagers tandis qu'il s'en sortait avec quelques blessures. Philippe était au cœur de la traque ayant abouti à l'arrestation d'un dangereux terroriste, l'un des hommes les plus recherchés de l'époque.

Ses récits, tels que rapportés par mon père, n'entraient jamais dans les détails : pas de date, pas de lieu, pas de nom. Ils suffisaient pourtant à déclencher mon admiration, et l'envie de lui ressembler. En attendant de pouvoir un jour marcher sur ses traces, j'ai dévoré des dizaines de romans d'espionnage durant toute mon adolescence, à commencer par ceux de John Le Carré. J'aimais tout particulièrement l'un de ses personnages fétiches, l'agent Georges Smiley, au service de sa Majesté. Avec sa bedaine et son crâne dégarni, il représentait l'anti-James Bond parfait. C'est ce qui me plaisait : l'officier ne se distinguait pas par son goût des gadgets sophistiqués, ou son pouvoir de séduction, mais par son sens de la psychologie et sa remarquable intelligence. Inutile de sortir l'artillerie lourde lorsqu'on possède une arme plus efficace encore : la science de l'humain.

Alors que je pensais mes rêves d'enfant sur le point de se réaliser, le silence de la DGSE est un coup dur. L'attente devient difficile à supporter. Mes journées au travail comme à la maison me paraissent plus ennuyeuses que jamais. Samedi prochain, nous recevrons la visite de mes parents. Ils vont vouloir sortir, se promener en famille. Où vais-je pouvoir les emmener dans cette région dont nous avons déjà fait le tour cent fois ? Le fort de Vaux ? L'ossuaire de Douaumont ? La nécropole dressée à la mémoire des soldats de la bataille de Verdun est un lieu spectaculaire et chargé d'émotions, mais à la

dixième visite, l'effet s'estompe. Ronger mon frein dans ce morne quotidien, telle est ma bataille de Verdun.

Verdun, mardi 5 avril 2005.

En arrivant au régiment ce matin, le programme de la journée s'annonce d'une parfaite banalité. Installé dans le bureau que je partage avec un autre officier, je travaille à la planification des exercices des unités. J'organise en particulier les sorties des escadrons dans les camps d'entraînement de la région, où ils peuvent enfin faire prendre l'air aux chars et manœuvrer sur le terrain. Ce type de tâche rébarbative constitue l'essentiel de mon quotidien.

Il est environ 11 h 30 lorsque mon téléphone fixe se met à sonner. Je jette un œil à l'écran : numéro inconnu. Je constate simplement que ce n'est pas un appel interne.

— Capitaine Mas ?

Une voix de femme. Je la reconnais. Je l'ai entendue pour la première fois il y a bientôt cinq mois. Mon cœur tressaute. C'est le commandant Lemercier.

— J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer. Vous allez faire partie de la DGSE dès cet été. Vous allez recevoir votre ordre de mutation dans les prochaines semaines. Nous vous attendons le 1er septembre prochain pour débuter votre formation.

— Merci commandant.

— Félicitations à vous. À très bientôt.

Je raccroche. Une vague de chaleur se diffuse dans tout mon corps. Mon camarade de bureau, qui n'est pas au courant de ma candidature, a le nez planté dans son ordinateur. La moindre effusion de ma part lui ferait lever la tête et entraînerait une conversation que je n'ai pas envie d'avoir pour le moment. Impossible de laisser éclater mon bonheur. Mais impossible de rester

stoïque. Je laisse échapper un petit sourire et serre mon poing droit comme un rugbyman marquant un essai en murmurant le seul mot qui me vient à l'esprit : YES !

Meaux, mercredi 31 août 2005.

Je commence demain ma formation d'agent secret. Cette fois, l'angoisse a disparu, laissant place à l'excitation. J'ai l'impression de préparer la rentrée des classes. Depuis le bureau de notre nouvelle maison, je peux apercevoir la Marne. Elle coule doucement, majestueuse et sereine. Cette vue sur le fleuve nous a séduits, Isabelle et moi, et motivé le choix de nous installer dans cette maison bourgeoise de la fin du XIX^e^ siècle avec sa jolie façade blanche. J'ai découvert l'annonce dans un journal spécialisé. Elle était dans nos prix, et nous avons rapidement pris rendez-vous à la banque pour l'acquérir.

Au téléphone, le banquier nous avait demandé de rassembler nos trois derniers bulletins de salaire respectifs, entre autre paperasse. Isabelle avait tiqué. Elle savait bien que mon nouveau statut d'espion est un secret qui ne peut pas déborder du strict cercle familial.

— Le bulletin du mois d'août est déjà libellé « DGSE » non ?

Elle ignorait que la boîte[1] a tout prévu.

— Rassure-toi. La DGSE n'apparaît pas en tant que telle sur nos bulletins. Ils sont libellés de la manière suivante : « Ministère de la Défense, Armée de terre, 44^e^ régiment d'infanterie ».

Ce n'est pas un mensonge en soit : le 44^e^ RI est la structure administrative de rattachement des personnels de la DGSE. Encore faut-il le savoir, et en dehors du service et de certains militaires, personne ne connaît cette subtilité. Si le banquier me demande en quoi consiste mon travail au sein de l'armée, je

n'aurai qu'à présenter une histoire convenue en m'inventant un poste administratif quelconque au sein du ministère.

Lors du rendez-vous, je n'ai pas eu besoin de dérouler ma petite histoire. Le banquier n'a pas eu la curiosité d'en savoir plus. Le prêt nous fut accordé, et nous nous sommes endettés pour 25 ans.

Je repense aux derniers mois passés à Verdun, où j'ai eu l'impression de vivre enfermé dans une cellule. Le quotidien ne m'a jamais paru aussi ennuyeux et pénible à supporter. Je n'arrivais plus à me concentrer, l'esprit trop occupé par l'avenir passionnant qui s'offrait à moi. Mes camarades, bientôt informés de ma mutation future, ont senti ce désintérêt et ont commencé à prendre leur distance avec moi. Je ne faisais plus partie de l'aventure commune que constitue un régiment. Pour eux, l'envie de partir était forcément le signe d'une lassitude, voire d'un désaveu du travail que nous faisions. Mes motivations dépassaient ce constat, mais je me mets à leur place, et je ne leur en veux pas.

Mon chef de corps n'a pas fait opposition à ma demande de mutation. Je lui en suis reconnaissant. Tous les officiers qui candidatent à la DGSE n'ont pas cette chance. Il n'est pas rare de voir la hiérarchie faire obstacle, par vexation, ou par souci de ne pas laisser filer un élément promis à d'autres fonctions d'encadrement. La réception de mon ordre de mutation (OM) il y a une semaine constituait la dernière phase administrative du processus de recrutement. Nulle référence à la DGSE dans l'en-tête du courrier, qui portait seulement la mention « État-major Paris ». J'ai souri : la discrétion est tellement ancrée dans la culture maison qu'elle s'impose même entre membres du club.

En faisant nos cartons de déménagement, j'ai ressenti un immense soulagement. Je crois qu'Isabelle aussi. Elle ne l'a jamais dit ouvertement, mais

je sens qu'elle m'en veut de s'être laissée enterrée à Verdun pendant trois longues années. Nous avons eu du mal à nous faire des amis, et la météo morose comme les paysages, encore marqués par les stigmates de la Grande guerre, n'ont pas aidé. En prévision de ma mutation, Isabelle a cherché un poste à Paris, et trouvé une place à la Sorbonne, plus en phase avec ses aspirations professionnelles.

Avant de m'endormir, j'imagine les mille scénarios de mon entrée dans le service demain matin. Je tente de visualiser mes futurs camarades de stage, mes instructeurs, le contenu de la formation. J'anticipe mêmes les présentations à venir, en cherchant les bonnes formules pour me décrire de la manière la plus courte et la plus efficace possible. Je refais une dernière fois dans ma tête le trajet en train de banlieue qui me mènera jusqu'au boulevard Mortier. Je dois tout prévoir, de la panne d'alimentation au déraillement, mais il est hors de question que j'arrive ne serait-ce qu'une minute en retard. Et si je suis trop en avance, j'irai boire mon petit café porte des Lilas, comme le jour de ma convocation. Sur ces considérations logistiques, le sommeil finit par m'emporter. Plus besoin de compter sur mes songes nocturnes pour m'évader : mes vieux rêves d'aventures seront demain réalité.

---

1 Surnom donné en interne à la DGSE.

SECRETS D'AGENT

Boulevard Mortier, jeudi 8 septembre 2005.

Nous y voilà. Je suis un officier de la DGSE. Un espion. Un agent secret au service de mon pays et de ses intérêts. J'en conviens : c'est une pensée un peu puérile, mais elle me traverse l'esprit au moment de pousser la porte d'entrée de la caserne Mortier. J'ai beau m'être préparé à l'idée et être un grand garçon sérieux, comment ne pas ressentir une certaine fierté et une bonne dose d'excitation au moment de mettre le badge qui supporte ma photo ?

Je suis dans une grande salle aux allures d'amphi de la caserne Mortier, où les stagiaires comme moi sont réunis pour une présentation des différents services qui composent la boîte. Nous sommes une quarantaine de nouvelles recrues à suivre la formation « officier traitant », aussi appelée « stage long », d'une durée de six mois. Des anciens de la maison, nouvellement promus, ont également été intégrés à notre promotion.

Je fais connaissance avec mes camarades de stage. Je suis surpris et ravi de la variété des profils et des parcours. Nous ne sommes qu'une dizaine de militaires de carrière. Un tiers de femmes compose notre promotion qui compte par ailleurs une majorité de diplômés de Sciences-Po. J'apprends au passage que le terme « Sciences-Po » revêt des réalités différentes.

— Il a fait Sciences-Po à Aix, dis-je à un de mes camarades en désignant un autre stagiaire.

— Alors il vient d'un IEP[1] de province, pas de Sciences-Po. Sciences-Po désigne l'IEP de Paris, et uniquement celui-ci, corrige, un brin condescendant, mon interlocuteur, lui-même diplômé de la rue Saint-Guillaume.

La promo compte des juristes, des linguistes, un ancien banquier. Quelles que soient nos formations initiales, civiles ou militaires, une fois le stage validé, nous occuperons exactement le même type de poste, et les missions qui nous serons confiées seront parfaitement similaires. Cette variété des profils me réjouit : j'ai l'impression de m'ouvrir au monde après mes années de régiment, où j'ai souvent côtoyé des clones de moi-même.

*

Nos instructeurs commencent par nous présenter l'organisation générale du service, son organigramme, et son fonctionnement. La DGSE comprend cinq directions différentes. La première, la plus importante en terme d'effectifs, est la direction du renseignement (DR). Elle accueillera notre promotion à l'issue de la formation. La DR, nous explique t-on, est le cœur et la tête du renseignement. C'est là que convergent toutes les informations glanées par la DR elle-même ainsi que celles recueillies par les autres directions. C'est aussi là que sont rédigées les notes de la DGSE à destination de nos décideurs politiques. C'est également la DR qui fixe les orientations de recherche, détermine les cibles, et donne à tel service des instructions sur ce qu'il doit chercher ou découvrir, conformément aux directives fixées par le pouvoir politique. Elle désigne chaque année une partie des siens pour armer les postes extérieurs du service, là où les officiers traitants intégrés dans les ambassades de France à travers le monde, vont manipuler les sources humaines et tenter d'en recruter de nouvelles.

La direction technique (DT) est celle qui coûte le plus cher au contribuable. Elle supervise le déploiement, le fonctionnement et l'exploitation de nos moyens d'interception, à commencer par nos puissantes et dispendieuses antennes satellitaires. La France en possède beaucoup, et peu de pays dans le monde sont capables de s'offrir une telle infrastructure. Pour capter les ondes porteuses de messages – appels téléphoniques, e-mails, messages radios… – qui transitent dans l'espace et entre les continents, la DGSE utilise des antennes paraboliques de plusieurs dizaines de mètres de diamètre installées en différents endroits du globe. Grâce aux territoires d'outre-mer, la France possède en effet une capacité de couverture très importante, supérieure à bien des services étrangers.

Les messages ainsi captés sont passés à la moulinette de supercalculateurs, ordinateurs surpuissants utilisés pour casser les clés de chiffrement – des sortes de codes secrets – qui sécurisent toute communication confidentielle ou gouvernementale, et qui intéressent donc tout particulièrement la maison. Cette infrastructure informatique imposante, qui tourne 24 h/24 h et nécessite d'énormes systèmes de refroidissement, fait de la DGSE l'un des premiers consommateurs d'électricité de la capitale.

La DT accueille et emploie des scientifiques de très haut niveau, parmi les meilleurs du pays : mathématiciens, ingénieurs, spécialistes passionnés de signaux obscurs et autres ondes électromagnétiques. Pour pouvoir recruter ces hauts profils, la DGSE met en place des contrats ad-hoc, plus attractifs que les contrats des officiers traitants classiques, afin d'offrir une rémunération à la hauteur de ces talents. Le service cherche ainsi à éviter que ces experts ne soient recrutés par des entreprises privées, françaises ou étrangères, qui, elles aussi, ont les moyens de s'adjuger les services de cette matière grise de premier choix.

Vient ensuit la direction des opérations (DO). Elle englobe le service action (le fameux « SA », sur lequel je reviendrai) et deux petits secteurs plus confidentiels que l'on passe sous silence en ces premiers jours de formation. En discutant avec deux anciens du stage, j'apprends que l'un d'eux n'est autre que le secteur clandestin. Les agents y sont formés à la clandestinité complète avant d'être envoyés à travers le monde sous des couvertures très poussées, utilisant fausse identité et faux papiers afin d'être déployés sur des zones de crise mal couvertes par les postes classiques du service. Ils disposent même d'une carte bleue au nom de leur alias, et développent leurs amitiés sous ce nom d'emprunt. En clair, les agents du service « clandé » utilisent les mêmes techniques que les mafieux. Ils sont par exemple capables de monter des structures par lesquelles transite l'argent nécessaire pour financer les missions, sans que l'édifice juridique ne repose sur une personne physique dotée d'une véritable identité. En cas de problème, tout disparaît en un temps record, les agents s'évaporent dans la nature, et il est impossible de remonter vers le service, ni même parfois vers la France. L'autre secteur confidentiel de la DO est un petit secteur qui opère en France et qui effectue principalement des filatures de personnes intéressant la DGSE de passage sur notre territoire.

Mais le gros des effectifs de la direction des opérations, c'est son légendaire service action. Les gros bras de la DGSE. Il est composé presque exclusivement de militaires, durement sélectionnés, qui subissent un entraînement exigeant et continu. Contrairement à leurs camarades des forces spéciales des armées, ils savent évoluer en civil, ni vus, ni connus, avec faux passeport et fausse identité. Les membres du SA savent ainsi passer les frontières incognito, faire transiter des armes, des explosifs, des papiers d'identité ou de l'argent liquide, quelle que soit la devise, dans n'importe quel endroit du monde. Ils peuvent même, au besoin, exfiltrer une source humaine de la DR démasquée, ou une personnalité politique étrangère qui cherche à fuir son pays. Les techniques d'exfiltration

sont toujours variées et imaginatives : par la mer, les airs, ou même par des portes dérobées dans les aéroports pourtant hautement surveillés. Pour apprendre à passer des armes dans les aérogares, ils s'entraînent en France au cours d'exercices dédiés.

Les deux dernières directions de la DGSE nous sont plus brièvement présentées. La direction de l'administration (DA) regroupe tous les services administratifs : ressources humaines, finances et infrastructures. Rien ne se fait sans le concours de la DA. Pas d'argent, pas de mission. Vient enfin la direction de la stratégie, la plus petite et la plus récente des cinq directions qui composent la DGSE. Pilotée le plus souvent par un diplomate, elle a pour mission d'organiser et d'alimenter les échanges entre les différents ministères et le service. Lorsqu'un ministère a des questions à poser, ou qu'il souhaite que la DGSE constitue un dossier de renseignement sur un sujet précis, la direction de la stratégie est son interlocuteur naturel. La requête peut par exemple porter sur l'identification des circuits décisionnels dans un pays donné, afin de savoir qui sont les personnes les plus puissantes en termes d'influence. Le gouvernement est également friand des fiches profils sur les personnalités politiques étrangères que tel ministre est amené à rencontrer. Ces fiches comportent souvent des détails croustillants qui révèlent les défauts voire les penchants inavouables des individus ciblés. Il ne s'agit pas ici de divertir le ministre concerné : connaître les faiblesses et les petits secrets de ses interlocuteurs peut se révéler un avantage certain dans le cadre de négociations serrées.

Ces présentations nous sont faites directement par les responsables des différentes directions concernées. Je prends conscience que la DGSE représente un tout cohérent, qui regroupe des professionnels parmi les plus compétents du pays, chacun dans leur domaine. J'ai ainsi l'impression d'intégrer une institution qui dispose d'importants moyens et qui ne semble pas touchée par

les contraintes budgétaires, contrairement à l'armée de Terre d'où je viens, où les moyens diminuent d'année en année. La DGSE continue de recruter, et semble disposer de finances suffisantes pour remplir avec efficacité les missions qui lui sont confiées.

Cette première journée de présentation s'achève. La réalité est à la hauteur de mes attentes. Je craignais un peu, je dois bien le dire, que le mythe de l'espion ne résiste pas à la réalité, une fois passé de l'autre côté du miroir. Ce n'est pas le cas : à ce stade, tout est conforme à l'image que je me faisais de nos services secrets. Moderne, efficace, technologiquement à la pointe. Dans le train qui me ramène à Meaux, j'observe les passagers autour de moi. J'essaie d'imaginer leur parcours, leur vie, leur métier. Ceux qui me regardent n'imaginent pas une seconde qu'ils ont en face d'eux un authentique espion. C'est idiot, mais j'avoue que cette pensée m'amuse assez. Comment pourrait-il me démasquer ? Je n'ai même plus l'apparence d'un militaire. J'ai laissé pousser mes cheveux. J'ai aussi remisé mes chemises à carreaux, mon pantalon beige à ourlets, mes Paraboots, mon manteau Barbour et mon chèche couleur sable. Autant d'atours qui permettent à deux militaires en civil de se reconnaître au premier coup d'œil quand ils se croisent dans la rue. J'aborde désormais la tenue classique des officiers traitants du service, civils comme militaires : le style quai d'Orsay, avec un costume sombre bien coupé, des chemises de couleur claire, et la cravate de circonstance.

Boulevard Mortier, mardi 13 septembre 2005.

Depuis que le stage a débuté, je me suis lié d'amitié avec deux jeunes diplômés de Sciences-Po, Antoine et Rémy. Leur intelligence et leur vivacité d'esprit m'ont tout de suite séduit. En retour, je pense qu'ils apprécient chez moi mon expérience de militaire, au sein des forces spéciales notamment, où

j'ai officié pendant quatre ans au début de ma carrière. Antoine est un jeune homme blond, mince et élégant, à la coiffure soignée. Rémy est un peu plus rond, les cheveux frisés, avec un sourire et une bonhommie qui donnent envie d'entamer la conversation. Antoine rêve déjà de rejoindre le service du contre-espionnage à l'issue du stage. Rémy, lui, sera certainement chargé de travailler sur le Cambodge : il connaît bien ce pays, et l'Asie en général, pour y avoir vécu de nombreuses années. C'est un critère qui a sans doute pesé lors de l'examen de sa candidature. Contrairement aux militaires, ce type de profil « extérieur » est recruté sur candidature spontanée, puis sur concours.

Entre deux ateliers de formation, nous nous retrouvons régulièrement tous les trois pour déjeuner à la cafétéria du service lors de la pause de midi. Tous les agents du service y font la queue, plateau en main, pour récupérer couverts et assiettes et passer ensuite entre les différents îlots en fonction du plat principal choisi. Que l'on soit simple analyste débutant, chef de secteur confirmé ou même directeur du renseignement, aucune place n'est réservée. On s'observe du coin de l'œil, pour s'informer, se jauger, voir qui déjeune avec qui. Les agents prennent place dans une grande salle éclairée au néon, toujours un peu sombre avec ses murs de couleur marron très en vogue dans les années 1970. Les petites tables pour deux personnes alternent avec des tables plus grandes où peuvent prendre place une dizaine de personnes. Cette grande salle à manger est bordée à l'une de ses extrémités par un long tapis roulant où l'on vient déposer son plateau à la fin du repas.

Il y a beaucoup à apprendre lors de la pause de midi. C'est l'endroit idéal pour avoir une vue un peu plus claire sur les alliances qui se font et se défont entre agents et hiérarques. Hier, l'un des anciens du stage m'a ainsi discrètement rancardé sur un homme bien mis qui mangeait seul.

— Regarde celui-là avec son costume trois pièces vert sombre, m'indique-t-il du regard. C'est l'ancien chef d'antenne de Karachi. Il vient d'être expulsé par les Pakistanais et il est de retour à la centrale[2]. Il se murmure partout qu'il a merdé dans les grandes largeurs. Du coup, personne ne veut de lui dans son équipe, et il a même du mal à trouver un compagnon de déjeuner.

En cas de retour brutal à la centrale, c'est à l'agent lui-même de trouver un nouveau point de chute en faisant le tour des services pour vanter ses mérites. Le secteur des ressources humaines semble avoir peu d'influence dans le choix des affectations. Faute de résultat, et en attendant que le vent tourne ou que la tempête s'apaise, la direction du renseignement lui a trouvé un bureau avec une vague mission. Il produira un rapport qui sera lu d'une manière distraite par deux ou trois officiers capés, avant de prendre la poussière au fond d'une armoire forte.

Dans la boîte, les trajectoires de carrière sont rarement linéaires, et les accidents de parcours monnaie courante. En pareil cas, il n'y a généralement aucune pitié. Tel officier traitant peut être porté aux nues pendant plusieurs années, voir son crédit s'accroître et être choisi pour les postes les plus prestigieux et les plus exposés. Ses camarades cherchent alors à être vus à ses côtés, à solliciter l'honneur de pouvoir manger avec lui à la cafétéria. Puis, c'est la disgrâce, et le héros d'hier devient un paria qui déjeune seul face à son plateau repas. À son passage, les autres tables interrompent les conversations, se regardent d'un air entendu, et, une fois le mouton noir éloigné, se lancent dans les dernières spéculations qui circulent à son sujet.

— Il paraît que le directeur du renseignement ne lui adresse même plus la parole, reprend mon voisin de plateau.

Je veux en savoir plus sur les raisons de sa déroute, mais personne ne sait véritablement ce qui s'est passé pendant sa mission. En cas d'incident sur le

terrain, seuls les hauts responsables connaissent le dessous des cartes. Peu importe : en l'absence d'informations fiables, les agents se laissent aller à toutes les conjectures, échafaudant un scénario à partir de bribes de conversations entendues çà et là. Ainsi, certains croient savoir que le paria a ignoré les consignes de discrétion élémentaires, et que les services locaux ont fourni à la DGSE un dossier photo compromettant dans lequel il apparaît au grand jour en train de traiter ses sources humaines. Ces dernières sont devenues, du même coup, définitivement compromises. Elles croupissent très certainement aujourd'hui dans les terribles prisons pakistanaises.

Cette discussion me fait l'effet d'une douche glacée. Il faudra que je m'en souvienne dans les années qui viennent. Je vais devoir toujours rester prudent et ne pas m'enthousiasmer trop facilement. Le vent tourne vite ici. Les gentils naïfs ne font pas carrière. C'est bien noté. Il me faudra nouer sans tarder quelques alliances dans la place, des camarades en qui j'ai confiance et qui pourront couvrir mes arrières, déceler les chausse-trapes et me rapporter les éventuels commentaires désobligeants dont je pourrais être la cible.

Meaux, vendredi 23 septembre 2005.

Depuis quelques mois, mon couple va mal. Nos trois années passées à Verdun ont installé une routine délétère que le retour à une vie parisienne plus excitante n'a pas réussi à désamorcer. Le soir, je rentre bien trop tard et les enfants sont déjà couchés lorsque je passe enfin la porte d'entrée. Isabelle n'est d'ordinaire jamais très diserte. De mon côté, je me sens trop fatigué pour raconter ma journée, et de toute manière, je me confie naturellement peu sur mon nouveau métier : je dois respecter les consignes générales de discrétion de la boîte. Il est évident que ça ne facilite pas la tâche à l'heure de communiquer.

Pour l'instant, le service ne nous a pas expliqué comment gérer notre vie personnelle et familiale. Que peut-on dire, que doit-on cacher ? Je suppose que la culture maison favorise la discrétion : le mieux est certainement d'en dire le moins possible. À mes yeux, le mutisme total serait malsain et créateur de tensions inutiles. Je prends la responsabilité de raconter à Isabelle le métier dans ses grandes lignes. Quant aux enfants, nous avons décidé d'un commun accord de leur cacher ma véritable activité. On ne sait pas ce qu'ils iraient raconter à leurs camarades, dans la cour de l'école. Pour eux, je suis un simple officier d'état-major parisien. Ils n'ont pas besoin d'en savoir plus. D'ailleurs, ils ne se montrent pas très curieux au sujet de mon travail. Tant mieux.

Partager le quotidien de ma formation ne suffit pas à resserrer nos liens. La distance qui s'est créée entre Isabelle et moi ces derniers temps grandit de jour en jour. Il n'y a pas de dispute. C'est pire : une forme d'indifférence s'est installée à pas feutrés. J'aimerais m'en ouvrir à Isabelle, mais je ne trouve pas les mots. Ou bien je n'ose pas. J'ai peut-être peur de verbaliser cette réalité dont nous avons tous les deux conscience, mais que nous avons choisie, dans une sorte de pacte implicite, d'ignorer.

Cette crise sourde apparaît de manière plus éclatante la nuit venue. Isabelle et moi ne faisons plus l'amour depuis des semaines. Dans le lit conjugal, je tente souvent un rapprochement physique, avançant ma main centimètre par centimètre, puis je renonce finalement à la toucher. J'ai envie d'elle, mais je sens que ce n'est pas réciproque. Je finis par m'endormir, moins frustré que triste de voir mon couple se déliter. Et de ne pas trouver le courage d'affronter nos difficultés. Peut-être est-ce trop tard. Peut-être a-t-elle déjà cessé de m'aimer.

Demain matin, mes pensées seront de nouveau tournées vers le service. J'aime mon nouveau travail. Je n'ai jamais été aussi épanoui sur le plan

professionnel, à défaut d'être heureux dans ma vie personnelle. Tant pis. Je marche sur une seule jambe mais l'essentiel est de continuer d'avancer.

Paris, mardi 27 septembre 2005.

Aujourd'hui, nous avons droit aux exposés de la direction générale de la sécurité, que l'on désigne par ses trois initiales : DGS. En clair, le service d'espionnage chargé… de nous espionner. La police des polices interne. L'un de ses cadres se tient devant nous dans l'amphi, debout sur la vaste estrade. On voit qu'il aime parler en public. Il ménage ses effets, joue sur les pauses et les silences, pour mieux asséner ensuite quelques formules qui font mouche, renforcées par un fort accent du Sud qui met l'assistance à l'aise. Un orateur né !

Son exposé s'attarde sur mes questionnements de la semaine dernière : comment se comporter dans sa vie personnelle ?

— Moins vous en dites autour de vous, mieux ce sera, résume-t-il. Inventez-vous un parcours et un métier crédibles, et servez une soupe bien préparée aux interlocuteurs qui viendraient à vous poser des questions sur votre profession. Vous verrez que les personnes que vous rencontrez pour la première fois, dans votre vie de tous les jours, ne se montrent curieuses que durant les premières minutes de la conversation. Ils veulent pouvoir vous mettre dans une case. Après quoi, il suffit de poser des questions à votre tour, de montrer que vous vous intéressez à eux. Les gens préfèrent de loin parler d'eux-mêmes. Faites parler les autres, et vous ne serez jamais ennuyés.

Comme je le pressentais, le conjoint et la famille proche peuvent savoir que nous travaillons à la DGSE, mais il ne faut pas se laisser aller à des confidences sur notre quotidien. Tout ce qui concerne l'organisation de la boîte, les

informations qui nous parviennent, ou les missions qui nous sont confiées, doit être exclu des discussions privées. Quant au choix de nos conjoints, le responsable de la direction de la sécurité a son idée bien à lui sur la question.

— Si vous décidez de vous marier ou de vous mettre simplement en couple, poursuit-il, vous allez nous donner du travail car nous allons devoir enquêter sur l'élu de votre cœur. Nous devons nous assurer que nous n'avons pas affaire à une opération montée par un service de renseignement adverse qui cherche à vous recruter. Alors, j'ai un conseil à vous donner.

Le conférencier laisse planer un long silence. Il balaye la salle du regard pour s'assurer que nous sommes attentifs à la phrase qui va suivre.

— Trouvez-vous une copine ou un copain qui soit aussi du service. Comme ça, l'enquête de sécurité est déjà faite et nous bénirons immédiatement votre union. Affaire classée !

Les jeunes célibataires du stage se regardent du coin de l'œil, en souriant un peu gauchement. Amusant !

L'exposé se poursuit sur un ton moins léger. En réalité, la DGS n'a pas vocation à nous filocher toute la journée ou à nous imposer ses choix de vie dès lors que nous respectons une règle d'or.

— Vous pouvez coucher à droite à gauche, contracter quelques dettes à la banque ou développer des amitiés avec des ressortissants étrangers, pourquoi pas. Du moment que vous nous rendez compte de tout, au fur et à mesure, tout se passera bien. N'attendez pas d'être sollicités, c'est à vous de prendre l'initiative. Vous devez nous confier tous les détails possibles concernant les personnes concernées, pour faciliter nos enquêtes.

L'homme marque une nouvelle pause avant de conclure son intervention par une mise en garde solennelle.

— Si nous découvrons quelque chose de pas très catholique dans votre vie, et que vous avez oublié de nous le signaler, vous prendrez un mauvais départ et

la confiance sera rompue. Prenez l'habitude et ayez le réflexe professionnel de ne jamais rien nous cacher. Nous sommes là pour vous protéger et, surtout, pour protéger le service.

Je suis assis à côté d'une femme d'une quarantaine d'années. Elle travaille à la DGSE depuis plusieurs années, et vient de prendre un poste d'officier, raison de sa présence durant la formation. Elle a la tête sur les épaules mais ne manque pas d'humour.

— Ils me gonflent ces mecs de la DGS, me glisse-t-elle d'un ton faussement agacé. On n'y met pas forcément que des chevaux de course. Mais il faut bien reconnaître que chaque année, des agents font l'objet d'une enquête et sont virés de la boîte pour faute grave. Certains se livrent à des jeux d'argent, ou initient des contacts avec des individus étrangers sans en référer au service. D'autres se mettent en couple avec des ressortissants d'un pays dit sensible : chinois, russes ou même américains. C'est un choix incompatible avec une carrière au sein de la maison.

J'abonde dans son sens : la DGS me paraît un mal nécessaire. Au fond, ça ne me pose aucun problème que l'on enquête sur moi dès lors que je n'ai rien à cacher.

Le thème de la journée m'a replongé dans mes problèmes de couple. Je me suis vu plusieurs fois en train de me renfrogner dans mon siège. La journée se termine, je quitte la boîte. D'abord la ligne 11 et son métro du siècle dernier, bruyant et brinquebalant, puis la ligne 5, en bien meilleur état. Arrivé gare de l'Est, je prends le train, direction Meaux, au bout d'un trajet direct de 25 minutes. Voilà ma nouvelle routine de banlieusard. Il n'est pas tard. Isabelle sera déjà là, à la maison, et aura sans doute fait manger les enfants. Nos regards vont se croiser le moins possible. Nous allons chacun lire un bouquin

de notre côté, avant d'aller nous coucher. Elle d'abord, moi un peu plus tard. Sans rien nous dire ou presque.

---

1 Institut d'Études Politiques.

2 Surnom donné en interne au siège parisien de la DGSE par opposition aux postes basés à l'étranger.

BRÈVES DE COMPTOIR

Boulevard Mortier, lundi 3 octobre 2005.

Le cœur du stage est constitué de deux modules de formation d'importance égale : l'exploitation et la recherche. Ces deux activités représenteront la base de notre quotidien d'officier traitant. Chaque information obtenue auprès d'une source, de visu ou à distance, est désignée sous le terme « exploitation » et fait l'objet d'un message « O » adressé à la hiérarchie. Celui-ci renferme le renseignement recueilli en lui-même. Le volet recherche désigne la façon dont l'information a été obtenue par l'agent et la source en question. Il fait l'objet d'une deuxième transmission, appelée message « R ». Tout contact avec une source entraîne systématiquement l'envoi de ces deux messages à destination des chefs de secteur. J'apprends ainsi que chaque officier traitant, qu'il recueille ses infos sur le terrain ou depuis la centrale, doit toujours penser en double.

Les cours d'exploitation sont pénibles. On nous expose les règles de rédaction, la syntaxe propre à la « piscine[1] », et nous enchaînons ensuite avec des exercices. L'instructeur insiste pour que nous adoptions un style le plus neutre possible, sans formule littéraire ni audace stylistique. Il faut écrire de manière simple, impersonnelle, efficace. Cet aspect très scolaire de la formation me barbe. Pour couronner le tout, le cours d'exploitation est prodigué par une formatrice qui ressemble à une petite souris triste d'une trentaine d'années, avec des lunettes de bibliothécaire, des tenues grises et un ton professoral plombant. Pourtant, je lui trouve un certain charme : ses traits sont fins, avec

des jolies lèvres bien dessinées. Quand elle enlève ses lunettes pour les nettoyer, elle a ce petit air perdu avec ses yeux qui regardent dans le vide que je trouve plutôt séduisant.

Les cours de recherche sont autrement plus amusants. Ils sont l'occasion d'exercices qui reflètent le stress et la tension propres au travail sur le terrain. Me voilà enfin au cœur de ce qui fait le sel du métier : observer, se déplacer en surveillant l'environnement, semer un poursuivant, prendre contact avec une source en toute discrétion, engager la conversation, écouter tout en préparant le coup suivant… Bien sûr, le cours recherche comporte une partie théorique qui n'est pas négligeable. Les messages « R » consignent l'ensemble des agissements de l'officier traitant, jour après jour, pour obtenir ses précieux renseignements. Une fois lus par la hiérarchie, ils seront analysés par un officier contrôleur. Ce dernier sera chargé de vérifier que la manipulation des sources se déroule dans les règles de l'art. Cet œil extérieur est indispensable et surtout très sain. Qu'il le veuille ou non, l'officier traitant s'implique émotionnellement dans ses rapports avec ses sources.

Les messages ainsi collectés forment une solide base de données, qui permet d'alimenter un dossier dédié pour chacune des sources recrutées. Ce dossier permet ensuite à l'officier traitant ou à la centrale de se repasser le film des rencontres précédentes pour mieux préparer celle à venir. Exemple : « À la question de savoir où se trouvait le bureau du général Mustapha, j'ai noté que la source a hésité avant de répondre. Soit elle l'ignore, soit elle me mène en bateau, soit elle veut me cacher cette information. À moi de revenir sur ce point lors de notre prochaine rencontre afin d'éclaircir cette affaire. »

Les cours de recherche ne seraient pas aussi passionnants s'ils n'étaient pas portés par un instructeur talentueux. Et du talent, Étienne n'en manque pas.

Chacun de ses cours confirme que j'ai fait le bon choix de carrière. Grâce à son expérience du terrain, il illustre ses leçons d'anecdotes vécues plus intéressantes les unes que les autres. Son sens de l'humour ne gâche rien. Pas étonnant qu'il obtienne d'excellents résultats sur le terrain. Pourtant, l'homme, avec sa bedaine et son crâne dégarni, est tout sauf imposant. Pour un officier traitant qui doit toujours prendre l'ascendant sur sa source, un physique aussi terne est un talon d'Achille certain. Étienne compense cette faiblesse par un charme magnétique et une assurance qui lui confèrent une autorité naturelle.

Mais ce sont ses anecdotes de terrain qui font toute la magie du personnage. Lorsqu'il déroule le récit d'un souvenir de mission depuis l'estrade, même les mouches s'arrêtent de voler.

— Vous savez, beaucoup de personnes ont une image totalement fausse et exagérée d'un service de renseignement comme la DGSE. L'aspect mystérieux, opaque et potentiellement expéditif de notre travail, est très présent dans l'imaginaire collectif. Croyez-moi, ce n'est pas un cadeau. Un jour, je me suis rendu en Asie du Sud-Est pour débriefer un contact détenant des informations sur une prise d'otages. Je suis entré dans la pièce où se trouvait le gars que je devais interroger. Dès qu'il m'a aperçu, il a paniqué et sauté par la fenêtre. Dans sa tête, un membre de la DGSE allait sans doute terminer l'entretien par une exécution de sang froid, histoire de faire le ménage derrière lui. Les mythes qui collent au métier ne sont pas toujours un avantage.

Dans la salle, aucun stagiaire ne rate la moindre virgule des histoires racontées par Étienne. C'est heureux qu'une organisation comme la DGSE désigne des instructeurs de qualité, parmi les meilleurs de leur génération. Bien souvent, la formation, quel que soit le type d'organisation, est perçue comme une corvée, et trop souvent négligée. On y envoie les cadres les moins compétents, en se gardant les meilleurs pour des missions jugées plus nobles. Quand j'étais capitaine au 1er RPIMa[2], mon chef de corps de l'époque obligeait

ses meilleurs officiers à venir prendre la tête d'un stage de formation pendant six mois, avant de les renvoyer dans les unités opérationnelles. C'est avec ce type d'approche que se construit un groupe d'élite.

Ve arrondissement de Paris, 6 octobre 2005.

Ce matin, les nuages gris encombrent le ciel de Paris, mais il ne fait pas froid, et il ne pleut pas. Voilà qui va me faciliter la tâche. Je vais débuter dans quelques minutes l'exercice proposé hier par Étienne : établir un itinéraire de sécurité. L'IS sert à détecter une surveillance dont l'officier traitant serait l'objet, à l'heure de rencontrer une source par exemple. En théorie, cet itinéraire se termine par une « rupture » : l'opération consiste à fausser brusquement compagnie à ses poursuivants. En théorie seulement, car une rupture est forcément un événement marquant, et donc risquée : l'agent qui sort précipitamment de sa rame de métro au moment où les portes se ferment a probablement quelque chose à cacher. L'un des collègues d'Étienne a retenu la leçon.

— À Moscou, il y a quelques années, l'un de nos officiers traitants ayant détecté une filature a déclenché une rupture. Le lendemain, une soi-disant bande de voyous l'a passé à tabac dans le métro de la ville. Ils ont accompagné leurs coups d'un avertissement explicite : *Toi, tu arrêtes immédiatement tes activités clandestines ou tu vas avoir de sérieux ennuis.*

*

J'ai repéré mon itinéraire la veille, lors d'une longue balade à pieds dans le Ve arrondissement, théâtre de l'exercice. Sur le parcours, il y aura sûrement un dispositif de surveillance chargé de me suivre et d'observer mes réactions. À moi d'identifier les éventuels suiveurs et de rédiger un rapport écrit à la fin de la journée en consignant toutes mes remarques. Je devine que dans la suite de

la formation, il n'y aura pas beaucoup d'exercices de ce type en raison des moyens humains qu'elle mobilise. Il ne faut pas que j'échoue.

Je commence mon parcours, l'air faussement détendu, tous mes sens en éveil. Je commence par remonter la rue Lacépède puis j'emprunte la rue Monge sur ma droite. Je marche du pas décidé de celui qui sait parfaitement où il va. Je contrôle mes arrières sans me retourner en regardant dans le reflet des vitrines des boutiques. En fixant la devanture d'une pizzeria, je remarque derrière moi un petit barbu avec un blouson sombre et un sac à dos porté à l'épaule. Il téléphone avec son portable. Un membre de l'équipe de surveillance qui communique avec les autres chasseurs ?

Je vais bientôt en avoir le cœur net. J'arrive au pied de l'escalier de la rue Rollin. C'est le premier piège à poursuivants de mon parcours : le large escalier se sépare en deux ensembles de marches qui zigzaguent, et offre donc une vue sur mes arrières sans avoir besoin de faire volte-face. J'arrive en haut de l'escalier. Personne derrière moi. Merde. Est-ce que j'ai rêvé ? Ou est-ce que les équipes de surveillance ont compris la manœuvre ? Elles ont pu éviter le piège en passant à côté de l'escalier dans le but de reprendre la filature un peu plus loin. Bon. Je continue. Pas si simple. Je prends à gauche, contourne la place de la Contrescarpe en longeant les cafés, puis je descends la rue Mouffetard. Là, il y a trop de monde pour que j'effectue mes contrôles correctement.

Deux cent mètres plus bas, j'oblique à droite dans une petite ruelle déserte. Au bout de celle-ci, je repère un magasin qui vend des articles de cuisine. J'entre dans la boutique, je demande le prix d'un objet électroménager, et je regarde discrètement par la vitre. Personne de louche à l'extérieur. Rien de rien. Et pourtant j'ai le sentiment d'être suivi. Mais que vais-je écrire dans mon

rapport ce soir ? « Je n'ai rien vu, mais je suis convaincu d'avoir fait l'objet d'une surveillance ». Je vais me ridiculiser.

Je sors du magasin en remerciant la vendeuse pour ses précieuses informations, et je continue mon chemin, de plus en plus soucieux. Une centaine de mètres plus bas, après quelques changements de direction, j'entre dans un bar qui fait l'angle entre les rues Rataud et Lhomond. Je commande un café au zinc, et je surveille du coin de l'œil les passants dans la rue. Bingo : un homme d'une trentaine d'années, veste et pantalon en jean, vient de croiser mon regard. Il longeait le trottoir, juste devant la vitre du bar, comme s'il cherchait quelqu'un à l'intérieur. C'est mon suiveur, ou au moins l'un d'entre eux. J'en suis certain.

J'applique la procédure : il est temps de mettre en œuvre la rupture que j'ai préparée hier lors de mes repérages. Je termine calmement mon café et je sors du bar, entraînant derrière moi mon équipe de surveillance. Je n'ai plus besoin de me soucier de ce qui se passe dans mon dos. Ils sont là, je le sais. Je me dirige vers un parking souterrain. La veille, j'ai eu la bonne idée de prendre un ticket de parking conservé depuis lors dans la poche intérieure de ma veste. Me voilà devant l'accès piéton. Je glisse mon ticket dans la borne automatique : la porte d'entrée se déverrouille. Je me dépêche de la refermer. Le piège tendu à mes poursuivants se referme. Mon rythme cardiaque s'accélère. Je me mets à courir à l'intérieur du parking, dans un mélange de stress et d'excitation. J'ai repéré hier un autre accès, à 200 mètres du premier. Je souris en imaginant la filature bloquée à la porte, obligée de se redéployer pour retrouver ma trace. Une fois à l'air libre, je balaye l'environnement des yeux : personne. Je n'ai plus qu'à rentrer au service en métro, convaincu d'avoir passé l'épreuve avec succès.

VI^e^ arrondissement de Paris, 2 novembre 2005.

Venir vivre à Paris, c'est aussi retrouver le plaisir de sortir le soir en compagnie de quelques amis. Je renoue avec de vieilles connaissances perdues de vue après mon départ pour Verdun. Ce soir, je dîne avec Pierre, un camarade de Saint-Cyr qui a poursuivi ses études à l'ESSEC et fait une belle carrière chez Vinci. Il doit me présenter deux de ses amis rencontrés sur les bancs de la prestigieuse école de commerce. Le premier travaille à l'Élysée auprès d'un conseiller du président. Rien que ça. Le deuxième est cadre chez Vinci.

La soirée débute dans un restaurant du VI^{e} arrondissement. Nous échangeons anecdotes et blagues qui déclenchent quelques rires bruyants, surtout à l'heure de déboucher une quatrième bouteille de vin. Comme je m'y attendais, l'un des convives finit par m'interroger sur mon travail. C'est la première fois que je me retrouve dans la situation de devoir cacher mon vrai métier dans un cadre amical. Je suis serein. En toute décontraction, je m'invente un poste de commandant au ministère de la Défense, chargé des ressources humaines. En clair, je remplis des tableaux Excel toute la journée. L'assistance fait silence. L'effet recherché fonctionne à plein : l'ambiance est plombée. Sourires forcés et gênés, regards un brin méprisants et condescendants, et l'on change vite de sujet. Il ne sera plus question de ma profession jusqu'à la fin de la soirée.

Quartier de l'Odéon, mercredi 7 décembre 2005.

Le génial Étienne nous a préparé un nouvel exercice sur le terrain : l'épreuve du café. Le principe est simple : chaque stagiaire doit se présenter dans un café parisien sélectionné par avance à une heure fixe. Une fois à l'intérieur, il dispose de 40 minutes pour aborder la personne de son choix, sympathiser avec elle, et obtenir son numéro de téléphone portable. Il s'agit de mettre à

l'épreuve notre audace, notre capacité d'adaptation face à des situations inconnues, et notre sens de la persuasion à l'heure de recueillir un maximum d'informations en un minimum de temps. En plus du numéro de téléphone, tout renseignement obtenu sur la vie personnelle de la cible engrange des points supplémentaires. Deux agents instructeurs sont présents à l'intérieur du café pour surveiller le bon déroulement de l'épreuve et évaluer l'attitude du participant.

Le café qui m'est désigné se trouve près du carrefour de l'Odéon. J'ai vingt minutes d'avance sur l'heure de début de l'exercice. J'en profite pour repérer les lieux depuis l'extérieur. Il n'y a pas grand monde. Je tue le temps en faisant les cent pas dans le quartier. Je suis tendu. L'exercice est difficile et très aléatoire. La seule habileté du candidat ne suffit pas : il est facile de tomber sur de mauvais coucheurs, des gens en pleine conversation, ou simplement des clients qui lisent un bon roman ou pianotent sur leur téléphone et ne souhaitent pas être dérangés.

Hier, mon camarade Antoine s'est cassé les dents. Dans le bar de Montparnasse où l'épreuve se tenait, seuls deux clients étaient attablés. Le premier, un homme qui lisait son journal, a réclamé de pouvoir continuer sa lecture en paix. Le deuxième, une femme seule, souhaitait… rester seule. Éconduit coup sur coup, le pauvre Antoine est retourné à sa table sous l'œil des deux agents présents, sans doute amusés par cet échec expéditif mais qui n'en ont rien laissé paraître pour ne pas l'accabler. Les stagiaires femmes, elles, ont presque toutes réussi l'épreuve haut la main, en choisissant de s'adresser à des hommes. Elles n'ont même pas eu besoin de jouer les séductrices. Montrer de l'intérêt à un homme suffit pour qu'il se prenne pour un Dom Juan et se montre docile.

C'est l'heure. J'essaie d'oublier la mésaventure d'Antoine et j'ouvre la porte. Il y a foule maintenant. Une chance : je vais pouvoir choisir ma cible. Je m'approche du zinc et je commande un Perrier servi dans la seconde. Debout, mon verre à la main, j'étudie l'environnement. Le comptoir est plein, impossible de m'y accouder. C'est dommage : l'endroit est idéal pour aborder incognito son voisin. Un client se lève de son tabouret haut, et libère sa place. Il est assis à côté d'un quinquagénaire au regard triste, les cheveux mal coiffés. Le pilier de bar typique. La cible parfaite. Je m'approche du tabouret lorsqu'un client me frôle dans le but de me chiper la place. Je me précipite avant qu'il ne soit trop tard, en donnant au passage un léger coup d'épaule involontaire mais inévitable à mon concurrent. J'entérine sa défaite avec mon plus beau sourire contrit.

— Oh excusez-moi, je ne vous avais pas vu.

Le type me regarde l'air agacé, puis tourne les talons. C'était moins une.

Ma cible respire autant les vapeurs d'alcool que la solitude. Il doit être à sa troisième ou quatrième bière de l'après-midi. Je ne suis pas totalement rassuré pour autant, mais il est l'heure de se montrer sous son meilleur jour : confiant, affable, et détendu.

— Bonsoir, vous allez bien ?

Le gars lève le nez de son verre, l'air surpris.

— Oui…

— Je ne voudrais pas vous embêter, mais voilà : je suis étudiant en sociologie à la Sorbonne. Je prépare une enquête sur le thème de la rumeur : comment naissent-elles, comment se propagent-elles, ce genre de choses. Vous voulez bien y répondre ? C'est amusant et ça ne dure pas longtemps.

La stratégie du canard bat son plein : ça barbote sévère sous le tabouret, mais mon sourire n'en laisse rien paraître. Je fixe le regard de ma cible en attendant le verdict. Ses yeux s'illuminent.

— Oui, je veux bien.

La suite est une formalité. Mon client est un homme visiblement ravi que l'on s'intéresse à lui. Vingt minutes plus tard, l'affaire est pliée. J'en sais tellement sur sa vie que je pourrais écrire sa biographie : son métier, ses ennuis de santé, ses enfants qui habitent à Brest et qui viennent lui rendre visite pour les fêtes de Noël… Et, bien sûr, son numéro de téléphone, information indispensable pour que je puisse lui communiquer les résultats de mon sondage.

Boulevard Mortier, jeudi 15 décembre 2005.

L'un des objectifs du stage est de choisir notre affectation précise au sein de la direction du renseignement sitôt la formation terminée. Où aller ? Le contre-terrorisme ? La contre-prolifération nucléaire ? Le contre-espionnage ? Ou une zone géographique spécifique où l'on devra assurer un suivi de la situation économique et politique ? Pour nous aider dans ce choix, chaque chef de secteur vient ce jour nous présenter sa boutique et nous convaincre qu'il faut venir grossir ses rangs. Après quoi, nous irons passer quelques jours dans chacun des secteurs pour observer les méthodes de travail et l'ambiance générale afin de peaufiner notre sélection.

Le bal s'ouvre avec le responsable du contre-espionnage. C'est un colonel qui a fière allure, avec des cheveux très noirs et un regard franc. Il a bien préparé son exposé et s'appuie sur un diaporama PowerPoint qui présente la dernière mission sur laquelle ses équipes ont travaillé : la tentative de recrutement d'un officier de renseignement russe en poste en Afrique. Interceptions téléphoniques, embuscades photos, surveillances et filatures afin de connaître tout son réseau et ses habitudes. Rien n'a été laissé au hasard pour déceler les éventuelles faiblesses du Russe, et définir une stratégie de

recrutement. L'exposé fait forte impression sur l'assistance : voilà une histoire de contre-espionnage digne d'un film et pourtant bien réelle, en tout point conforme à l'image que nous nous faisions d'un service secret.

Vient le tour de la contre-prolifération nucléaire, appelé « CP » dans le jargon de la boîte. Le secteur retient moins mon attention. Il est pourtant l'un des joyaux de la DGSE : en raison de la très grande sensibilité du sujet, ses équipes doivent recruter des sources de très haut niveau en offrant de très fortes rémunérations. Il s'agit en effet de convaincre des responsables de programmes nucléaires étrangers, comme ceux de la Corée du Nord, par exemple, de trahir leur pays en nous livrant des informations sur l'état de leur arsenal. Si elles sont découvertes, les sources recrutées risquent la peine de mort, ou des dizaines d'années de prison dans le meilleur des cas. L'enjeu est de taille pour l'officier traitant, qui doit se montrer à la fois très persuasif et soucieux de ne pas mettre ses sources en péril.

Deux secteurs géographiques viennent conclure les présentations de la matinée. La zone Asie/Amérique ne me fait pas grosse impression. Le chef de secteur se montre approximatif dans ses explications. Il balbutie ses arguments, et semble incapable de nous présenter les réussites concrètes de son bureau pour illustrer son propos. Je n'ai pas l'impression que le suivi de la Chine, par exemple, représente une priorité pour le service. Ce secteur me donne l'impression d'être le plus faible de tous. Les anciens du stage me le confirmeront : il n'attire en général que les culots de promotion.

C'est au tour de la zone arabe de nous être présentée. Cette fois, mon attention est captivée. Enfant, j'ai vécu trois ans au Liban, où mon père était en poste au milieu de sa carrière. Pendant les vacances, nous avons visité en famille les autres pays de la région. Ce sont des souvenirs heureux. Je parle un

peu arabe depuis ma scolarité à Saint-Cyr où j'avais choisi cette langue comme option. Le cursus se terminait par un stage d'immersion de quinze jours en Égypte. J'aime ces pays de culture arabo-musulmane. Je m'y sens bien : les souks qui débordent de couleurs et de vie, les bousculades, les odeurs de rose des fumées de narguilé, les pâtisseries sucrées pleines de beurre et de miel. La gourmandise est mon péché : je peux avaler une dizaine de ces petits gâteaux sans même m'en apercevoir. Le Caire, Beyrouth, Amman ou Rabat, j'ai partout le sentiment d'être un peu chez moi.

Malgré mon tropisme arabe, le chef de secteur peine à m'enthousiasmer. Son costume trois-pièces propret et ses manières un peu trop sages me refroidissent. Mon intérêt pour la région suffira-t-il à me convaincre de travailler sous les ordres d'un chef si peu engageant ? J'ai besoin d'y réfléchir. À l'heure du déjeuner, je retrouve Antoine et Rémy à la cafétéria. Je n'écoute pas leurs discussions, perdu dans mes pensées. Je me repasse le film de la matinée. Quel secteur choisir ? Où puis-je m'épanouir ? Les exposés ont rebattu les cartes : je n'en ai aucune idée.

*

Retour dans l'amphi. Le premier exposé de l'après-midi est toujours piégeux pour l'intervenant : les stagiaires sonnés par la digestion ont tendance à s'assoupir. Le chef du contre-terrorisme – « CT » – n'a pas ce genre de problème. La quarantaine pétillante, mince et alerte, l'homme est un civil issu de Sciences-Po qui ne connaît pas la langue de bois. Malgré sa relative jeunesse, il a déjà été nommé deux fois chef de poste, et a même occupé les fonctions de conseiller du directeur général. C'est clairement l'un des cadres les plus en vue de la boîte.

Son exposé ne s'embarrasse d'aucune fausse modestie.

— Au CT, nous avons besoin des meilleurs, affiche-t-il d'entrée. La mission est d'une importance capitale pour la sécurité nationale. C'est la raison pour laquelle nous ne choisissons que les plus passionnés. Si la matière ne vous intéresse pas, passez votre chemin. Si vous voulez monter vite et bien, bienvenue chez moi : c'est ici que ça se passe. Au CT, vous travaillerez dans un secteur de pointe. Ici, on ne compte pas ses heures, mais l'on est payé en retour. C'est exigeant, mais c'est gratifiant.

Le ton est donné. Le gars n'est pas étouffé par l'humilité : il a déjà agacé un tiers de mes camarades, et fait peur au deuxième tiers. Mais cette prestance doublée de ce regard vif et alerte en impose. Je suis convaincu d'avoir affaire à un homme brillant.

Le dernier intervenant de la journée est une intervenante. Elle est la seule femme cheffe de secteur actuellement en poste, responsable de la zone Afrique. C'est un bureau qui constitue traditionnellement l'un des points forts du service. Il est composé en majorité de militaires. Le bureau est gourmand en ressources humaines, et les postes à pourvoir y sont nombreux. La présentation est intéressante, le tableau aguicheur, mais l'Afrique m'attire peu. Ce n'est pas ma culture, et les passionnés du continent noir sont nombreux parmi les stagiaires. Inutile de se battre pour une place qui leur revient tout naturellement.

Meaux, samedi 17 décembre 2005.

Ce soir, Isabelle a invité deux couples de collègues enseignants à la Sorbonne. Comme c'est le week-end, j'ai pu me rendre utile : je me suis occupé des enfants pendant qu'elle préparait le repas composé de recettes asiatiques, une cuisine qu'elle affectionne. De mon côté, je n'ai jamais invité personne à la maison pour partager un dîner en famille. Pour mes rares amis

qui habitent Paris, Meaux est une contrée du bout du monde. S'ils devaient faire l'effort malgré tout, ils tomberaient à coup sûr dans les bouchons, et ne reviendraient pas de sitôt. Quant à mes collègues de la DGSE, et hormis les relations sentimentales nouées au sein de la boîte, il n'est pas recommandé de nous fréquenter en dehors du bureau pour les motifs habituels de discrétion. Isabelle et moi vivons de nouveau en vase clos, comme c'était déjà le cas à Verdun. De ce côté-là, le déménagement n'a pas suffi à redonner des couleurs à notre quotidien.

Boulevard Mortier, vendredi 24 février 2006.

Le stage est terminé. Nous sommes convoqués pour les résultats. Le stress me gagne à nouveau. Je ne pense pas avoir fait de grosses erreurs, mais ai-je vraiment brillé par rapport au reste du groupe ? L'issue de la formation fait l'objet d'un classement. Les premiers sont garantis de voir leur vœu d'affectation réalisé. Les derniers sont orientés vers les secteurs les moins plébiscités.

J'ai fait mon choix hier : le contre-terrorisme. Le secteur cochait toutes les cases. La prestation de son chef m'a marqué. J'ai envie de mouiller la chemise pour ce gars-là. Les problématiques actuelles traitées par le CT, en lien avec la montée de l'islam radical, devraient aussi satisfaire mon goût pour le monde arabo-musulman. Je croise les doigts.

Nous sommes convoqués individuellement pour la communication des résultats. Soulagement : je suis classé dans le premier quart de la promotion. Mon orgueil rêvait d'une place dans les cinq premiers, mais peu importe. J'ai obtenu d'excellentes évaluations en recherche, mais ma note finale pâtit de résultats moyens en exploitation. Mon ami Rémy décroche le poste qu'il

convoitait au bureau Asie, un choix naturel dicté par sa connaissance étroite du Cambodge, et ce, malgré la mauvaise réputation du secteur. Antoine a choisi le contre-espionnage. Comme pour moi, la présentation brillante du colonel a fait son effet, même si le CE était déjà son choix initial. Mes deux camarades et moi fêtons ces bonnes nouvelles comme il se doit. Demain, le temps des célébrations sera terminé : nous serons, enfin, confrontés à la réalité du terrain.

---

1 Nom employé en externe pour désigner le siège de la DGSE. Le terme n'est pratiquement jamais utilisé au sein du service, alors qu'il est régulièrement repris dans les médias ou les livres spécialisés.

2 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Basés à Bayonne, ses membres composent environ la moitié des soldats des forces spéciales.

DANS LE GRAND BAIN

Boulevard Mortier, lundi 27 février 2006.

C'est ma deuxième rentrée des classes aujourd'hui. Les locaux de la direction du renseignement se situent dans l'un des principaux bâtiments de la caserne, tout près de la direction générale récemment rénovée, où des salles de crise ultramodernes ont été aménagées. La plupart du temps, ces salles sont vides, mais en cas de prise d'otage ou d'attaque terroriste par exemple, elles disposent de toute la connectivité pour relier entre eux les agents de terrain, de la centrale, des services de renseignement et de la direction technique en vue de résoudre au plus vite la crise. Cette organisation a depuis fait ses preuves, mettant un terme aux problèmes de circulation de l'information et de coordination qui faisaient jusqu'ici défaut en cas d'urgence.

L'étage où je suis affecté est composé d'un long couloir bordé de part et d'autre de bureaux séparés, dont les portes sont le plus souvent ouvertes. Je m'arrange pour y jeter un œil discret sans ralentir la cadence de mes pas. Je discerne un mobilier assez moderne, des armoires fortes blindées où sont rangés des documents classés secret-défense – ils ne doivent jamais être transportés à l'extérieur – et quelques cartes accrochées au mur. Certains bureaux sont plus décorés que d'autres, avec des plantes ou des objets personnels rendant les lieux plus chaleureux. Je tombe parfois sur des agents qui paraissent peu occupés, et discutent tranquillement sur un coin de table, un mug de café à la main. D'autres sont affairés sur leurs écrans d'ordinateur,

leur poste de travail encombré de dossiers ouverts, de photos satellites, ou de feuilles volantes gribouillées.

Me voici devant le bureau où j'ai rendez-vous : celui de mon nouveau chef. Sa porte est ouverte. Décidément, le travail en groupe est une caractéristique commune à tous les services. Peut-être faut-il y voir un réflexe de compensation. Un besoin de partager en interne ce qu'on ne peut pas partager avec le reste du monde. L'ancien de Sciences-Po charismatique qui m'a ébloui lors des présentations de secteurs est le grand patron du contre-terrorisme, mon N+2. L'homme qui se lève pour me saluer est le chef du bureau Moyen-Orient du CT, où mon tropisme arabo-musulman m'a logiquement mené.

— Bienvenu Olivier, sourit ce quadragénaire avenant, habillé d'un costume gris clair bien coupé. Je m'appelle Jean. Je vous présente Catherine, mon adjointe.

Chignon porté haut et serré et lunettes colorées, l'adjointe est d'un abord plus sévère. Sans se lever de sa chaise, elle me gratifie d'un sourire pincé tout en me serrant la main. Cette politesse réglée, elle continue à pianoter sur son ordinateur tout en me surveillant du coin de l'œil, l'air de rien.

— Nous sommes ravis de vous voir arriver chez nous, poursuit Jean. Catherine et moi sommes tous les deux civils, mais nous n'avons rien contre les militaires. Considérez-vous donc comme chez vous, malgré tout !

La formule se veut humoristique. Je souris poliment à la bonne blague de mon supérieur. En arrivant à la DGSE, j'ai rapidement compris que cette fausse rivalité entre civils et militaires était l'un des principaux ressorts comiques des relations de travail. Rien d'hostile, au contraire : c'est une manière simple et entendue de briser la glace. Nous sommes tous habillés en civil derrière les murs du boulevard Mortier, y compris les militaires. Ces derniers ressortent leur uniforme qu'une fois par an, pour la cérémonie de

commémoration du 11 novembre, qui se déroule dans la cour intérieure du service, en face du bâtiment de la direction générale. De fait, lorsqu'on rencontre un collègue pour la première fois, il est impossible de savoir s'il s'agit d'un militaire ou d'un civil. Le jeu consiste donc à trouver la réponse par nous-même, en tâchant de deviner l'origine des uns et des autres en fonction de leur allure, leurs vêtements, ou leur façon de parler.

Les présentations faites, il est temps d'aborder les choses sérieuses.

— Catherine et moi avons décidé de vous affecter au sein de la section Irak, annonce le chef. Vous serez quatre au sein de ce bureau, et cela ne sera pas de trop. Il y a beaucoup de travail. Le chef de section est quelqu'un de très expérimenté, comme son adjoint, et vous serez donc à bonne école avec eux. Vous pourrez apprendre toutes les ficelles du métier à leur contact. Qu'en pensez-vous ?

Bizarre. Il y a un mois, j'avais échangé avec lui sur mes desiderata, en prévision de mon arrivée au CT. Il a dû oublier la teneur de nos échanges.

— Comme je vous l'ai dit le mois dernier, je connais bien le Liban pour y avoir habité plusieurs années quand j'étais enfant, en pleine guerre civile. J'y suis retourné en mission pendant quatre mois, avec mon escadron affecté au sud Liban, au sein de la FINUL[1]. Je me serais donc bien vu intégré au sein de la section Liban.

— Je suis désolé, il n'y a pas de poste disponible sur le Liban. Mais vous verrez, vous allez vous éclater sur l'Irak. Cette section était en pointe sur les affaires d'otages, et notamment la dernière, celle de Florence Aubenas[2]. Elle a développé en la matière une solide expérience, reconnue par tous. Les journalistes otages en Irak ont constitué un dossier hautement prioritaire pour le service. Le directeur général tenait informé le président de la République de l'évolution du dossier en temps réel. Nous n'avons pas mégoté sur les moyens,

et la section a pu bénéficier, en particulier, d'un soutien actif de la direction technique et de ses satellites.

Je suis déçu, mais je prends soin de ne pas le montrer. Je ne veux surtout pas apparaître comme un enfant gâté à qui tout est dû. J'ai tout à prouver, je dois faire profil bas. La formation que nous avons tous suivie aborde le fonctionnement de la boîte dans ses grandes lignes, mais le véritable apprentissage commence à la prise de poste. Je veux profiter de l'expérience si précieuse de mes collègues. En adoptant cette attitude humble et ouverte, je ne peux pas me créer d'ennemis, ni faire d'erreur. Et tant pis si je travaille sur un dossier qui ne m'emballe pas forcément de prime abord.

Boulevard Mortier, mercredi 22 mars 2006.

Nous sommes seulement quatre officiers traitants au sein de la petite section irakienne. Nous partageons le même bureau. Le chef de section, Bernard, est un jeune homme toujours en alerte derrière ses lunettes rondes, avec ses costumes sombres et une peau très blanche qui voit sans doute rarement le soleil. Bernard est un besogneux, toujours plongé dans ses dossiers. Il ne parle pas beaucoup, et je n'ai pas l'impression qu'il ait l'intention de m'apprendre quoi que ce soit. Je réalise rapidement qu'un nouvel arrivant représente un poids pour ses collègues. Il doit être formé aux pratiques spécifiques de son nouveau secteur, un apprentissage qui repose en grande partie sur la bonne volonté de ses voisins de bureau. Or transmettre son savoir réclame du temps. Et le temps, au sein du contre-terrorisme, est une denrée rare et précieuse.

— N'hésite pas à poser toutes les questions que tu voudras, répète Bernard.

En pratique, il se montre nettement moins affable. À chaque fois que je l'interroge sur un aspect précis du boulot, je vois bien qu'il est agacé. La plupart du temps, il ignore tout bonnement ma première requête, puis finit

par me servir une explication quand je reviens à la charge. Ses réponses sont alors claires et précises. C'est un homme doté d'une intelligence remarquable. Il suffit de l'observer en train de travailler : il enregistre instantanément toutes les informations qui gravitent autour de lui, qu'elles apparaissent sous forme d'images, de sons, ou de textes. Il est capable de répondre à la remarque d'un collègue sans jamais lever le nez de son ordinateur ni interrompre la tâche qu'il est en train d'effectuer. Impressionnant.

Le deuxième OT s'appelle Édouard. C'est un homme un peu plus jeune, à l'allure très soignée façon Quai d'Orsay. Il est d'apparence calme et plutôt souriant. Mais à l'heure de répondre à mes questions, il adopte la même attitude fuyante que Bernard. J'ai pourtant mille questions. Aux méthodes de travail spécifiques du CT que j'ignore, s'ajoute ma méconnaissance de l'Irak et de ses spécificités géographiques et politiques. J'ai du mal à retenir le nom des dirigeants, des chefs terroristes, de leurs adjoints. Je n'arrive pas davantage à imprimer le nom de nos sources. J'ai même des difficultés à utiliser le logiciel maison que je trouve peu intuitif.

Heureusement, il y a Marie. Lèvres charnues, lunettes d'intello, perchée sur des hauts talons qui masquent mal sa petite taille, la troisième OT de la section est une collègue chaleureuse, voire volubile. Elle ne se contente pas de répondre à mes interrogations : elle me sert anecdotes sur anecdotes, visiblement ravie de pouvoir partager son expérience. J'ai surtout l'impression qu'elle était jusqu'ici contrariée par le mutisme de ses deux voisins de bureau, et qu'elle a enfin trouvé en moi un interlocuteur à qui parler. Je note d'ailleurs que Bernard et Édouard se tiennent à distance d'elle, comme s'ils cherchaient à éviter d'être détournés de leur tâche.

Si le contenu de chaque journée apporte son lot de surprises, l'organisation du travail répond à certains rituels immuables. En arrivant au bureau, je

commence par connecter mon ordinateur au réseau de la boîte. Je lis alors l'ensemble des messages qui concernent le dossier irakien, rédigés dans la nuit par les différents postes de la DGSE à travers le monde, ou par les services étrangers partenaires. Je débute par les messages en provenance du poste de Bagdad, mais aussi ceux des bureaux d'Amman, Beyrouth, Téhéran ou Kaboul qui renferment souvent des informations intéressantes pour notre section. Kaboul peut ainsi me renseigner sur les activités des cadres d'al-Qaida présents dans les zones tribales pakistanaises, et qui ont des liens étroits avec d'autres organisations terroristes irakiennes. De même, si l'une de nos cibles se rend en Afghanistan en passant par l'Iran, le poste de Téhéran prend le relais grâce à ses propres sources. Les agents de Beyrouth ou Amman projettent quant à eux certaines de leurs sources locales jusqu'en Irak afin de répondre aux ordres de recherche – des demandes d'information – rédigés par leurs collègues parisiens. C'est aussi l'un des rôles de chaque officier traitant en poste à Paris : déterminer et rédiger ces requêtes destinées aux postes étrangers pour que ces derniers envoient leurs sources humaines mener des investigations sur le terrain.

Mon travail ne s'arrête pas à la lecture de la centaine de messages reçus chaque jour. Il faut surtout les intégrer à nos bases de données de manière utile et intelligente. Le but du jeu pour l'OT est de repérer et d'incrémenter les éléments nouveaux : tel individu apparaît pour la première fois, tel numéro de téléphone contacte un autre déjà connu de la base, etc. Il faut ensuite créer des liens entre les individus, en tissant une sorte de réseau grâce à nos logiciels : ceux-là se connaissent depuis au moins 2004, ceux-là sont frères, l'un des contacts d'untel est connu de la base pour être domicilié en Turquie, etc. Les archives d'un service de renseignement représentent sa principale richesse. Si elles sont bien organisées, on peut y dénicher des pépites et faire avancer un dossier de manière considérable en quelques clics. Chacun de nous doit

contribuer à accroître la valeur de ce trésor, en multipliant les nouvelles entrées, et en renseignant de manière logique et précise les liens qui existent entre elles.

Un matin, j'apprends par exemple qu'un certain Ahmed Younes, un opposant politique à Saddam Hussein au profil trouble, a rencontré un passeur iranien le 19 juin dans le but de se rendre discrètement à une réunion de cadres d'al-Qaida à Miransha, l'un des fiefs pakistanais de la nébuleuse. En tant que telle, l'info est déjà intéressante, mais elle constitue aussi un fil à tirer : si j'apprends par la suite que ce même passeur a été contacté par un autre individu ce même 19 juin, il y a fort à parier qu'il s'agira d'un participant à cette même réunion. L'aide de notre bureau régional pour vérifier l'emploi du temps de ce contact mystère permettra de confirmer ou non cette hypothèse. Et voilà comment, sur la base d'une première information, le travail de l'officier traitant peut amener à découvrir d'autres renseignements tout aussi utiles. Nous ne sommes pas des opérateurs de saisie : les informations que nous recevons sont autant de petits pointillés qu'il nous faut relier avec minutie pour découvrir le dessin qu'ils cachent.

Lorsqu'un officier traitant du contre-terrorisme a emmagasiné suffisamment d'éléments compromettants sur un individu dangereux, notamment le lieu où il se trouve, le service peut alors prendre contact avec les autorités locales afin d'organiser son arrestation. C'est toute la satisfaction du travail en centrale réalisé depuis Paris : nous sommes loin du terrain, et pourtant nos efforts entraînent parfois des réalisations concrètes, au travers d'arrestations ou de démantèlements de réseaux terroristes à l'étranger, ou en France.

Meaux, dimanche 26 mars 2006.

Je me tiens debout à la fenêtre de mon bureau qui domine la Marne, une tasse de café à la main. C'est une belle après-midi ensoleillée. Le ciel bleu se reflète dans l'eau du fleuve en une lumière douce et chaleureuse comme seul le début du printemps peut en offrir. Les enfants jouent à l'étage de la maison. Leurs petits pas résonnent sur le plancher en bois. C'est pour des moments d'harmonie comme ceux-là que nous avions décidé, Isabelle et moi, d'acheter cette maison en Seine-et-Marne. Les allers-retours en train de banlieue sont plus fatigants que je ne l'imaginais, mais ils m'apparaissent comme un moindre mal lorsque j'admire la Marne couler paisiblement sous ma fenêtre.

Je descends au salon, ma tasse tiède à la main. Isabelle est dans un fauteuil, le nez plongé dans un roman, comme à son habitude. La situation de notre couple est toujours aussi délétère. Nos échanges se limitent au strict minimum, le reste de nos interactions étant marqué par une sorte d'indifférence polie. Je cherche depuis des semaines une explication à ce gouffre qui s'est creusé et ne semble plus devoir se refermer. Je n'en vois aucune. Ou plutôt si : la routine, le train-train, la lassitude du quotidien. Rien de très original en somme. J'ai eu tort d'imaginer que l'ennui de notre vie de famille à Verdun était la raison de cet éloignement, et qu'un retour à la vie parisienne suffirait à resserrer nos liens. Ce que je n'avais pas vu, c'est que Verdun n'était pas la cause de la crise. C'était son déclencheur.

— Isabelle ?

— Oui…

Elle relève la tête sans pour autant poser son livre. Ses beaux yeux verts ne trahissent pas la moindre émotion.

— Je vois bien qu'on s'éloigne l'un de l'autre. Tu ne trouves pas ?

Il était temps que je trouve le courage de crever l'abcès. Le soupir d'Isabelle ne dit pas autre chose.

— Oui, je ressens la même chose que toi.

— À ton avis, pourquoi ?

— Je ne sais pas. Je n'ai pas d'explication.

Nous nous regardons un instant. Elle n'a pas l'air décidé à enchaîner. Entendre de sa bouche que le malaise que je ressentais n'était pas le fruit de mon imagination me fait mal. J'ai envie de sauver mon couple. J'aime encore Isabelle. Et pour savoir si c'est réciproque, il n'y a pas mille solutions.

— Et si on partait en voyage, juste tous les deux ? Mes parents ou les tiens pourraient s'occuper des enfants. Ça nous ferait du bien de sortir du train-train, non ?

Le regard d'Isabelle ne trahit aucun éclat de joie. Elle pose enfin son livre sur ses genoux et s'autorise quelques instants de réflexion avant de répondre.

— Je veux bien. Même si j'ai peu d'espoir.

La gifle. Tous les couples traversent ce genre de crises. Certains en restent là, mais beaucoup d'autres se retroussent les manches pour recoller les morceaux. C'est ce que j'essaie de faire. La réponse d'Isabelle n'est pas qu'une douche glacée face à ma volonté de nous rapprocher : ses mots indiquent qu'elle a déjà envisagé que notre couple puisse être mort et enterré. Je ne veux pas en rester là.

— Je pensais à l'Italie. Je vais faire quelques recherches sur Internet et nous trouver une destination.

— Oui, l'Italie… Pourquoi pas.

Elle ne prend même pas la peine de cacher son manque d'enthousiasme. Je ne perds pas espoir. Une fois en tête-à-tête, loin du quotidien ronflant et des enfants, j'aurai toutes les cartes en main pour remettre notre couple à flots. Je suis convaincu que l'amour n'est pas mort. Il s'est simplement perdu en chemin.

Boulevard Mortier, jeudi 13 avril 2006.

Le secteur Irak est occupé par deux grandes priorités. D'abord, l'identification des auteurs des deux prises d'otage qui ont marqué l'actualité récente : celle de Christian Chesnot et Georges Malbrunot d'un côté, et celle de Florence Aubenas de l'autre. Leur libération est en grande partie à mettre au crédit de mes voisins de bureau, loués en interne pour leur travail remarquable sur ces deux dossiers. La deuxième priorité est le suivi et la surveillance de la branche locale d'al-Qaida. La nébuleuse terroriste prospère sur les ruines de l'invasion américaine de 2003 et le chaos politique qui règne depuis lors.

Je n'ai pas assisté à la résolution des récentes prises d'otage des journalistes, mais j'ai vent des difficultés auxquelles la section a dû faire face. Comme souvent dans ce type d'affaire, le principal écueil est de faire le tri entre les intermédiaires sérieux et les escrocs prêts à vendre de fausses informations contre rémunération. Une fois le contact établi avec la bonne personne, le service cherche alors à obtenir une preuve de vie. Cette exigence permet par ailleurs de s'assurer que l'intermédiaire en question est bel et bien au contact des personnes séquestrées ou de leurs ravisseurs. Une question personnelle, dont seul l'otage connaît la réponse, lui est alors transmis. Exemple-type : « Quel est le prénom de ta première maîtresse d'école » ? S'il revient avec la bonne réponse, le service concentre alors tous ses efforts sur l'intermédiaire – son passé, ses habitudes, ses contacts – afin de remonter jusqu'aux ravisseurs, voire aux commanditaires. À partir de là, toutes les options sont possibles pour aboutir : la force ou la négociation.

Ce travail de fourmi a permis d'obtenir la libération de nos compatriotes, mais aussi de s'apercevoir que les deux kidnappings successifs sont l'œuvre d'un seul et même commanditaire que mes collègues sont parvenus à identifier. L'homme semble s'être fait une spécialité de l'enlèvement de journalistes

français. Les dossiers Chesnot/Malbrunot et Florence Aubenas sont donc liés, et le travail se poursuit désormais dans le but d'essayer de le localiser. La rumeur dit même que notre directeur général, Pierre Brochand, en fait une affaire personnelle.

Le suivi d'al-Qaida en Irak est un sujet plus sensible encore, tant les conséquences de l'émancipation de la nébuleuse d'Oussama Ben Laden fait craindre le pire pour la stabilité de la région. Controversé dans ses propres rangs pour sa cruauté sans limite, son chef local, le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui est tenu pour responsable de dizaines d'assassinats et d'attentats, et n'hésite pas à procéder lui-même aux décapitations d'otages dans des vidéos macabres où il apparaît à visage découvert.

Pour remplir ces deux missions, nous bénéficions du concours de deux sources humaines d'exception. L'une est gérée par le poste de Bagdad, et l'autre par le poste de Beyrouth. J'ai un faible pour la source irakienne. Le gars est un « walk-in », comme on dit dans notre jargon : un beau jour, il s'est pointé à l'ambassade de France pour proposer ses services. Il est membre, à un niveau intermédiaire, d'un petit groupe terroriste qui traite aussi bien avec al-Qaida qu'avec les preneurs d'otages occidentaux qui nous intéressent tant. Son audace est proprement sidérante. Il enregistre les conversations de ses camarades à leur insu. Plus fort, il n'hésite pas à les prendre en photo, le téléphone collé à l'oreille, comme s'il était en pleine conversation. Il déclenche au jugé, en orientant légèrement la paume de sa main dans la direction souhaitée. Les clichés obtenus sont souvent penchés, avec un premier plan flou, une épaule voire le dos d'une personne attablée dans un bar, mais ils sont parfaitement exploitables. Un trésor.

Bernard m'a raconté qu'à l'occasion d'une réunion d'échanges de renseignements avec nos homologues britanniques, il avait exhibé plusieurs de

ces photos prises par notre source héroïque. Cette coopération entre nos deux services devait nous aider à identifier les différents responsables d'al-Qaida apparaissant sur les clichés. Nos collègues du MI6 n'en croyaient pas leurs yeux, et n'ont pas caché leur admiration – teintée de jalousie – pour notre walk-in Irakien. Si les motivations des sources peuvent varier, un tel courage est le signe que nous avons affaire à quelqu'un qui désapprouve profondément les méthodes sanguinaires de la nébuleuse terroriste, et veut précipiter sa chute. Au risque d'y laisser sa vie.

---

1 Acronyme de Forces des nations unies au Liban, déployée le long de la frontière avec Israël, depuis 1978.

2 Journaliste française enlevée à Bagdad le 5 janvier 2005 par un groupe inconnu, et libérée après cinq mois de captivité. Son kidnapping faisait suite à la libération deux semaines plus tôt de deux autres journalistes, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, après 124 jours de détention.

APPEL D'URGENCE

Boulevard Mortier, vendredi 21 avril 2006.

Je m'apprête à rédiger ma première « diffusion ». Ce terme désigne les notes qui sont ensuite transmises hors du service à quelques destinataires triés sur le volet : la présidence de la République, le cabinet du premier ministre, celui du ministre des Affaires étrangères, et celui de la Défense, notre ministère de tutelle. Ces documents engagent le service : ils doivent être parfaitement rédigés, et surtout, être précis. Il faut rapporter la réalité du terrain en toute transparence et sans langue de bois. Le renseignement doit avoir été recoupé par plusieurs sources afin qu'il soit jugé suffisamment fiable pour être communiqué à l'extérieur. C'est la raison pour laquelle, sur un événement donné, il arrive que la DGSE produise ses notes avec un léger retard par rapport aux principaux médias français ou étrangers. Le service ne peut pas se permettre de transmettre des faits erronés, quand certains organes de presse ne craignent pas de devoir publier un démenti si nécessaire.

Les diffusions n'ont pas de périodicité, et sont rédigées lorsque nous avons réuni suffisamment d'informations fiables sur un même thème : une cible particulière du service, la formation d'un réseau terroriste jusqu'ici inconnu, le résultat d'investigations faisant suite à un attentat, etc. La rédaction de ces notes fait partie des principales missions des officiers traitants, et doivent révéler une situation nouvelle. Leur transmission se fait par voie informatique, via des messageries sécurisées.

Cette première note est un test. Aux yeux de ma hiérarchie, elle déterminera à la fois ma capacité de synthèse et ma crédibilité. Il ne faut pas que je me rate. Une petite décharge de stress se niche dans mon estomac. Je m'en suis tenu au formalisme en vigueur : une page, pas plus. Les ministres et leurs collaborateurs n'ont pas le temps de s'appesantir sur des notes trop longues, d'autant qu'une information chasse l'autre et rend notre travail très périssable.

Ma diffusion dresse le constat alarmant d'une situation sécuritaire fortement dégradée à Bagdad – hors zone verte[1] – qui voit des groupes armés chaque jour plus nombreux s'affronter pour asseoir ou étendre leur influence. L'intervention américaine de mars 2003 a entraîné la chute rapide de Saddam Hussein, mais le choix de détruire l'administration baasiste en place pour la remplacer par une structure artificielle et corrompue a engendré une situation de chaos généralisé devenue incontrôlable. Les attentats terroristes, de plus en plus meurtriers, se succèdent quasi quotidiennement selon un mode opératoire abject : une première bombe explose, et lorsque les secours affluent pour venir en aide aux victimes, une deuxième déflagration se produit dans le seul but d'alourdir le bilan.

Après des heures de travail et un nombre de relectures incalculable, je transmets ma diffusion. Le document est tout d'abord réceptionné par ma hiérarchie directe, puis il est transmis à la cellule du secteur CT spécialement dédiée à cette tâche.

Il se trouve que le bureau de cette cellule de relecture est situé juste à côté du nôtre.

Je tends l'oreille, guettant une éventuelle réaction sonore à ma transmission. Elle ne tarde pas.

— Qu'est-ce que c'est que cette merde ! C'est pas possible d'écrire aussi mal !

Je reconnais la voix de Culbuto. C'est le surnom du responsable des relectures, surnommé ainsi à cause de son physique tout en rondeur et sa manière de toujours se balancer sur son fauteuil. Malgré son sobriquet, c'est un professionnel talentueux et très respecté en interne. Son cri du cœur m'a transpercé : est-ce de moi dont il parle ? Qui d'autre : j'ai envoyé ma note il y a quelques minutes à peine. Il faudrait un sacré hasard pour qu'un autre collègue ait transmis la sienne au même moment. Ou peut-être que si, après tout. La fin de la journée ne lève pas le mystère : ma boîte de réception ne comporte aucun retour. Je quitte le bureau et prends mon train de banlieue, inquiet d'avoir peut-être grillé une première cartouche précieuse dans ma quête de respectabilité.

Parc de Bagatelle, Paris, samedi 22 avril 2006.

J'aime beaucoup *Les Patriotes*, le film d'Éric Rochant sorti en 1994. Nous l'avons visionné durant notre stage de formation, car notre instructeur de recherche, le brillant Étienne, estimait qu'il donnait une image réaliste du métier. L'une des scènes m'a marqué : elle montre la rencontre « fortuite » entre un espion et sa cible. Dans notre jargon, le terme « fortuit » est un faux ami. Il désigne un rendez-vous planifié dans ses moindre détails, mais qui doit apparaître comme étant le fruit du hasard aux yeux de la cible visée. Dans le film, la cible est un ingénieur en sciences nucléaires interprété par l'acteur Jean-François Stévenin. Pour se rapprocher de lui, l'agent secret (Bernard Le Coq), qui travaille pour les services israéliens, s'est d'abord inscrit dans son club de football, nouant progressivement des liens d'amitié. La première rencontre en

dehors du club, décisive pour la suite de l'histoire, se déroule au parc de Bagatelle, à l'issue d'un entraînement.

Par un curieux hasard, le parc de Bagatelle est l'un de mes fiefs parisiens. Je m'y rends tous les samedis pour mon entraînement de rugby, mon principal loisir. J'apprécie ce moment de respiration qui m'offre une parenthèse salutaire entre mon travail particulièrement prenant, et ma vie de famille si pesante ces derniers temps. Bien sûr, mes camarades de rugby ne connaissent pas mon véritable métier. Pour eux comme pour le reste de mon cercle amical, je suis toujours cet officier responsable des ressources humaines au sein de l'état-major de l'armée de Terre. Je regretterais presque de ne pas pouvoir partager avec le reste de l'équipe ce clin d'œil hebdomadaire fortuit – pour de vrai, cette fois – à l'une des références du film d'espionnage français.

Boulevard Mortier, lundi 24 avril 2006.

Dès mon arrivée au bureau ce lundi matin, mon premier réflexe est de cliquer sur l'onglet de suivi des diffusions. Je suis impatient de savoir si ma note a bien été relue, validée, et transmise à ses prestigieux destinataires. Le stress est de retour. L'onglet s'affiche. La pastille verte en regard de ma note indique que celle-ci a bien été envoyée. Je laisse échapper un soupir de soulagement. En amour comme au travail, la première impression laisse des traces. Je clique sur le document pour le plaisir de relire ma production. Horreur : je ne reconnais rien de ce que j'ai rédigé. La note a été intégralement réécrite dans mon dos. Seul le titre a survécu au filtre de la relecture. C'était bien contre moi que Culbuto pestait si bruyamment. En relisant la version validée, je dois me rendre à l'évidence : sa version est bien meilleure. Je n'ai manifestement pas encore intégré le formalisme maison.

Mon anxiété naturelle n'avait jusqu'ici pas refait surface, même si je n'ai pas toujours été d'une sérénité absolue depuis mon arrivée dans la boîte il y a six mois. Certains exercices que j'estimais difficiles ou décisifs m'ont valu quelques coups de stress tout au plus, mais j'ai passé les épreuves sans trop de remous. Là, pour la première fois, j'ai échoué. Or chez moi, l'échec est la clé de l'angoisse. C'est la différence avec le stress : il annonce une difficulté à venir, tandis que l'angoisse est le résultat d'un échec accompli que l'on craint de voir se répéter. Je transpire. Mes mains sont moites. Mon esprit se lance dans une cavalerie de pensées négatives : je vais me faire sermonner, rabrouer, peut-être même virer. Ce dernier scénario n'a aucun sens, je le sais, mais dans ces moments-là, la réalité n'a plus de prise sur moi.

Ce caractère anxieux à l'excès est ma faiblesse. Celle que j'ai cherché à minimiser lors du questionnaire psychotechnique. Je connais ses ressorts : un manque de confiance en soi latent mais bien réel, et un niveau d'exigence démesuré. Être le plus performant, toujours, tout le temps, et tout de suite pour ne rien arranger à l'affaire. Quand tout va dans mon sens, je deviens une machine capable de déplacer des montagnes. Quand je doute, je coule à pic avec la même intensité. Jusqu'à présent, je suis toujours sorti vainqueur de cette lutte contre moi-même, au prix, parfois, de terribles nuits blanches et de crises d'angoisse à rallonge. Le remède est toujours le même : un succès, une satisfaction même minime, suffisent à casser la spirale et à me remettre en selle. Je croise les doigts pour que l'éclaircie salvatrice ne tarde pas.

Boulevard Mortier, mercredi 26 avril 2006.

Aujourd'hui et pour toute la semaine, je suis l'officier traitant de permanence pour l'ensemble du secteur contre-terrorisme. Chaque OT se voit confier cette mission à tour de rôle, et c'est la première fois que je suis désigné

pour cette tâche. Je mesure d'emblée la responsabilité qui pèse sur mes épaules fragiles. La DGSE ne ferme jamais le rideau : chaque secteur maintient une veille active 24 h/24 h et 365 jours par an. Si un événement important se produit n'importe où sur la planète, le poste local doit être en mesure de contacter la centrale et d'obtenir de l'aide en un minimum de temps. Ici, on ne répond jamais « rappelez demain ». Parfois, il en va de la vie de nos agents, ou de celle de nos sources.

Si un attentat se produit, ou qu'une urgence en lien avec la thématique terroriste nécessite l'assistance du CT, c'est donc moi que l'on appellera. J'ai été doté d'un téléphone portable chiffré par lequel le service pourra m'appeler où que je sois. Je suis autorisé à dormir chez moi dès lors que je suis capable de rallier le boulevard Mortier en moins d'une heure. Impossible de réaliser cette prouesse depuis ma banlieue éloignée. Je dormirai cette semaine chez mes parents, qui habitent dans le VIII^{e} arrondissement de Paris.

La perspective de pouvoir briller apaise l'angoisse latente qui ne m'a pas quitté depuis l'épisode de la diffusion ratée. Je n'ai pas été sermonné, encore moins sanctionné. Ça n'a pas d'importance : c'est à mes yeux que j'ai failli. Je suis moins sensible à la critique des autres qu'à celle que je m'inflige. Je suis sans aucun doute mon pire public.

La journée, ma routine reste la même : recueillir les informations qui parviennent au service, les exploiter, les analyser, les archiver avec intelligence. C'est le soir venu que j'enfile ma casquette de veilleur du secteur. J'ai déjà beaucoup appris – et retenu – sur la situation politique irakienne et la matière terroriste en général. Mais le fait d'être désigné sentinelle du CT m'oblige à être parfaitement incollable sur nos thématiques. Dès que la masse de travail m'en laisse le loisir, je fais des fiches cartonnées synthétiques en soulignant les points

clés avec des crayons de couleur : en jaune, les dates et les chiffres, en vert les noms à retenir, en bleu les faits et les idées. Ce réflexe bêtement scolaire est lié au fonctionnement de ma mémoire, essentiellement visuelle. D'autres fiches renferment des schémas ou des cartes tracés à la va-vite comme autant de pense-bêtes. Je n'oublie pas que si l'occasion m'est offerte de me refaire, la mission peut aussi m'enfoncer un peu plus encore. Avec des conséquences, cette fois, probablement bien plus graves qu'une syntaxe jugée hasardeuse.

VIII^e^ arrondissement – Boulevard Mortier, jeudi 27 avril 2006.

La journée se termine. Je m'apprête à prendre mon tour de garde. La nuit dernière fut calme : mon téléphone dédié aux urgences du service n'a pas sonné. J'essaye de chasser les pensées négatives : je suis bien préparé. Tout va bien se passer. En vérité, le mieux est encore qu'il ne se passe rien. Au fond, s'il m'interdit de me racheter une conduite, un téléphone muet me semble un statu quo acceptable dès lors qu'il m'empêche d'échouer davantage.

Porte des Lilas, changement à République, et me voilà sur la ligne 9 pour rejoindre l'appartement de mes parents. Lorsqu'on se met à douter de tout, les allers-retours en métro n'arrangent rien à l'affaire. Les tunnels sombres entre deux stations, les néons et leur lumière blafarde, la foule qui se pousse et s'ignore, le mendiant qui vous implore de lui venir en aide, tout contribue à faire vaciller un peu plus celui ou celle qui rumine en rond.

Dans ce contexte, me faire chouchouter par mes parents m'offre un brin de réconfort. Depuis le début de la semaine, ma mère prend plaisir à préparer un bon dîner pour son fils. Le repas est sur le point d'être servi lorsque mon téléphone de garde se met à sonner. C'est la centrale.

— Bonsoir et désolé de vous déranger, mais nous venons de recevoir un message d'un service anglo-saxon. Ils ont eu vent d'un projet d'attaque

terroriste imminent contre le contingent français de la FINUL à Naqoura[2]. Les informations transmisses sont assez complètes, avec des noms et un mode opératoire précis.

Mes tempes se mettent à cogner. D'un ton faussement assuré, je demande à en savoir plus tout en attrapant mes affaires. Le projet d'attentat serait l'œuvre d'Usbat al-Ansar, un obscur groupe terroriste libanais dont j'ignore tout. L'un de ses membres, un certain Abou Fayçal, serait à la manœuvre. Les renseignements interceptés[3] par nos alliés évoquent l'utilisation d'une Mercedes noire chargée d'explosifs pour commettre l'attaque. La plaque d'immatriculation nous est par ailleurs indiquée. Ce niveau de précision est rare, et la réputation du partenaire irréprochable. C'est du sérieux.

L'anxiété laisse place à une montée d'adrénaline brutale. J'arrive à la centrale le souffle court, et je me précipite au centre de situation. C'est ici que les agents de garde se réunissent à l'heure où le reste de la boîte est déserté. Une dizaine de collègues s'affairent sur leur clavier avec plus ou moins d'entrain, tandis qu'une odeur de café chaud embaume la pièce. La salle est constituée d'un vaste open space équipé d'ordinateurs et de téléphones chiffrés où atterrissent l'ensemble des messages envoyés par nos différents postes partout dans le monde à n'importe quelle heure du jour et de la nuit.

J'effectue une recherche en tapant « Abou Fayçal » et « Usbat al-Ansar » dans la base de données du service. Ces noms ne me disent rien, mais le Liban n'étant pas mon terrain de jeu habituel, il n'y a pas de quoi avoir honte. Le logiciel m'informe que plusieurs Abou Fayçal sont actifs au Liban. Pas étonnant : « Abou » est un préfixe utilisé par les groupes djihadistes pour désigner un combattant, et « Fayçal », un simple prénom. Tous les groupes terroristes islamistes ont recours à ce type de pseudonyme. Le groupe terroriste Usbat al-Ansar est quant à lui bien connu du service. Sa base habituelle est le

camp palestinien d'Ain el-Heloué, situé au nord du Liban. C'est une zone de non-droit richement documentée, où les armes circulent librement, et où l'armée libanaise n'a pas droit de cité.

Tout indique que les informations transmises sont parfaitement crédibles. Il n'y a plus de raison d'attendre, le temps est compté. Je prends la décision d'alerter le contingent français de la FINUL du risque d'attentat qui pèse sur lui. Je téléphone à la permanence du CPCO, le centre de planification et de commandement opérationnel des armées. Mon appel est pris immédiatement avec le plus grand sérieux.

— C'est entendu : je préviens immédiatement la FINUL à Naqoura. Merci pour votre appel, me répond l'officier de quart.

Je raccroche, encore sonné par la décharge d'adrénaline que je viens de prendre. À ce stade, mon travail sur ce dossier est terminé. Je prends quelques instants pour rester à l'affût au cas où d'autres informations complémentaires me seraient transmises. Au bout d'une demi-heure, je quitte la salle de situation en me rappelant que le téléphone de garde aura tôt fait de me ramener au bercail si nécessaire. Je quitte le Boulevard Mortier vers 23 heures avec le sentiment du devoir accompli. Cette fois, l'épisode de la diffusion est enterré. Le stress a disparu, l'anxiété aussi. Si les terroristes du monde entier veulent bien faire une pause de quelques heures, je vais enfin passer une excellente nuit.

---

1 Zone enclavée et ultrasécurisée de la capitale irakienne, où sont réunis les principaux lieux de pouvoir et les grandes ambassades étrangères.

2 Ville du sud Liban qui abrite le quartier général de la FINUL.

3 Les interceptions désignent les informations recueillies via des dispositifs techniques : écoutes téléphoniques, surveillance de comptes e-mail ou de messagerie, etc. Elles sont généralement considérées

comme plus fiables que le renseignement humain qui peut être influencé par l'appréciation qu'en fait la source.

COUP DE CHAUD

Boulevard Mortier, vendredi 28 avril 2006.

— Bah alors, Olivier ? Qu'est-ce que t'as foutu hier soir ? T'as bien merdé !

J'ai à peine eu le temps de poser mes affaires sur mon bureau et rangé le téléphone de permanence dans l'armoire forte que Jean me tombe dessus. Je vais devoir tirer un trait sur les chaudes félicitations auxquelles je m'attendais. Si j'ai merdé comme mon chef le dit, les conséquences s'annoncent désastreuses. Des vies sont en jeu. Une bouffée de chaleur m'envahit les tripes.

— Je ne comprends pas. On a reçu un message des services techniques d'un partenaire réputé pour son sérieux qui décrivait en détail un projet d'attentat contre nos forces au sud Liban. En plus, les renseignements provenaient d'une interception.

— Mais ce n'est pas parce que le tuyau vient d'un service anglo-saxon que c'est parole d'évangile. L'info était bidon.

Je reste interdit. Comment est-ce possible ? Comment aurais-je pu le savoir ? C'est insensé. Je ne sais pas quoi dire. Jean n'a pas l'air pour autant furieux : son ton est davantage professoral que courroucé.

— Écoute, reprend-il. Le partenaire a juste intercepté une conversation entre un officier de renseignement libanais et sa source palestinienne. Or les sources palestiniennes sont les reines de l'intox. Elles monnayent des renseignements bidons par simple appât du gain. C'est du business. Tu crois

sérieusement que des infos aussi précises sur une attaque à venir, avec le numéro de plaque de la voiture, peuvent être considérées comme fiables ? Ça n'arrive jamais. Ou alors la source est de première main, bien connue du service, et infiltrée de longue date dans un groupe terro. Mais c'est extrêmement rare. Tout ça était trop beau pour être vrai.

À ce stade du sermon, je me fiche de passer pour un naïf ou un incompétent. Une seule pensée m'obsède : quelles sont les conséquences de ma bévue ? Jean sent la peur dans mes yeux. Il ne maintient pas le suspense plus longtemps.

— Tous les check-points de la FINUL ont été informés de ton tuyau. Depuis, toutes les Mercedes noires font l'objet d'un contrôle des occupants et d'une fouille en règle. Tu as créé un joyeux bordel.

La pression redescend d'un cran. Mon erreur d'appréciation ne semble pas avoir de conséquences graves au-delà de quelques minutes perdues pour les conducteurs locaux de Mercedes, et un excès de vigilance et de précaution pour les soldats de la FINUL.

— Je suis vraiment désolé. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? On envoie un correctif ?

— Non, surtout pas, balaye mon supérieur. On laisse faire. Ce n'est pas la peine de souligner notre erreur. Tant pis pour les conducteurs de Mercedes noires. Mais dis-toi bien que lorsque tu es de permanence, tes actions engagent la crédibilité du service, notamment aux yeux des partenaires étrangers. Tu dois faire preuve de plus de jugeote.

Jugeote. Crédibilité. Je suis sonné. Ma confiance en moi est laminée. Jean doit s'en apercevoir : il modifie sa posture doctorale et laisse échapper un sourire complice.

— Ce matin, lors du briefing avec le directeur général, j'ai raconté l'événement de cette nuit. Le DG a dit qu'il comprenait ton raisonnement, et qu'il aurait sans doute agi de la même manière que toi avec les infos dont tu disposais. Mais le DG n'est pas un officier de renseignement : c'est un diplomate de formation. Quant à toi, avec un peu plus d'expérience, tu ne feras plus ce genre d'erreur. Tu verras.

Ces mots sont censés me rassurer. Il n'en est rien. Je quitte son bureau avec un profond sentiment d'humiliation. J'avais l'impression d'avoir parfaitement réagi et j'étais même fier de moi : j'ai pris mes responsabilités sans hésiter, et déclenché l'alerte. C'est pourtant bien ça le problème. Je n'ai pas tergiversé un instant. J'ai préféré crier au loup. Vue de l'extérieur, mon erreur peut paraître anodine et sans réelles conséquences. Ce n'est pas le cas. À une autre échelle, les services américains ont fait la même erreur après le 11 septembre. Craignant de passer à côté d'une nouvelle attaque, ils ont pris au sérieux toutes les alertes, d'où qu'elles viennent, qu'elles paraissent fondées ou non. Ils ont abreuvé les services partenaires de messages plus ou moins farfelus, exigeant que des contrôles soient effectués de toute urgence pour un oui ou pour un non, et que des mesures conservatoires soient prises immédiatement contre tel ou tel individu suspect. Pendant de longs mois, ce zèle de la CIA et de son pendant technique, la NSA, a grippé tout le système, polluant le travail des services secrets étrangers comme le leur. Petit à petit, les officiers de renseignement de toute la planète se sont mis à lire avec amusement les messages paniqués envoyés par leurs homologues américains. La crédibilité des deux agences américaines en a pris un coup. Pour un temps du moins.

De mon côté, la leçon est apprise. Agir de manière professionnelle, ce n'est pas forcément transmettre une information grave : c'est parfois avoir le courage de la retenir. La réaction du DG me préserve d'une nouvelle crise d'angoisse. Je

sais que mon image n'est pas ternie par l'incident, et que d'autres avant moi se sont fait duper. Pour le reste, il n'y a pas de secret : seule l'expérience me rendra capable de faire le tri entre le renseignement fabriqué par une source qui cherche à se faire mousser, et celui qui désigne une véritable menace. Je fais de mon mieux pour apprendre, mais ces choses-là sont différentes : elles se sentent.

Meaux, lundi 15 mai 2006.

Quand on approche de la quarantaine et que l'on enchaîne entraînements et matchs de rugby à haute intensité, il ne faut pas s'étonner qu'on soit à la merci d'une bricole. Ce qui devait arriver arriva : je me suis fracturé la cheville samedi dernier. Me voilà donc plâtré et obligé de me déplacer avec des béquilles, seulement quatre mois après ma prise de poste au secteur du CT. Je m'en serais bien passé : je n'ai pas travaillé assez longtemps pour que mes chefs se fassent un jugement définitif sur mes compétences. Je suis toujours dans la phase critique de la première impression. Je ne suis pas en arrêt maladie, mais l'incident ne fait pas très sérieux, d'autant que je ne peux pas prétexter m'être blessé lors d'une mission à haut risque en terrain hostile. J'aurais pu passer pour un héros, je vais juste passer pour un blaireau.

De retour chez moi, une fois assis devant mon bureau, mon infirmité n'est plus apparente, si l'on veut bien faire abstraction des deux béquilles adossées à mon armoire. Mais Boulevard Mortier, ce sera une autre affaire : je ne pourrai pas passer inaperçu. Tout le monde remarquera le nouvel officier traitant du contre-terrorisme qui se traîne dans les couloirs avec ses béquilles en bois. Je redoute d'avance mon passage à la cafétéria avec mon plateau repas. Comment fait-on pour porter son plateau avec ses deux mains prises ? Il faudra que je demande de l'aide. Encore.

Boulevard Mortier, lundi 12 juin 2006.

Mon plâtre vient de m'être enlevé. À mon retour à la maison, je me regarde dans la glace. Ma jambe libérée de son entrave est toute maigrelette. Elle ressemble à une aile de poulet comparée à l'autre. L'autre effet de mon infirmité temporaire est plus inattendu : déambuler en béquilles m'a sculpté des épaules de bodybuildeur. Je suis pris d'une réaction à la fois amusée et un peu effrayée face à ce corps qui me paraît presque étranger. C'est autant flatteur que ridicule, comme si je passais mes journées à faire de la gonflette et à me nourrir de protéines industrielles. Je suppose qu'en remisant les béquilles au placard, l'effet va s'estomper rapidement. Du moins, je l'espère.

Boulevard Mortier, mercredi 21 juin 2006.

J'appelle Antoine pour savoir s'il est disponible pour manger à la cafétéria avec moi. Si l'on ne s'y prend pas suffisamment tôt, l'officier traitant, tout absorbé par ses tâches quotidiennes, court le risque de déjeuner seul. Et comme le jeu préféré des collègues est d'observer qui mange avec qui, mâcher le nez dans son assiette vous expose au mieux à des regards interrogateurs, au pire à l'infamie. Du coup, si aucun de mes camarades n'est disponible, je préfère sortir de la boîte et m'acheter un sandwich à la boulangerie du coin. La technique possède un autre avantage. Celui qui remonte vers son bureau un sandwich à la main passe facilement pour un besogneux qui préfère déjeuner sur le pouce plutôt que de perdre du temps à tailler le bout de gras au self.

Je ne suis pas le seul à avoir remarqué l'aspect stratégique de la pause déjeuner. Certains agents n'hésitent pas à tenir un planning dédié, établissant une semaine à l'avance les tablées pour éviter de manger en solitaire. La peur de la honte n'est pas leur seule motivation : le rituel de la cafétéria est très utile

pour glaner des informations sur le service et les autres secteurs, récupérer les derniers ragots, voire faire avancer ses dossiers dans le meilleur des cas.

À ce petit jeu, et même si j'échoue parfois à trouver de la compagnie, je ne suis pas le plus mal loti. J'ai par exemple constaté que le directeur du renseignement déjeune souvent seul. Il n'est pas rare d'apercevoir sa longue silhouette et son visage un peu triste, avec sa barbe et ses cheveux grisonnants, assis au bout d'une table sans convives. Curieux : son niveau hiérarchique lui offre le luxe de confier à son secrétariat le soin d'organiser la pause de midi. Il lui suffirait d'exiger de rencontrer ses collaborateurs, ou les jeunes officiers traitants de sa direction, afin de sentir l'air du temps et d'évaluer le moral de chacun. Puisqu'il ne prend pas cette initiative, je ne vois qu'une seule explication à son isolement : le directeur préfère la solitude.

Il existe une autre subtilité concernant le rituel de la cafèt' : le choix de l'horaire du déjeuner. Se précipiter au self à midi est le signe universel que l'on est davantage préoccupé par son ventre que par ses tâches. Les cadres et les agents qui comptent préfèrent en général s'attabler vers 13 heures. Ils sont trop absorbés par leurs dossiers, ou n'ont pas réussi à s'extirper d'une réunion à rallonge de première importance. En tout cas, tel est le message que ce manque d'empressement renvoie.

Antoine est disponible. Nous nous retrouvons avec plaisir. Conformément à mes principes, nous nous présentons parmi les derniers. À l'issue du repas – plutôt bon et varié, avec trois plats au choix, ce midi pour moi c'est lotte au riz safrané – nous prenons notre café dans une salle séparée du reste de la salle à manger. Les rumeurs et l'actualité de la boîte passées, Antoine ressent le besoin de se confier.

— Lundi dernier, j'ai assisté à une réunion très intéressante avec un service partenaire étranger.

— Ah. Lequel ?

— Je préfère ne pas te le dire.

Réponse classique. À la cafétéria, les OT n'hésitent pas à faire quelques confidences sur leurs dossiers respectifs. Mais la règle d'or « mieux vaut en dire le moins possible » prévaut. Du coup, personne ne s'offusque si certains détails sans intérêt pour le fond de l'histoire restent confidentiels, à plus forte raison lorsque ces réserves concernent les sources.

— Ce partenaire, poursuit Antoine, nous a expliqué comment il était parvenu à recruter un diplomate chinois en poste dans une ambassade à l'étranger. Recruter une source chinoise est un sacré tour de force : les Chinois sont étroitement surveillés par leur administration, et durement sanctionnés s'ils sont pris la main dans le sac. Pour réussir son coup, le partenaire en question a fait intervenir l'un de ses agents chinois. Ce dernier a agi sous couverture, se faisant passer pour un membre du service de sécurité de l'agence de renseignement chinoise. Il a contacté le diplomate en ces termes : *Nous avons la conviction que notre ambassade est infiltrée par un traître. Il y a eu des fuites de renseignements hautement classifiés. Il nous faut donc trouver la taupe au plus vite. Nous vous avons identifié comme l'un des cadres les plus fiables de l'ambassade. Nous vous faisons une confiance absolue pour nous aider dans cette tâche.* Le diplomate a marché. Toujours sous couverture, l'agent a demandé à rencontrer son contact dans le plus grand secret, toujours à l'extérieur de l'ambassade bien entendu. Lors de ces rendez-vous, la cible devait dresser un portrait de chacun de ses collègues et préciser leurs habitudes quotidiennes. Au bout de plusieurs rencontres, toutes filmées par le service partenaire, l'agent s'est présenté de la manière suivante : « Je travaille pour les services de renseignement taïwanais, et vous m'avez transmis des informations secrètes

depuis plusieurs mois. Soit vous continuez à travailler discrètement pour moi, soit je vous dénonce à vos chefs. »

— Très astucieux. Et ça a marché ?

— Absolument. Le gars a été recruté ! Pour un Chinois, travailler pour les Taïwanais, il n'y a pas pire…

L'anecdote est savoureuse. Pourtant, je ressens une pointe de malaise. Je n'ignore pas que la manipulation fait partie de l'attirail de l'espion, mais je considère qu'elle doit être utilisée en dernier recours. Au-delà de l'aspect moral discutable d'une telle manœuvre, l'expérience me montrera après quelques années de service que le chantage est la pire des méthodes de recrutement. Elle peut aboutir à des informations peu fiables, la cible cherchant avant tout à se mettre à l'abri du danger. Elle est aussi risquée car un agent sous pression peut se retourner contre ceux qui l'ont piégé, et tout avouer à son service d'origine, infos confidentielles comprises. J'apprendrai par la suite que les agents de la DGSE renâclent le plus souvent à user de telles méthodes. Mais aux yeux du jeune agent que je suis alors, l'anecdote reste intéressante et révélatrice : le pouvoir placé entre nos mains est grand, et les limites parfois floues. Je saurai m'en souvenir.

Boulevard Mortier, mercredi 18 ocotbre 2006.

J'ai trouvé mes marques après huit mois passés au sein du secteur contre-terrorisme. Je n'ai plus besoin de solliciter mes collègues, sauf sur certains aspects bien particuliers de la politique ou de la culture irakienne. Je crois que mes chefs apprécient mon travail, mais je n'ai pas le sentiment de briller pour autant. C'est frustrant. Il est temps de me faire remarquer par une réussite plutôt que par mes impairs. En accumulant les informations sur un même thème depuis quelques jours, je pense avoir trouvé l'occasion de me refaire une

fois pour toutes en publiant une nouvelle diffusion qui effacera – je l'espère – le souvenir de la première.

Le nouveau chef d'al-Qaida en Irak, l'Égyptien Abou Hamza al-Moujaher, cherche à accroître son prestige personnel pour tenter de marquer les esprits et gagner en crédibilité. Depuis que ses combattants ont réussi à prendre le contrôle d'une partie de la province d'Al-Anbar, située à l'ouest du pays, le djihadiste a pris le melon. Profitant de ce succès militaire, il vient de déclarer la création d'un État islamique en Irak[1]. La nouvelle fait en ce moment les gros titres des médias. Pourtant, à la lumière des renseignements dont je dispose, cette annonce m'apparaît bien cavalière. Plusieurs sources humaines du poste de Bagdad mettent en avant les difficultés de l'organisation : un déficit de légitimité vis-à-vis de la maison-mère, et la faiblesse du leadership de son chef. Ces infos sont d'ailleurs recoupées par le service de contre-terrorisme de la police irakienne avec qui nous coopérons. Je dispose également de quelques interceptions de SMS – bien souvent des combattants qui communiquent avec leur famille – confirmant cette impression de fragilité. J'y ajoute une analyse personnelle que je crois pertinente : la force d'un groupe terroriste réside avant tout dans sans furtivité et sa clandestinité. Dès lors qu'il se dote d'un territoire revendiqué et qu'il devient visible, il constitue une cible bien plus facile à attaquer.

Je tiens le titre de ma diffusion : « Le projet prématuré de l'État islamique d'Irak ». Le plan s'est imposé naturellement. Plutôt qu'une simple page comme lors de mon premier essai, je travaille à l'élaboration d'un document plus ambitieux avec des photos de la prise d'Al-Anbar. On y voit les djihadistes parader dans la ville tombée entre leurs mains. Aucun détail du folklore d'al-Qaida n'est oublié : habits noirs, visages cachés par des turbans, et drapeaux de l'organisation terroriste flottant sur des pick-ups militarisés. J'ai commandé une carte au service dédié afin de rendre le papier encore plus clair et

assimilable par nos lecteurs pressés. Une fois tous ces éléments assemblés, je trouve le résultat très bon, bien plus élaboré et sérieux que ma première tentative. Malgré tout, je l'envoie dans le circuit de diffusion et de contrôle avec une pointe d'appréhension. J'ai besoin d'un succès, aussi petit soit-il, afin d'enclencher le cercle vertueux derrière lequel je cours depuis mon arrivée dans le secteur.

Boulevard Mortier, jeudi 19 ocotbre 2006.

Je viens d'arriver au bureau et je me connecte sans attendre au réseau informatique interne pour vérifier l'état de ma diffusion. Les différents voyants de contrôle sont passés au vert. Ma diffusion a donc bien quitté le service vers ses différents destinataires au sommet de l'État. La hiérarchie n'a pas traîné. Je clique sur le document pour découvrir les corrections qui ont été apportées. Je m'attends au pire. La lecture de la première page efface mes doutes : aucune correction, pas même une virgule. La deuxième page a subi le même traitement. Enfin !

Mon téléphone de bureau sonne. C'est Pierre, l'expert Irak du secteur monde arabe. Il est chargé de suivre la même zone que notre section, mais en se concentrant exclusivement sur l'actualité politique du pays. C'est un officier traitant expérimenté de la boîte qui fait autorité sur la thématique irakienne. Entendre le son de sa voix est l'occasion d'une nouvelle décharge de stress. Pas longtemps : il tient à me féliciter chaudement pour mon papier. Mon bon travail a déjà dépassé les frontières du secteur. Je le remercie en laissant échapper un sourire de délivrance. Voilà un point de marqué. J'en avais rudement besoin.

---

1 Même si elle en constitue l'une des premières pierres, cette organisation ne doit pas être confondue avec l'État islamique en Irak et au Levant, surnommé Daech, qui naîtra en juin 2014 de la scission de

terroristes locaux avec al-Qaida.

INTRUSION

Boulevard Mortier, mercredi 13 décembre 2006.

Je ne tiens pas mon journal avec la régularité des débuts. Je le regrette, mais la matière manque. Être officier traitant n'est pas toujours synonyme de quotidien passionnant. Intéressant oui, mais passionnant, ça dépend. En vérité, je crois que le terrain me manque. Le métier d'espion m'attirait pour l'adrénaline des filatures, les rendez-vous secrets avec les sources, les mauvais tours que l'on joue à ceux qui tentent de vous démasquer. Si le traitement et l'exploitation des renseignements qui parviennent au service me plongent au cœur du réacteur, j'aimerais parfois sortir du bureau pour retrouver l'excitation des exercices de recherche, et me confronter à ce qui fait le sel du métier. Je ne vais pas tarder à être exaucé.

Je viens d'être appelé dans le bureau de Jean. Me convoquer sans crier gare n'est pas dans ses habitudes. Son adjointe, Catherine, est aussi là. Elle me regarde du coin de l'œil tout en répondant à ses mails, comme à son habitude. Le visage fermé de mon chef n'annonce rien de bon. Mais ce n'est pas de moi dont il s'agit.

— Le poste de Bagdad a connu hier un incident tragique qui s'est soldé par la mort d'un homme, me confie-t-il avec solennité.

— Quelqu'un de chez nous ?

Ma question a fusé, comme un réflexe.

— Non, un Irakien. Il a été tué par un membre du service action chargé de la défense du poste. La victime s'était introduite dans la zone sécurisée, en pleine nuit. La fouille menée après coup a montré qu'il n'était pas armé. Notre gars a peut-être tiré un peu trop rapidement…

— En pleine nuit, et en zone de guerre, il y avait de quoi se méfier.

— Oui, sans doute. Mais nous devons mener notre enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est passé. Le SA[1] a décidé de rapatrier son équipier en profitant de la présence sur place d'un avion du service. Il rentre avec l'une de nos officiers traitants qui était détachée au poste de Bagdad pour une mission de six mois. Il lui restait quinze jours de mission, mais elle semble perturbée par cet incident et nous ne souhaitons prendre aucun risque. Leur avion doit atterrir ce soir à Perpignan, au CPIS[2]. Édouard et toi prendrez un vol demain matin pour aller les interroger à chaud, directement sur place. Vous connaissez tous les deux la situation qui prévaut à Bagdad. J'ai aussi pensé à toi car le fait que tu sois militaire est une chance : le SA préfère toujours avoir affaire à un militaire plutôt qu'à un expert civil qui n'a jamais été confronté à la dureté du terrain. Mais attention : être un frère d'armes ne te protégera pas d'une certaine méfiance. Les membres de la centrale sont parfois perçus comme des gêneurs en ce qu'ils peuvent avoir une lecture des événements différente de la leur. Sois diplomate.

— Entendu.

Je n'oserais jamais l'avouer ouvertement dans ce contexte, mais je ressens une certaine forme d'excitation. Je suis un peu soulagé de constater que la routine d'un officier traitant comporte une part d'imprévu, et peut l'amener à prendre un avion au débotté. Je suis aussi rassuré de savoir qu'Édouard, avec qui je m'entends bien et qui a l'expérience des situations de crise malgré sa jeunesse, sera du voyage. Ces considérations me font oublier la pression et me donnent une énergie considérable pour mener à bien cette mission délicate.

— Dernière précision, ajoute Jean, alors que mon esprit préparait déjà l'interrogatoire. Le directeur général devra pouvoir lire votre rapport dès samedi matin. Il ne faudra donc pas traîner.

Perpignan, jeudi 14 décembre 2006.

Édouard et moi prenons un café place de la République en attendant qu'un véhicule du service action vienne nous chercher. Nous sommes en avance par rapport à l'heure du rendez-vous. La journée est ensoleillée. On pourrait se croire en plein été si les couleurs étaient plus éclatantes. Les murs ocre de la place du centre-ville de Perpignan sont éclairés par la lumière douce et rasante de cette fin d'automne. La température est agréable. Dommage que les circonstances de ce déplacement soient aussi dramatiques.

Le sous-officier du SA nous récupère à l'heure prévue et prend la direction du CPIS. La splendide caserne est située dans l'enceinte d'une citadelle Vauban. À notre arrivée, les lieux paraissent étonnamment déserts. Aucun treillis à l'horizon, ni même de véhicule stationné. Bizarre. Notre chauffeur perçoit l'étonnement sur nos visages.

— Entre les exercices sur le terrain et nos missions aux quatre coins du monde, il n'y a pas souvent foule ici, éclaire-t-il.

Édouard et moi entrons dans une petite salle de cours, sans doute utilisée pour l'instruction des membres du centre. Les deux agents rapatriés d'Irak sont déjà présents, et nous saluent poliment. L'équipier du SA se présente sous le prénom de Bertrand. Il s'agit évidemment d'un pseudo[3]. La trentaine athlétique, il porte une moustache à l'irakienne, sans doute pour mieux se fondre dans le paysage. Je sens d'emblée à sa posture verrouillée que l'exercice

de l'interrogatoire n'est pas de son goût. L'officier traitant, une quadragénaire austère aux cheveux attachés, ne paraît pas davantage à l'aise. La partie n'est pas gagnée. Je me dois d'entrée de désamorcer tout réflexe de défiance liée à notre présence.

— Le service souhaite que nous rédigions un rapport détaillé sur l'incident. Nous avons bien conscience qu'après ce qui s'est passé, vous devez être impatients de retrouver vos familles respectives. C'est bien normal, et c'est la raison pour laquelle je vous remercie d'avoir accepté de répondre à nos questions.

Tous deux acquiescent d'un signe de tête, sans faire de commentaire. Au regard qu'il pose sur mon collègue et moi, je sens que l'équipier nous assimile à deux juges d'un tribunal militaire chargés de se prononcer sur son degré de responsabilité et de discernement au moment de faire feu sur l'intrus. Je regrette d'autant plus cette méfiance à peine dissimulée, qu'au fond de moi, je compatis sincèrement à l'épreuve qu'il traverse.

Nous choisissons de commencer par l'agent du SA, et demandons donc à l'officier traitant de la direction du renseignement de quitter la pièce. Face à nous, le militaire bodybuildé a le regard fuyant, et se mordille la lèvre à chacune de mes questions.

— Que s'est-il passé avant que vous ne fassiez usage de votre arme ?

— Je m'en veux, vous savez, glisse-t-il en préambule. J'ai la mort de cet homme sur la conscience et je ne sais même pas qui il est. Ce n'est pas facile.

Il marque une pause, se tord les doigts, et lâche un long soupir comme pour se donner du courage.

— Il était autour de 22 heures. Je suis sorti du poste pour fumer une cigarette. L'entrée de la villa est gardée par des vigiles irakiens recrutés par une société privée. Tout à coup, j'ai aperçu une ombre surgir devant un buisson et

faire un geste dans ma direction. J'ai pris une énorme décharge d'adrénaline. J'ai tout de suite vu qu'il ne s'agissait pas de l'un de nos gardes. Trop gros, trop grand. À mes yeux, il ne pouvait s'agir que d'une attaque. J'ai sorti mon pistolet dans un réflexe de survie, et j'ai tiré. L'homme est tombé d'un coup. Une fois à terre, il bougeait encore, en émettant des râles. J'ai tiré à nouveau. Cette fois, il a cessé de bouger et s'est tu.

— Avez-vous fait des sommations ?

— Non. Je n'ai pas eu le temps de réfléchir.

J'apprécie son honnêteté. Il ne cherche pas à inventer des circonstances atténuantes qui n'existent pas.

Son récit n'appelle aucune remarque de ma part. Je suis ici pour recueillir son témoignage sans autre forme de jugement. Peut-être a-t-il fini par s'en convaincre : je le sens moins sur ses gardes au fil des questions.

— Vous avez tiré combien de cartouches ?

— Avec les deux séries de tirs, j'ai totalement vidé mon chargeur. En entendant les coups de feu, des collègues du poste sont sortis à leur tour, prêts à défendre le périmètre de sécurité. Mais c'était inutile : l'intrus était seul. Nous nous sommes approchés du corps. En le fouillant, nous n'avons trouvé aucune arme sur lui.

— Vous avez une idée de ce qu'il faisait à l'intérieur de l'enceinte ?

— Aucune. Pour se trouver là où je l'ai aperçu, il a dû escalader l'un des murs qui encadrent le jardin.

— C'était peut-être une source potentielle qui cherchait à prendre contact avec le service, ou quelqu'un qui se sentait menacé et qui cherchait un refuge ?

— Je n'en ai aucune idée.

— Serait-il possible qu'il s'agisse d'un homme envoyé en reconnaissance par un groupe qui prépare une attaque future contre le poste ?

— Peut-être. Je n'en sais rien.

L'interrogatoire s'est poursuivi pendant une heure, le temps de repasser au peigne fin le film des jours précédant l'incident. Nous avons cherché le moindre indice permettant de déceler une activité suspecte autour du poste, laissant présager une tentative d'intrusion ou une menace quelconque. Aucun signe avant-coureur ne nous est apparu.

Le poste de Bagdad n'est pas situé dans la zone verte, ce quartier de la capitale irakienne ultrasécurisé qui regroupe les principaux bâtiments officiels du régime, les bureaux des organisations internationales et la majorité des ambassades occidentales. Ce choix représente un avantage certain dans le travail des agents au quotidien : les sources peuvent rencontrer leur officier traitant sans être obligées de franchir les barrages qui protègent la zone verte, où la fréquence de leurs allers et venues pourraient les démasquer. Le revers de la médaille est bien sûr le danger que fait peser ce choix pour la vie des personnels. Les agents français sont ici bien plus exposés que leurs homologues américains ou britanniques. Dès lors, à chaque incident mettant en péril la sécurité des collègues, la hiérarchie de la boîte se pose la même question : faut-il rapatrier le poste à l'intérieur de la zone verte au risque de perdre en qualité de renseignement ? Cette décision ne me revient pas, mais à la lumière du récit de l'équipier, je ne crois pas qu'il faille remettre en cause le dispositif de sécurité autour du poste. Un incident de ce type aurait pu se produire n'importe où, avec une issue tout aussi dramatique.

Mon travail est terminé. Avant de quitter la citadelle et de rejoindre l'aéroport, je tiens à revoir Bertrand. Je le retrouve dans la cour intérieure de la caserne quelques minutes après notre entretien. Son regard ne fuit plus le mien. Son récit, le fait qu'il se sente responsable de la mort d'un probable

innocent, me touche. J'ai la conviction qu'il n'a rien à se reprocher dans cette triste affaire, et je tiens à lui faire savoir, quitte à me départir de ma neutralité.

— J'aurais sans doute agi de la même manière que vous. Les sommations, ça vaut lorsqu'on a le temps de réfléchir, pas en étant cueilli à froid, par surprise et, qui plus est, dans une zone de guerre. C'est regrettable, mais cet Irakien n'avait rien à faire là. Ne vous tourmentez pas plus que nécessaire.

Il ne dit rien, mais je perçois dans ses yeux un bref éclat que je traduis comme une forme de reconnaissance sourde mais sincère.

Dans l'avion qui nous ramène à Paris, Édouard et moi passons en revue les informations recueillies. Impossible d'exclure que la présence de cet individu constituait le premier acte d'une attaque à venir contre le poste. Pour autant, mon instinct me fait plutôt pencher pour un malencontreux concours de circonstances. Que s'est-il passé dans la tête de cet homme et quel était son véritable but ? Nous ne le saurons sans doute jamais. Sa mort n'est cependant pas de nature à remettre en question le dispositif actuel du service à Bagdad. C'est en tout cas ma conviction.

Je propose à Édouard de rédiger seul la première mouture du rapport que nous devons remettre à notre hiérarchie. Il aura tout loisir de la relire et de l'amender. Mon collègue accepte volontiers, sans doute heureux de ne pas être obligé de se mouiller en l'absence de certitudes.

Boulevard Mortier, jeudi 21 décembre 2006.

Dès notre retour à Paris, vendredi dernier, j'ai remis la version définitive de notre rapport à notre chef, comme prévu. À mon arrivée au bureau, lundi, Jean m'a indiqué que le document avait été apprécié par la hiérarchie. J'apprends aujourd'hui que le service a décidé de maintenir le poste du service à l'extérieur

de la zone verte. Je suppose que notre analyse n'est pas totalement étrangère à l'option finalement retenue.

Dans les mois qui ont suivi, et même si je n'avais pas à connaître les suites données à l'affaire, j'ai discrètement cherché à savoir quel avait été le sort de Bertrand. J'ai su qu'à l'issue de l'enquête administrative menée par le service, aucune sanction n'avait été prise contre lui. Sa hiérarchie a donc pardonné sa réaction trop brutale, mais compréhensible au regard du contexte d'extrême tension dans lequel évoluent nos missionnaires en Irak. J'étais heureux de cet épilogue.

Meaux, samedi 23 décembre 2006.

Isabelle et moi partirons en Italie la semaine prochaine pour un long week-end de quatre jours et trois nuits. L'actualité de la boîte m'a empêché de programmer ce séjour plus tôt, mais ma femme ne semble pas m'en avoir tenu rigueur. Depuis cette proposition, elle ne se montre guère plus démonstrative qu'avant. Je ne perds pas espoir qu'une fois sur place, l'ennui de ces derniers mois laissera place à un enthousiasme retrouvé sur fond de *dolce vita*.

Nous avons toujours voulu visiter Pompéi. La destination est revenue fréquemment dans nos idées de voyage. J'envisage une première nuit à Naples où nous atterrirons. Puis nous passerons une seconde nuit dans un hôtel près de Pompéi avant d'embrayer sur la visite de la cité antique. Nous nous dirigerons ensuite sur l'île de Capri où nous passerons la dernière nuit de notre périple à deux. Ce programme m'a l'air bien ficelé. Je le soumets à Isabelle qui accepte sans aucune effusion. Ce que j'envisageais comme une deuxième chance donnée à notre mariage ressemble de plus en plus à la dernière.

Boulevard Mortier, mardi 2 janvier 2007.

— Alors, ces vacances en Italie ? C'était bien ?

— Très.

Inutile d'être un espion de haut niveau pour savoir mentir à son chef. Je n'ai pas eu le temps de poser mes affaires avant que Jean me convoque à son bureau. La question sur mes vacances est de pure forme, bien sûr. Elle n'est pas faite pour que je m'épanche. Heureusement. Le voyage s'est mal passé. Le séjour fut agréable, mais le but recherché – nous rapprocher – n'est pas atteint. Sur place, comme depuis notre retour, mes rapports avec Isabelle sont identiques à ce qu'ils étaient ces derniers temps : froids et distants.

Après ce week-end aux allures de huis clos monotone, le retour au bureau est une bouffée d'air frais. Le comble. Je vais pouvoir m'occuper l'esprit avec d'autres préoccupations que mon couple en disgrâce et mes efforts vains pour le remettre à flots.

— Le dossier Liban t'intéresse toujours ? demande Jean sans transition.

— Oui, bien sûr, lui dis-je un peu surpris.

— Alors j'ai peut-être quelque chose à te proposer. Tu as entendu parler de l'attentat qui a coûté la vie au premier ministre libanais Rafic Hariri[4] ?

— Oui, mais je n'en connais pas les détails.

— L'enquête internationale pour retrouver les coupables piétine. C'est l'UNIIIC[5] qui est en charge du dossier. Elle est actuellement dirigée par le Belge Serge Brammertz. Il a succédé à l'Allemand Detlev Mehlis qui s'est planté dans les grandes largeurs en s'enfermant sur plusieurs fausses pistes qui voyaient l'ombre de Bachar el-Assad derrière l'attentat. Aujourd'hui, la commission semble faire du surplace. Il est primordial que le service garde un œil sur l'avancée des investigations afin d'être en mesure de mieux en évaluer le potentiel impact sur la stabilité du pays. Il est également nécessaire de mener

une enquête à notre niveau sur l'assassinat d'Hariri pour offrir au pouvoir politique notre propre vision des choses.

Or, tous les effectifs sur le Liban sont occupés à d'autres tâches. Il me faut donc un expert pour suivre ce dossier. Il ne s'agirait évidemment pas de se substituer à la commission, ni de retrouver à toi tout seul les coupables. Mais nous devons être capable de fournir des analyses autonomes sur le sujet. Ça t'intéresse ? Tu peux me donner ta réponse plus tard. Mais pas plus tard que demain soir, s'il te plaît. Ça presse !

Mon regard s'illumine. À quoi bon prendre le temps de la réflexion ?

— C'est oui.

---

1 Abréviation de « service action ».

2 Le Centre parachutiste d'instruction spécialisé (CPIS) de Perpignan est l'une des trois bases du service action.

3 Même au sein du service action et entre ses membres triés sur le volet, chacun se connaît au travers de son pseudo et ignore, le plus souvent, la véritable identité des uns et des autres.

4 Chef du gouvernement libanais de 2000 à 2004, il est assassiné dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth le 14 février 2005.

5 Acronyme désignant la Commission d'enquête internationale indépendante pour le Liban.

À LA TABLE DES ROIS

Boulevard Mortier, 15 janvier 2007.

En intégrant la section Liban, j'entre dans une autre dimension. Les effectifs n'ont plus rien à voir avec la petite structure chargée du suivi de la situation irakienne. Là, nous sommes une bonne vingtaine d'officiers traitants, civils et militaires, sous la férule de Christophe, un jeune chef de section spécialiste du Liban, où il a étudié quelques années à l'université Saint-Joseph. C'est un ancien d'une école de commerce et son sérieux est unanimement reconnu dans la boîte.

Nous occupons plusieurs bureaux contigus, dont les deux plus grands sont organisés en vaste open space afin que tout le monde puisse travailler de concert, et suivre plus facilement les avancées des dossiers de son voisin. Ici, le quotidien est davantage dicté par l'actualité. Il nous faut être hyper réactif : les décideurs politiques suivent la situation au Liban avec la plus grande attention, au premier rang desquels le président de la République. Jacques Chirac est très préoccupé par l'actualité libanaise, et déploie une solide énergie pour que l'influence de la France au pays du Cèdre – un ancien protectorat – ne soit pas remise en question. Surtout, il a fait de l'enquête sur l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri une affaire personnelle. L'ancien chef du gouvernement, francophone et francophile, était un ami très cher du président français. Les deux hommes se voyaient très régulièrement et se parlaient

souvent au téléphone pour évoquer la situation politique locale et les différents dossiers chauds du moment au Moyen-Orient.

Depuis la guerre civile, le Liban est une poudrière au cœur d'une lutte d'influence entre les grandes puissances régionales. Le pays multiconfessionnel, où les principaux personnages de l'État et les membre du parlement sont à parts égales sunnites, chiites et chrétiens, subit l'emprise grandissante de la Syrie voisine, soutien discret mais puissant du Hezbollah. L'organisation chiite libanaise, en guerre contre Israël, a fait une percée électorale importante ces dernières années, parvenant même à intégrer le gouvernement à l'été 2005 bien qu'elle reste classée groupe terroriste par l'Union européenne et la Ligue arabe.

Depuis le début de l'année 2005, les attentats à la voiture piégée se succèdent. Après Rafic Hariri, le journaliste Samir Kassir, critique à l'égard de l'influence syrienne, est la deuxième victime de cette série. Le 21 juin, Georges Khawi, ancien secrétaire général du parti communiste, est tué tout près de son domicile, à Beyrouth. Le 12 juillet, c'est le ministre de la Défense Elias Murr qui est visé. Il échappe à la mort par miracle. Puis, une femme est prise à son tour pour cible : la journaliste May Chidiac est gravement blessée par une bombe d'un kilo placée sous le siège conducteur de sa voiture, le 25 septembre.

Derrière ces attaques meurtrières plane l'ombre du régime de Bachar el-Assad. Les preuves formelles manquent, mais l'homme fort de Damas est désigné par nombre de gouvernements et de services de renseignement occidentaux comme le donneur d'ordre direct ou indirect des attentats. Il faut dire que les victimes ont un dénominateur commun : comme Rafic Hariri, ce sont tous de farouches opposants à l'ingérence syrienne dans la vie démocratique libanaise. Au pays du Cèdre, le terrorisme est une arme politique davantage que confessionnelle.

La série meurtrière commence à faire naître une psychose chez tous les opposants à l'influence syrienne. À raison. En septembre 2006, le lieutenant-colonel Samir Chéhadé, numéro deux des services de renseignement intérieur libanais, est à son tour victime d'un attentat. Agissant dans le cadre de l'enquête internationale mandatée par l'ONU, c'est lui qui avait procédé, un an plus tôt, à l'arrestation de quatre militaires pro-syriens soupçonnés d'être impliqués dans la mort de Rafic Hariri. L'explosion de son véhicule le blesse grièvement tandis que ses quatre gardes du corps sont tués. Pour tous les connaisseurs du dossier, c'est une preuve supplémentaire que la piste syrienne est la bonne.

Dernier acte en date de cette escalade meurtrière : le jeune et charismatique député antisyrien, Pierre Gemayel, alors ministre de l'Industrie, est assassiné le 21 novembre 2006 à Jdeideh, au nord de Beyrouth. Le mode opératoire est cette fois différent : il succombe en pleine rue à une rafale de balles tirées à l'arme automatique par trois individus alors qu'il est au volant de sa voiture.

Parallèlement à ces épisodes de violence et à leurs conséquences politiques et judiciaires, la section Liban surveille de très près le camp palestinien d'Ain el-Héloué, à Saïda. Cette zone de non-droit, où l'armée libanaise ne se risque plus à pénétrer, est devenue au fil des années un sanctuaire pour le terrorisme international en général, et al-Qaida en particulier. En ce début de printemps 2007, le service suit également en temps réel l'éclosion d'un nouveau mouvement terroriste qui s'est installé au nord du pays. Le Fatah al-Islam a pris racine dans un autre camp palestinien, près de Tripoli, à Nahr el-Bared. Autant dire que les officiers traitants de la section ne chôment pas, et restent souvent tard le soir pour approfondir leurs dossiers.

Face à l'ampleur de la tâche, nous bénéficions du renfort permanent d'une cellule technique détachée dans nos murs. Elle travaille en direct et de manière exclusive sur les cibles que nous leur désignons. La formule est terriblement efficace, sans aucune déperdition d'énergie : lorsque je récupère un numéro de téléphone obtenu par l'une de nos sources humaines, je le transfère immédiatement à mon voisin de table qui transmet à sa direction technique un ordre d'interception. Quelques heures plus tard, ou le lendemain dans le pire des cas, nous pouvons déjà écouter et retranscrire les premières conversations téléphoniques.

Annabelle, la cheffe de cette cellule, est une jeune femme intelligente et modeste, toujours de bonne humeur et d'une nature discrète malgré une beauté qui irradie bien malgré elle. Elle parle couramment arabe et se charge de traduire elle-même les conversations entre terroristes. Mieux : elle reconnaît à la voix la majorité d'entre eux. C'est une compétence très précieuse lorsque nos cibles changent de numéros de téléphone. Annabelle est une perle que tous les autres bureaux nous envient.

Boulevard Mortier, jeudi 18 janvier 2007.

Je prends connaissance de mes nouveaux dossiers, tout en participant au traitement des nombreux messages qui nous arrivent du poste de Beyrouth et qu'il nous faut intégrer aux archives du service. Ils balayent tous les sujets qui concernent, au sens large, la menace terroriste au Liban : groupes pro-syriens, camps palestiniens, djihadistes étrangers de passage dans le pays, activités du Hezbollah, etc. Mais ce n'est pas pour ratisser large que le service a souhaité m'intégrer à la section. Je n'oublie pas l'objectif principal qui m'a été assigné : développer nos propres pistes et se faire une idée la plus précise possible sur les responsables de l'assassinat de Rafic Hariri.

Le 14 février 2005 à 12 h 55, Rafic Hariri est assassiné en plein centre-ville de Beyrouth, sur la corniche du bord de mer, juste en face de l'hôtel Saint-Georges. Alors que le premier ministre circulait en voiture, un camion piégé s'est embrasé au passage de son convoi. Les trente kilos d'explosifs utilisés par les terroristes ont fait vingt-deux victimes en plus du chef du gouvernement. La voiture blindée de Rafic Hariri n'a pas résisté à la violence de la déflagration, entendue aux quatre coins de la ville par tous les Libanais présents dans la capitale ce jour-là.

Deux mois plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU mettait sur pied une commission d'enquête internationale indépendante : l'UNIIIC. Dès les premières semaines, elle se heurte à la difficulté de faire la lumière sur un attentat manifestement très bien préparé en amont, avec le souci de mener les enquêteurs sur de fausses pistes. Ainsi, de nombreuses pièces à conviction répertoriées sur la scène de crime le jour de l'attaque sont introuvables quelques semaines plus tard. Dans les heures qui suivent l'attentat, une vidéo amateur apparaît, où l'on voit un kamikaze du nom d'Ahmed Abou Adas revendiquer l'attentat au nom d'une organisation terroriste inconnue. Le travail de fourmi des enquêteurs permettra finalement de déterminer le caractère fantaisiste du document.

La commission est d'abord placée sous la direction du procureur allemand Detlev Mehlis. Sous son autorité, les enquêteurs de l'ONU attribuent l'organisation de l'attaque au régime syrien, en s'appuyant sur les confessions de deux témoins. Un certain Zouheir Saadiq, chauffeur d'un général syrien en poste au Liban, affirme qu'il détient des informations cruciales sur l'implication de Damas. Un autre témoin, Houssam Taher Houssam, connu comme le « témoin masqué », représente l'autre carte maîtresse du procureur Mehlis. Tous deux avoueront rapidement avoir menti, pour de l'argent dans le

cas du premier, sous la pression de l'entourage de la famille Hariri pour le second.

Après ce fiasco, Detlev Mehlis se retire. Il est remplacé par le procureur belge Serge Brammertz depuis janvier 2006. Pas d'autre choix que de repartir à zéro pour retrouver un peu de crédibilité. Mais depuis, les enquêteurs font du surplace : aucune piste solide n'apparaît à l'heure où je prends mon poste à la section Liban. De notre côté, en interne, je ne dispose que de quelques bribes de renseignements, issues d'une dizaine de rapports de sources humaines, parfois contradictoires. Je pars de loin.

IVe arrondissement de Paris, vendredi 2 février 2007.

J'ai décidé de rester à Paris après le travail. Je rentrerai chez moi par le dernier train pour Meaux. Ce soir, je dîne avec mon ami Pierre. Il est en train de gravir tranquillement les échelons de la hiérarchie chez Vinci. À défaut de pouvoir m'épancher sur mes missions du moment, j'ai besoin de me confier à lui sur mes déboires conjugaux. Je n'ai plus d'idée pour sauver mon mariage avec Isabelle. Peut-être aura-t-il des conseils à me donner.

Nous nous sommes donnés rendez-vous dans un restaurant gastronomique italien du IVe arrondissement où nous avons l'habitude de venir dîner lors de nos retrouvailles parisiennes. C'est toujours un plaisir de revoir Pierre. C'est le seul ami qu'il me reste vraiment, le seul qui sait que je travaille à la DGSE et avec qui je peux donc évoquer le service si j'en éprouve le besoin, sans donner trop de détails néanmoins. Ses cheveux sont devenus plus longs depuis qu'il a quitté l'armée. Il a pris un peu d'embonpoint, mais c'est toujours un solide gaillard d'1,92 m à la mâchoire carrée.

Je n'attends pas le dessert pour me confier. Mes problèmes conjugaux couplés au secret de mon activité professionnelle m'ont enfermé dans une solitude pesante. Si Pierre m'offre une parenthèse amicale bienvenue, c'est à la maison que je dois trouver le soutien et l'amour nécessaires à une vie d'homme équilibrée.

— Je ne sais plus quoi faire avec Isabelle, lui dis-je sans détour. Je ne comprends pas d'où viennent nos difficultés. Elle ne sait pas non plus. Elle constate juste, comme moi, que nous nous sommes éloignés. Mais elle n'a pas l'air prête, contrairement à moi, à faire les efforts qui s'imposent pour sauver notre couple. Nous avons passé quelques jours en Italie, à Naples et à Capri, pour tenter de recoller les morceaux. Rien.

— Tu ne crois pas qu'elle a un amant ? suggère Pierre la bouche pleine. Ça expliquerait cette prise de distance et sa difficulté à exprimer ce qui cloche entre vous deux.

Bien sûr, l'hypothèse m'a déjà traversé l'esprit, mais je l'ai écarté. Isabelle, un amant ? Non, vraiment pas le genre. Le fait que Pierre suggère cette piste m'agace.

— Non, je ne pense pas. Elle me dit qu'elle traverse une période curieuse de sa vie, et qu'elle n'a pas la tête à faire l'amour. Ses pensées sont ailleurs. Je la crois volontiers. Ça peut arriver, non ?

— Bof. Moi, je pense qu'elle a un amant.

— Bon, tu m'énerves. Parlons d'autre chose.

L'échange a jeté un froid sur notre table. Le sentiment de gêne disparaît néanmoins rapidement. Nous changeons de sujet. Le plaisir de tailler le bout de gras entre vieux copains efface bien vite cet interlude désagréable. Sitôt le repas fini, je regagne la gare de l'Est en Vélib, en concentrant toute mon

énergie à conserver une trajectoire rectiligne sur les pavés irréguliers de la ville. Comme d'habitude lors de mes sorties avec Pierre, nous avons encore trop bu.

Boulevard Mortier, jeudi 8 février 2007.

Christophe, mon nouveau chef de section, m'explique en détail le déroulement des réunions du lundi. Elles se tiennent le matin au centre de crise en présence du directeur général. À l'issue des échanges, notre DG est chargé de transmettre au président Chirac, parfois en personne, l'analyse du service sur les derniers événements qui secouent le Liban. L'affection que le président de la République éprouvait pour son ami Hariri ne laisse aucune place aux approximations, à l'heure de lui présenter le compte-rendu de notre travail.

— La réunion commence à 10 heures, déroule Christophe. Une heure avant, j'envoie une petite note de synthèse sur les événements de la semaine et du week-end à Mathieu, le chef du secteur contre-terrorisme, notre supérieur hiérarchique. Il a été lui-même, comme tu le sais, chef de poste à Beyrouth. Il connaît très bien la situation générale du pays. Il s'appuie ensuite sur la note pour faire son exposé au directeur général, tout en la complétant d'analyses personnelles. Il est souvent brillant. Nous, les chefs de section, nous nous tenons sur les sièges situés contre le mur, tout autour de la pièce, juste derrière les directeurs. Nous n'intervenons qu'en cas de besoin, pour répondre à une question précise. Tu vois, Olivier, c'est tout l'intérêt d'être affecté au dossier libanais : en côtoyant chaque semaine le plus haut niveau hiérarchique de la boîte, je peux mettre en valeur le travail de la section. D'ailleurs, le Liban est sans doute le dossier le plus en vue du moment, avec le suivi de la menace terroriste au Sahel.

— J'en ai bien conscience, Christophe. Je t'avoue que c'est aussi en partie pour cette raison que je souhaitais rejoindre la section. Même s'il s'agissait

avant tout d'un choix affectif lié à mes souvenirs d'enfance.

Christophe marque une pause et me regarde attentivement.

— Je dois poser ma journée lundi prochain, je ne serai pas là. C'est donc toi qui vas te coller la réunion hebdomadaire. Et c'est toi aussi qui devra rédiger la note de synthèse à l'intention du chef de secteur. Ne sois pas en retard : envoie-lui le document à 9 heures tapantes. Je peux compter sur toi ?

La question n'a rien d'une formule rhétorique. Christophe veut savoir s'il peut *vraiment* compter sur moi. Ça s'agite une fois de plus sous l'eau mais je fais le roc en surface.

— Tu peux.

Boulevard Mortier, lundi 12 février 2007.

Ce matin, je suis arrivé bien plus tôt que d'habitude. La mission que m'a confiée Christophe est une grande marque de confiance. Je viens d'arriver dans la section, d'autres sont bien plus qualifiés que moi pour ce job. Non, c'est plutôt un test : il veut savoir ce que je vaux. Peu importe, dans les deux cas, je n'ai pas le droit à l'erreur. J'ai gagné quelques points de crédibilité à la section Irak, mais ici, tout est à refaire.

J'ai déjà collecté l'actualité de la semaine passée, et je prends connaissance des derniers messages du week-end pour rédiger la fameuse note de synthèse qui servira de support à Mathieu, le chef du CT. Je ne le côtoie pas directement, si ce n'est lors de réunions très ciblées. Je lui envoie le fichier, comme prévu, à 9 heures pile, avant de reprendre mon travail habituel tout en gardant un œil sur ma montre. Rester en action pour ne pas me laisser submerger par le stress : la méthode n'est pas originale mais elle fonctionne.

9 h 38. Un message atterrit dans ma boîte e-mail. C'est Mathieu. Le mail est très court : deux petites phrases cinglantes.

« La note n'est pas bonne. Ça ne convient pas ».

Catastrophe. Impossible de tout reprendre : la réunion commence dans vingt minutes. Je me prends la tête entre les mains et je reste planté là, les coudes sur la table, au-dessus de mes notes. Une boule de feu vient se loger dans mon estomac. Je n'ai jamais ressenti une telle angoisse depuis le sermon de Jean après mon erreur de jugement suite à ma permanence. Je vais décevoir mon chef et jeter l'opprobre sur toute la section. Et si l'on me donnait la parole pour préciser un point ? À l'incompétence, s'ajouterait la honte.

Je ne peux pas rester là sans rien faire. Le moment est trop important pour me laisser submerger. Et si je tentais quelques corrections ? Je me lance dans une course contre la montre. Je supprime un paragraphe et réorganise mon argumentation pour la rendre plus percutante. Je rajoute un exemple concret tiré d'un message récent envoyé par la NSA. Mes doigts frappent le clavier à la vitesse d'une dactylo professionnelle. Tout mon corps est penché vers l'écran d'ordinateur, absorbé par l'unique objectif du moment : terminer ma deuxième mouture à temps.

9 h 49. J'envoie le deuxième fichier corrigé. Tout ça est ridicule : Mathieu n'aura certainement pas le temps de le lire. Inutile de m'accabler sur mon sort : je ramasse précipitamment mes affaires et je file au centre de situation pour être à l'heure à la réunion.

9 h 52. Malgré ce contretemps, je suis l'un des premiers à pénétrer dans la salle de réunion. Une chance : je vais m'éviter l'exercice embarrassant de devoir serrer la main de tous ces cadres et autres officiers capés que je ne connais pas. Je me raccroche à l'idée que Mathieu a pu lire ma deuxième mouture pour ne pas vaciller. Je suis assis à côté d'autres petites mains sur les strapontins le long

du mur. Nous tenons tous dans nos mains un cahier pour prendre des notes, et, sans doute, se donner un peu de contenance. La salle du centre de situation est sombre. Les stores vénitiens sont fermés pour plus de discrétion, et seules les places dédiées aux hiérarques sont équipées de petites lampes.

*

Le directeur des opérations, le patron d'une des cinq directions de la DGSE, un bel homme à la carrure d'athlète, à la fois détendu et élégant, fait son entrée. Il est suivi du directeur technique, d'apparence plus âgé avec sa chevelure entièrement blanche, lui-même accompagné de son adjointe. Un petit groupe composé des chefs de secteurs les succède. Je reconnais parmi eux Mathieu et son collègue du monde arabe, ainsi que le responsable des sources humaines. Ce dernier porte toujours d'improbables cravates aux couleurs vives et aux motifs des plus audacieux. C'est sa marque de fabrique.

Tout le monde est déjà assis lorsque Pierre Brochand fait son entrée. Le directeur général est toujours tiré à quatre épingles. Son physique détonne un peu du reste de la tablée, avec son teint pied-noir et ses cheveux courts façon militaire. L'assistance se lève comme un seul homme. Le boss se dirige vers son fauteuil, au centre de la table. « Asseyez-vous, je vous prie », lance-t-il avec ce ton de diplomate bienveillant qui le caractérise. La réunion peut commencer. Je sais que le DG lit lui-même la plupart des messages reçus par la centrale tout au long de la journée. Son cabinet les classe dans des dossiers thématiques qu'il lit attentivement dès les premières heures du jour. Il est donc parfaitement au courant de l'actualité de chaque section. Les participants doivent avoir réponse à tout au risque d'être pris en défaut dans la seconde.

C'est au tour de Mathieu de faire le point sur l'actualité de la semaine et du week-end du secteur contre-terrorisme. Je constate qu'il tient devant lui le mail

que je lui ai envoyé. Première ou deuxième version ? Je ne sais pas. Son exposé commence. Dès les premiers mots, je réalise qu'il s'agit de la version corrigée. Mieux : il s'en inspire dans son intégralité. Je serre les poings discrètement pour célébrer l'énorme soulagement que je ressens. Une demi-seconde plus tard, je suis à nouveau concentré au cas où je sois interrogé sur un point trop elliptique aux yeux du DG.

La réunion se termine. Nous n'avons pas été pris en défaut. J'ai bien senti que le DG appréciait beaucoup Mathieu, l'écoutant avec attention, prenant des notes. Le stress des dernières 24 heures et l'angoisse du rebondissement de ce matin s'envolent. J'ai l'impression d'être étourdi, comme si je venais de sortir d'un cauchemar que je pensais réalité. La salle se vide petit à petit. Je croise Mathieu en franchissant la porte. Il me gratifie d'un sourire et d'un clin d'œil complice.

« Alors, Olivier… Ça réveille, hein ? »

Boulevard Mortier, jeudi 12 avril 2007.

Tous les fils que je tire débouchent systématiquement sur des impasses. Mon dossier n'avance pas. Je me rassure comme je peux en constatant que l'UNIIIC ne fait pas beaucoup mieux que moi. Si Serge Brammertz n'est pas tombé dans les pièges grossiers tendus à son prédécesseur, le procureur belge ne brille pas davantage, et se montre incapable de remonter la piste des terroristes, encore moins des commanditaires. Il faut dire que l'attentat a été organisé d'une main de maître par des professionnels qui n'ont rien laissé au hasard.

Seul os à ronger, l'étude des numéros de téléphone actifs sur le tracé du parcours de Rafic Hariri bornent tous aux mêmes BTS[1]. Cet élément confirme l'existence d'une équipe opérationnelle composée d'au moins huit individus,

puisque huit téléphones ont pu être isolés. Premier problème : tous les appareils ont cessé d'émettre quasiment en même temps quelques instants avant l'explosion. Par ailleurs, tous ces numéros correspondent à des cartes sim prépayées qui n'exigent aucun document d'identité lors de l'activation.

Les caméras de surveillance de la ville n'aident pas davantage. Elles ont filmé plusieurs véhicules suspects probablement utilisés par les artificiers. Mais là encore, c'est une impasse : les voitures ont été louées à l'aide de faux documents d'identité. La commission a bien été en mesure de dresser quelques portraits-robots à partir de témoignages et des quelques images de vidéosurveillance. Mais trop imprécis et grossièrement dessinés, ils n'ont pas permis d'identifier les auteurs. Je dispose au bureau d'un exemplaire de chacun de ces portraits-robots sur un support qui ressemble à un jeu de cartes. Je les ai montrés à certaines de nos sources pour voir si ces visages réveillaient quelques souvenirs. Sans résultat.

Je sais bien que ce n'est pas à moi, ni au service d'apporter les preuves qui permettront de démasquer précisément les assassins d'Hariri et de découvrir qui est leur donneur d'ordre. Mais il serait au moins de bon ton d'être en mesure de désigner le pays ou l'organisation responsable. Damas ? Téhéran ? Le Hezbollah ? L'un a-t-il pu agir sans l'accord des deux autres ? L'enquête est très loin de permettre d'apporter un début de réponse. Vue de la DGSE, il est évident qu'une opération aussi bien montée est l'œuvre d'une organisation structurée aux rouages parfaitement huilés. Cette réflexion réduit le champ à deux hypothèses : les services secrets syriens, ou le Hezbollah. Aucune autre organisation au Liban, à visée terroriste ou politique, n'est capable d'une telle logistique et d'un tel degré de préparation. Mais apporter la preuve de ce qui relève à cet instant de notre intuition est une autre affaire.

Je ne suis pas responsable de cette situation de blocage, et pourtant, je culpabilise. J'ai peur que mes chefs attendent de moi des miracles et se montrent déçus par mon absence de résultats concrets. L'angoisse me gagne à nouveau. Je dors mal, un signe universel d'anxiété qui, chez moi, n'a rien d'une petite contrariété. Chaque matin, je prends mon train avec des semelles de plomb. Je regarde par la fenêtre glisser les tristes pavillons de banlieue en contrebas de la voie, les yeux dans le vide, un exemplaire du *Monde* déplié sur les genoux. Quand j'essaie de me plonger dans la lecture d'un article, mon regard et mes pensées se perdent à nouveau rapidement. Je suis incapable de retenir ce que je viens de lire.

Meaux, mercredi 25 avril 2007.

Cette fois, j'en ai marre. J'ai le sentiment d'avoir consacré du temps aux difficultés de mon couple, d'avoir fait des efforts, d'avoir essayé de sauver notre mariage. Mais rien ne s'est passé. Isabelle reste enfermée dans cette indifférence lasse qui me bousille. Nous n'avons pas fait l'amour depuis des mois. Pour moi, et sans doute aussi pour Isabelle, il est temps de prendre une décision ferme. Peut-être que faire du surplace au bureau est plus facilement supportable encore que ce statut conjugal délétère. J'ai besoin que quelque chose avance dans ma vie.

Nous sommes tous les deux dans le salon, au rez-de-chaussée. Isabelle est en train de faire répéter sa leçon de trombone à notre fils aîné. Les deux larges fenêtres donnent sur la rue. Un peu plus loin, en contrebas, coule la Marne que nous n'apercevons que depuis l'étage. Du salon, il est fréquent d'entendre le passage des voitures, mais là, je ne les entends plus. Tout mon esprit et toute mon attention sont concentrés sur les mots que je m'apprête à employer.

Une fois la leçon de trombone terminée, Isabelle s'installe au salon. C'est maintenant.

— Écoute Isabelle. Je crois que nous avons tout essayé, sans résultat. J'avoue que la cause de cette situation m'échappe encore aujourd'hui. Mais les faits sont là. Il est sans doute devenu nécessaire de nous séparer. Je pense louer un appartement ailleurs, sans doute à Paris pour me rapprocher du boulot. Comme ça, tu peux garder la maison, et les enfants ne seront pas trop chamboulés. Peut-être que cette séparation nous fera du bien, et qu'au final, nous déciderons de nous remettre ensemble. Qu'en penses-tu ?

Sa réponse ne tarde pas. Comme si elle avait anticipé l'avènement de cette discussion, et préparé sa réponse depuis des mois.

— Tu as raison. Je pense que c'est mieux comme ça, glisse-t-elle d'un ton compatissant.

La gifle. Au fond de moi, j'espérais qu'elle trouve l'idée absurde et prématurée. Ce n'est pas du tout le cas. Elle a tout de suite accepté. Elle n'avait pas simplement anticipé cette discussion : elle l'attendait avec impatience. Je voulais provoquer un électrochoc mais je suis le seul à avoir pris la décharge.

Me voilà séparé de ma femme. Ai-je vraiment fait tout ce que je pouvais pour sauver mon mariage ? De toute façon, il est trop tard. J'étais frustré de voir mon couple péricliter, me voilà terrassé par sa fin. En me repassant le film de ces derniers mois, je réalise qu'Isabelle a déjà certainement tourné la page dans sa tête depuis longtemps. Elle a avancé sous couverture, discrète, patiente, attendant le moment où je dévoilerais mon jeu. Superbe ironie : l'agent secret, c'est elle. La source roulée, c'est moi.

---

1 Antenne-relais.

LA PROPOSITION

Boulevard Mortier, lundi 8 octobre 2007.

Je me suis arrêté d'écrire pendant cinq mois. J'ai laissé mon journal dans le fond du tiroir de mon bureau. J'avoue avoir tourné au ralenti depuis ma séparation avec Isabelle. Je n'avais pas le cœur à coucher sur le papier ces moments de souffrance et de solitude qui suivent immanquablement la fin d'un mariage. Je n'ai pas démarré ce journal comme un carnet intime censé me servir de thérapeute bon marché. C'est le journal d'un espion. Aujourd'hui, j'ai envie de reprendre la plume. Et si je ne suis pas encore au top de ma forme, je sens que le brouillard dans ma tête commence à se dissiper.

J'ai choisi d'emménager dans un petit deux-pièces rue Laplace, dans le V^{e} arrondissement. J'ai suivi le conseil de mon ami Pierre qui m'a encouragé à prendre quelque chose de petit mais de central, proche des lieux de sortie de la capitale, plutôt qu'un appartement plus spacieux en banlieue. C'était un choix judicieux. Par ailleurs, mon deux-pièces ne manque pas de charme avec ses poutres apparentes, son parquet de bois franc, et son escalier tout biscornu. Il y a même un bar en bas de chez moi, où je me rends parfois pour boire une bière et discuter avec les habitués ou les gens de passage. Les enfants viennent me voir un week-end sur deux, et mon appartement se transforme alors en camping sauvage où il devient impossible de marcher entre les matelas posés au sol.

Aujourd'hui, je déjeune avec Christophe, mon chef de section. C'est lui qui m'a invité. J'ai quelque chose à te dire, m'a t-il mystérieusement glissé ce matin, à mon arrivée au bureau. En bon responsable qui se respecte, Christophe suit le même type d'horaire que moi. Nous voici donc à la caisse, en bout de chaîne, notre plateau repas posé devant nous, à 13 h 15 tapante. Je confie mon badge à la caissière afin qu'elle enregistre mon repas. Pour les militaires, les déjeuners sont gratuits. Les civils doivent quant à eux alimenter leur badge du montant nécessaire afin de payer leurs repas. C'est l'une des incongruités du service dues aux statuts différents selon les catégories et les origines des personnels.

— Je ne m'y ferai jamais, marmonne Christophe en haussant les yeux. Il vient de jeter un œil sur le montant qui m'est débité et qui s'affiche au-dessus de la caisse : « 0 euro ».

— Tu aurais dû faire Saint-Cyr, au lieu de Sciences-Po… Le monde est terriblement injuste !

Nous entamons notre parcours dans la grande salle de la cafétéria, à la recherche d'une bonne table, c'est-à-dire un emplacement situé un peu à l'écart des autres, idéalement près d'une fenêtre. Ce n'est pas pour la vue – les vitres sont opaques – mais pour la lumière du jour, qui contrebalance avantageusement l'éclairage froid des néons. À midi, il est fréquent d'avoir à effectuer plusieurs fois le tour afin de trouver une place où s'asseoir. Après 13 heures, les emplacements libres ne manquent pas.

Christophe a l'air fatigué. Les fonctions de chef de section sont éprouvantes, à la DGSE : en plus de son travail d'officier traitant, il doit assister à de nombreuses réunions et s'acquitter de tâches administratives régulières au profit des membres de sa section : notation, inscription aux stages de formation, réponses aux mails de la direction et j'en passe. Mais il garde sa

bonne humeur et affiche toujours un sourire de circonstance. C'est appréciable.

— L'un des avantages d'être affecté à la section Liban, explique Christophe, c'est que nous bénéficions de périodes d'un mois pendant lesquelles les officiers traitants sont projetés à tour de rôle au sein du poste de Beyrouth. Ils servent de renforts ponctuels. Tout le monde y trouve son compte : le poste, qui boit souvent la tasse avec la charge de travail qui est la sienne, y gagne un OT en général motivé et corvéable à merci. Et nous, cela nous permet de nous frotter au travail de terrain et de découvrir, plus tôt que les autres, la réalité quotidienne d'un poste du service à l'étranger.

Je retiens mon souffle. La boulette de viande plantée au bout de ma fourchette reste suspendue au-dessus de mon assiette. Si Christophe me parle ainsi de ces missions à Beyrouth, c'est qu'il a sans doute l'intention de proposer mon nom. À ce stade, le contraire me décevrait terriblement.

— Ton dossier est difficile, car il ne s'agit pas de la priorité du poste, actuellement. Tu seras mieux là-bas pour tenter de le faire avancer. Et cela te permettra de nouer des relations personnelles avec les membres du poste sur place. Du coup, quand tu leur enverras tes messages d'orientation, ils auront plus facilement tendance à te répondre rapidement. C'est toujours un peu comme cela que ça marche, vois-tu.

Je jubile intérieurement. Je n'ai toujours pas avalé ma boulette de viande.

— Léo devait partir le mois prochain, mais il a un empêchement familial de dernière minute. Alors, j'ai pensé à toi, même si tu es encore jeune à la section. Tu connais déjà un peu le Liban pour y avoir vécu et tu bénéficies de ton expérience militaire. Cela devrait bien se passer pour toi. Serais-tu volontaire et disponible ? Désolé de te prendre ainsi au débotté…

— Christophe, c'est oui. Mille fois oui. Une première mission opérationnelle à l'étranger, au Liban qui plus est, cela ne se refuse pas.

Et je mange enfin mon malheureux morceau de viande avec un plaisir immense.

Orléans, mercredi 18 octobre 2007.

Avant de m'envoyer en mission au Liban, le service m'inscrit à un entraînement au tir et à la conduite en situation de risque. Le stage se déroule à Orléans, dans l'un des centres du service action. J'y suis arrivé ce matin en minibus, avec un autre stagiaire qui s'apprête à partir en mission pour six mois à Bagdad. En tant qu'officier traitant rattaché au poste de l'ambassade de Beyrouth, je n'ai pas vocation à aller au contact. Pourtant, un agent envoyé dans un pays étranger, même sans couverture clandestine, n'est jamais à l'abri d'un piège ou d'un coup foireux. Sauf danger particulier ou mauvais pressentiment, mon arme restera au bureau, mais je dois être en mesure de pouvoir m'en servir si la situation l'exige.

Les bâtiments du centre d'entraînement ne dépassent pas deux étages. Ils sont disséminés un peu partout dans une forêt de pins, ce qui donne à l'ensemble un aspect discret et parfaitement anodin. Le stand de tir où se passe l'essentiel de notre formation n'est pas bien vaste par rapport à ce que j'ai déjà pu voir au cours de ma carrière militaire : huit emplacements de cibles seulement, et un pas de tir d'une quarantaine de mètres de profondeur. Rien d'exceptionnel. En revanche, ce qui sort de l'ordinaire, ce sont les caisses de munitions déployées devant nous et la variété des armes qui sont mises à disposition. Nous allons griller des centaines et des centaines de cartouches au

pistolet, mais aussi aux armes automatiques : Uzi, AK47, pistolet mitrailleur P90, et fusils à pompe.

Je ne suis pas un maniaque des armes à feu, mais j'avoue éprouver une certaine attirance pour l'objet. Les modèles que nous allons utiliser pour le stage sont rassemblés sur deux grandes tables en bois. Mon regard se fixe avec envie et un brin d'appréhension sur un énorme Desert Eagle, le pistolet de gros calibre qui équipe Clint Eastwood dans la franchise *L'Inspecteur Harry*. Un monstre de feu capable de stopper un bus lancé à pleine vitesse. Je me dis qu'une telle puissance d'arrêt doit se ressentir dans toute l'épaule à l'heure d'appuyer sur la détente.

*

La séance de tir a débuté depuis plus de deux heures, et à force de tirer dans tous les sens, je commence à ressentir une certaine lassitude. Notre instructeur, un jeune homme moustachu aux cheveux mi-longs qui ne ressemble en rien au militaire qu'il est, nous oblige à nous mouvoir en permanence avec nos armes approvisionnées, prêtes à tirer, une cartouche chargée dans la chambre.

— Ne faites pas comme dans les stands de tir classiques de l'armée : ne ramassez pas vos douilles une fois que vous avez fini de tirer, nous conseille-t-il. Sur le terrain, ce genre de réflexe idiot pourrait vous coûter cher. Votre adversaire en profitera pour vous tirer comme un lapin !

La journée se poursuit par un exercice de couverture mutuelle. Mon collègue de Bagdad et moi devons être capable de nous protéger l'un l'autre. Nous partons au plus près des cibles puis nous rompons le contact pour prendre une position plus en retrait, comme si nous faisions face à un feu nourri. Une épave de voiture nous sert de bouclier. « Planquez-vous derrière le bloc moteur ou l'un des quatre essieux de roues : ce sont les seules parties d'une voiture qui

offrent une véritable protection contre les balles. N'allez surtout pas vous cacher derrière la portière ! », lance notre instructeur. Puis, comme dans les films, nous sommes successivement placés dans la peau du tireur et du couvreur. L'exercice réclame du sang froid et une grande confiance mutuelle pour ne pas voir une balle « amicale » se ficher dans le corps de son camarade. Moi qui ai déjà participé à de nombreux exercices de tirs à balles réelles lors de mon passage au sein des forces spéciales de l'armée de Terre, j'avoue être impressionné par le haut niveau de réalisme de notre entraînement.

Nous traversons le pas de tir, et nous arrivons sur une aire dégagée où se trouve une petite route qui débouche sur un rond-point. C'est l'heure de la formation à la conduite. Rien à voir avec les exercices du permis B : le but de la séquence est d'apprendre à réaliser un brusque demi-tour en voiture au cas où nous tomberions nez à nez sur un barrage tenu par des miliciens ou des terroristes. Je sais que l'hypothèse de travail n'a rien de fictive. Ici, la clé consiste à rouler vite vers l'obstacle sans descendre sous les 60 km/h. Puis, avec la main qui tient le volant, il faut tourner brutalement le volant sur un quart de tour tout en actionnant le frein à main. Si la manœuvre est bien effectuée, la voiture effectue son demi-tour comme par magie, dans un crissement de pneus de cinéma. Après quoi, il ne faut pas oublier d'appuyer sur l'embrayage afin de ne pas caler. On repasse alors en première afin de fuir dans la direction opposée, en écrasant l'accélérateur à fond. La théorie paraît simple, mais l'ensemble exige un minimum de coordination. Je m'en sors bien lorsqu'il s'agit de tourner à gauche, mais j'ai plus de mal à droite, sans que je comprenne bien pourquoi. Je manque d'ailleurs de faire une sortie de route, frôlant l'un des nombreux pins qui bordent le parcours.

Voici venu le moment de l'exercice de synthèse, une sorte de parcours à pied censé recréer les conditions d'un assaut. J'arrive vers le pas de tir en voiture. Je

me gare sur le côté et je sors du véhicule en tenant un AK47 solidement calé contre l'épaule. Je dispose en plus d'une arme de poing portée à la ceinture, dont je me servirai une fois le chargeur du fusil d'assaut vidé. Au fur et à mesure de ma progression, des cibles automatiques se dressent devant moi. Je lâche à chaque fois des courtes rafales de trois balles. Le bruit de la Kalachnikov est particulièrement impressionnant, et j'imagine qu'en face, en situation réelle, les adversaires visés auront le réflexe naturel de baisser la tête voire de s'allonger au sol dès la première détonation.

Je viens de jeter mon deuxième chargeur de « kalach » et je finis le parcours au pistolet. Je dois entrer dans un bâtiment, évoluer à l'intérieur, en ressortir par une fenêtre, puis m'échapper par un chemin escarpé. Durant ma progression et sans crier gare, une cible se dresse devant moi. À chaque fois, je suis supposé tirer trois balles, et pas une de plus. Les deux premières servent à neutraliser l'adversaire qui s'effondrera le plus souvent au sol. Mais ce n'est pas toujours suffisant : l'adrénaline aidant, l'ennemi garde une capacité de nuisance, même blessé. C'est là qu'intervient le troisième tir : la balle doit cette fois être logée en pleine tête pour écarter définitivement toute menace. En clair : tuer. Toutes les forces spéciales du monde s'entraînent à tirer de cette façon.

À la fin de mon parcours, l'instructeur s'approche de moi avec mes résultats. J'ai totalement raté mes tirs à l'AK47 : aucun impact n'a atteint les cibles ! En revanche, au pistolet, j'ai fait carton plein. Toutes les cibles présentent deux impacts rapprochés sur la poitrine, et un troisième en pleine tête.

— Bon, à l'arme automatique, t'es pas au top, Olivier. Mais au pistolet, j'ai rarement vu un parcours sans faute comme celui-là, complimente l'instructeur.

Je m'en contenterai. En opération, je n'ai aucune raison de m'encombrer d'une arme longue, même au bureau. L'agent secret se défend au pistolet qu'il porte à la ceinture, sous une veste, dans une mallette, ou dans la boîte à gants de sa voiture. Et là, mes adversaires n'ont qu'à bien se tenir.

ENFANT DU PAYS

Beyrouth, lundi 5 novembre 2007.

L'Airbus siglé Air France amorce sa descente. Nous survolons la Méditerranée à basse altitude. J'aperçois déjà les gratte-ciels de Beyrouth à travers le hublot. Mon regard brille : je ne suis pas retourné dans la capitale libanaise depuis mon enfance, ou en coup de vent lors de ma mission au sud Liban au sein de la FINUL. L'avion aborde sa phase d'approche sous un soleil matinale des plus radieux. Curieuse coïncidence : l'aéroport international vient tout juste d'être rebaptisé « aéroport Rafic Hariri » en hommage à l'ancien premier ministre assassiné.

J'ai vécu à Beyrouth entre neuf et douze ans. Le pays était alors plongé en pleine guerre civile. Les affrontements interconfessionnels ne touchaient pas tous les quartiers de la ville, et les périodes d'accalmie étaient fréquentes. Il était alors possible de profiter en toute liberté des merveilles que la capitale libanaise offre à ses habitants : ses plages, son climat idéal, ses restaurants de qualité, et ses stations de ski, Faraya et Faqra, qui autorisent l'exploit de skier et de s'offrir un bain de mer dans la même journée.

Le nez collé au hublot, j'observe la ville avec la tendresse de l'enfant du pays qui revient chez lui après un long voyage. Je m'apprête à ressusciter ces souvenirs enfouis qui ne m'ont jamais vraiment quittés : la sonorité de l'arabe libanais, les parfums de la cuisine orientale. Je me rappelle des pains plats et

ronds que j'enroulais à la main pour me préparer de délicieuses crêpes au sucre. Ce mélange d'excitation et d'émotion est un moment de bonheur que je goûte avec délice.

Le nouvel aéroport offre une image de modernité qui tranche avec mon souvenir de l'ancienne aérogare, poussiéreuse et vétuste. J'arrive devant les énormes files d'attente qui font face aux box de la sûreté générale libanaise chargée de contrôler les passeports et les visas d'entrée. Je tiens dans la main mon passeport diplomatique tout neuf, fabriqué en urgence dès la décision prise de m'envoyer à Beyrouth. Un bref coup d'œil sur les différents panneaux et je repère sur ma droite la ligne réservée aux agents de bord et aux diplomates. Elle est déserte. Alors que les passagers de mon avion sont encore bloqués aux contrôles, je suis déjà en train de récupérer mes bagages. C'est la première fois que j'accède aux privilèges – rares en vérité – offerts par le passeport diplomatique. On n'épouse pas la carrière pour ça, mais il faudrait être hypocrite pour ne pas reconnaître cet aspect agréable du job.

Une fois dans le hall de l'aéroport, mon bagage à la main, je repère rapidement le secrétaire du poste, Patrick, et viens lui serrer la main.

— Bienvenue à Beyrouth, Olivier. Vous avez fait bon voyage ?

Il doit avoir sensiblement le même âge que moi, mais il fait un peu plus âgé, à cause de ses tempes grisonnantes. Il affiche d'emblée un sourire chaleureux. Nous sortons du hall des arrivées pour gagner à pied le parking réservé aux véhicules diplomatiques. La voiture du poste de Beyrouth est un gros 4x4 Cherokee blanc. Je remarque que celui-ci ne porte pas de plaque diplomatique, reconnaissables à leur fond vert et à leur caractères orange. Curieux.

— Vous n'avez pas de plaque diplo ?

— Non, c'est un accord avec la sûreté générale libanaise, répond le secrétaire. Nous portons des fausses plaques dont les numéros sont connus de la seule sûreté. Je garde néanmoins une plaque diplo derrière mon siège en cas de contrôle routier afin de passer plus rapidement.

— Pourquoi un tel manège ?

— Par souci de discrétion. Les diplomates, à plus forte raison s'ils sont français, peuvent constituer des cibles de choix pour les terroristes locaux.

Nous empruntons la route du bord de mer, qui longe les quartiers sud de la capitale à majorité chiite. Ici, le Hezbollah règne en maître. Je trouve que la ville a changé. Plutôt en bien, en vérité. Je me souviens des décharges publiques à ciel ouvert disséminées autour de l'aéroport. Brûlés 24 h/24 h, les déchets en feu dégageaient une odeur nauséabonde qui saturait l'air à des kilomètres alentour.

— Quand nous arriverons à l'ambassade, le poste sera un peu vide, prévient Patrick. Le CDP[1] et les OT sont tous à l'extérieur, en rendez-vous avec leurs sources. Mais le chef a prévu de vous emmener dîner ce soir avec Laurence, l'une des OT, dans un restaurant de la ville.

*

Nous prenons place à l'une des tables du restaurant de l'hôtel Albergo, une élégante bâtisse ocre des années 1930 qui se dresse au cœur du quartier chrétien plutôt chic d'Achrafieh. Antoine, le chef de poste, un littéraire volubile presque excentrique pour un cadre de la boîte, ne s'est pas moqué de moi en choisissant cette adresse prestigieuse. Laurence, une femme affable et prévenante à mon égard, complète la tablée. Assis à une table voisine de la nôtre, deux équipiers du service action surveillent les allées et venues. Ils sont là pour assurer la sécurité du chef de poste. Je devine leur arme de poing dissimulée à l'intérieur de leur veste. Pas banale.

— Vous avez des gardes du corps du SA en permanence à vos côtés ?

— Beyrouth est un poste exposé qui a déjà fait l'objet d'attaques pendant la guerre civile, et même après, justifie Antoine. Un de nos OT a été assassiné en pleine ville en 1988. Le chef de poste constitue une cible de choix car symbolique.

J'avais eu vent de cet assassinat, même si c'est de l'histoire ancienne. Mon travail sur le dossier libanais m'a fait comprendre les dangers de la situation actuelle, mais sur le terrain, cette réalité prend une autre dimension.

La confiance aidant, Antoine se laisse aller à une confidence.

— Le mois dernier, l'une de mes sources qui revenait de Syrie m'a rapporté que mon nom circulait à Damas. C'est assez désagréable. Cela peut vouloir dire que les services syriens ont choisi de m'adresser un message personnel, une sorte de mise en garde. Si les soldats syriens en poste au Liban ont dû quitter de force le pays après l'assassinat d'Hariri sous la pression internationale, la Syrie est encore présente grâce à ses services secrets, et peut compter sur de nombreux soutiens au sein de l'appareil d'État. Comme depuis bientôt deux ans, les opposants au régime de Bachar el-Assad font régulièrement l'objet d'assassinats ciblés, et que nous sommes perçus comme des alliés objectifs du régime libanais en place, je ne suis pas forcément rassuré.

Ces confessions ne m'inquiètent pas à titre personnel. Antoine a raison : si l'on veut s'en prendre aux intérêts de la France, c'est lui qui sera visé. Je ne l'envie pas.

— Ce n'est pas trop difficile à vivre de devoir se déplacer en permanence avec des gardes du corps ?

— Si, bien sûr. On a l'impression de ne jamais vraiment décrocher du boulot. C'est assez usant à la longue. Remarquez, c'est aussi gratifiant parfois. Pour les habitants de Beyrouth, l'importance et la puissance d'un homme se mesurent selon trois critères : la beauté de sa femme, le prestige du modèle de

sa voiture, et le nombre de ses gardes du corps. Quand j'entre dans un restaurant, la moitié de la salle me suit du regard avec curiosité. Grâce à mes anges gardiens, les têtes se retournent, suivis de chuchotements interrogateurs. Les femmes n'hésitent pas à me lancer des sourires aguicheurs. Ce n'est pas pour déplaire à un vieux célibataire comme moi, plaisante le chef de poste en appuyant sa remarque d'un clin d'œil.

— Ce n'est pas très discret, dites-moi !

— C'est certain. Mais en cas de danger, je disparais en un éclair sans que personne ne s'en aperçoive. Hop, hop ! s'amuse Antoine en faisant un mouvement de la main, à la manière d'un prestidigitateur qui réalise un tour de passe-passe.

Le repas s'éternise. La journée a été longue et je commence à avoir sommeil. Laurence, ma collègue OT, n'a pas beaucoup parlé pendant le repas. Malgré sa discrétion, elle me fait plutôt bonne impression. C'est une rousse aux cheveux courts avec des petits yeux qui semblent balayer en permanence l'environnement. Déformation professionnelle, je suppose. Elle parle couramment l'arabe, et c'est évidemment un point fort pour un poste comme Beyrouth.

— Avant que nous terminions le repas, Olivier, j'aimerais vous préciser quelques consignes, glisse Antoine en baissant le ton de sa voix. Je vous interdis de rencontrer les gens de l'UNIIIC. Ne vous affichez pas en ville avec leurs inspecteurs. À vous de trouver d'autres moyens de faire avancer votre dossier. L'enquête Hariri sent le souffre ici. C'est la raison pour laquelle nous coopérons peu avec le service investigation des FSI.[2] Ses membres sont majoritairement sunnites et réputés proches de l'Arabie saoudite. Cela fait deux bonnes raisons pour eux de vouloir désigner le Hezbollah comme responsable de l'attentat. Or les FSI coopèrent ouvertement avec l'UNIIIC, dont elles constituent le bras armé à l'heure de procéder à des interpellations ou

d'effectuer des investigations techniques. Pour tous les services occidentaux, il est plus confortable de traiter avec le B2[3] de l'armée libanaise, beaucoup plus multiconfessionnelle et qui représente davantage le Liban dans son ensemble. Mais vous savez sans doute déjà tout ça, puisque vous travaillez au bureau Liban depuis un an.

Je prends bonne note, mais mes yeux commencent à se fermer. Je m'apprête à prendre congé, terrassé par la fatigue. Antoine se penche vers moi. Sa voix baisse encore d'un ton.

— Dernier point important : un commandant des FSI s'est récemment signalé au poste. Il souhaite *discuter* avec nous. C'est peut-être intéressant. À l'occasion, je vous demanderai de le rencontrer. Avec un missionnaire de passage comme vous, ce sera sans doute plus discret. Vous êtes moins connu dans le paysage. Il faut en profiter.

---

1 Chef de poste.

2 Les Forces de sécurité intérieure désignent une entité administrative qui agrège l'ensemble des services de police du pays. Elles disposent de leur propre service de renseignement.

3 Au sein de l'armée, le B2, abréviation de « deuxième bureau », est chargé du renseignement et des opérations spéciales.

LE JOURNALISTE

Beyrouth, mercredi 7 novembre 2007.

Le poste m'a confié l'un de ses 4x4 pour être autonome. Je déambule avec plaisir dans les ruelles qui ont marqué mon enfance. Même si la mémoire des lieux me fait parfois défaut, on ne se perd jamais bien longtemps dans Beyrouth. La proximité de la mer et de la montagne offre de nombreux points de repère qui facilitent l'orientation.

L'UNIIIC a installé ses bureaux à Hazmieh, un quartier un peu en retrait du centre-ville. La commission d'enquête y occupe un étage de l'hôtel Hilton Habtoor. Avec sa grande tour plantée sur les hauteurs de la capitale, l'établissement se remarque aisément. Je passe devant le parking sans m'y arrêter. Je remarque que l'hôtel a été transformé en place forte avec sacs de sable et caméras de surveillance pour protéger au mieux ses illustres occupants.

Je termine cette rapide reconnaissance de la ville en empruntant la route du bord de mer. Il y a un lieu où je dois absolument me rendre. J'y tiens tout particulièrement. Je gare mon 4x4 en face de l'ancien hôtel Saint-Georges. Là, je décide de quitter mon véhicule pour mieux regarder la haute façade qui s'élève devant moi et qui porte encore les stigmates de l'attentat. L'immeuble a été laissé tel quel, encore noirci par la bombe, presque trois ans après cette triste journée du 14 février 2005 où Rafic Hariri a été assassiné. C'est

exactement là, dans cette rue, juste en face de l'hôtel Saint-Georges, que les tueurs ont fait détonner leur engin de mort.

L'émotion me gagne presque aussitôt. Je prends une profonde respiration avant de regagner ma voiture. Voilà. C'est fait. Je me promets de tout mettre en œuvre pour que la vérité éclate enfin, un jour ou l'autre. Le plus tôt sera le mieux.

Beyrouth, vendredi 9 novembre 2007.

Je découvre la vie en poste. C'est studieux. Les OT multiplient les entretiens avec leurs sources humaines. Ils préparent leurs entretiens à venir, en relisant les précédents rapports afin d'adapter au mieux les questions à poser. Il leur faut aussi intégrer les interrogations en provenance de Paris qui arrivent chaque jour au poste par messages chiffrés selon un rythme qui ne faiblit jamais. Puis, ils quittent l'ambassade afin de rejoindre incognito le lieu de rendez-vous, en vérifiant qu'ils ne sont pas suivis. De retour au bureau, en fin de journée, le travail n'est pas fini pour autant. Il leur faut enchaîner sur la rédaction des nombreux messages qui découlent de l'entretien clandestin qu'ils viennent de mener avec leur source. Il importe d'envoyer presque en temps réel les éléments obtenus à la centrale. Les renseignements se périment vite et il ne faut donc pas traîner pour les transmettre afin qu'ils puissent être analysés et traités correctement, à Paris.

Dans cette course perpétuelle contre le temps, les moments de respiration sont rares. De mon côté, j'essaye de me rendre utile. Je prends à ma charge la rédaction de certains messages. Je réponds à Paris, lorsque je dispose des réponses à mon niveau, en interrogeant, si besoin, les archives du poste. J'en profite aussi pour consulter les dossiers des sources humaines et relire d'anciens

télégrammes pour tenter d'y dénicher des fils à tirer par la suite, afin de m'aider dans l'enquête Hariri.

Il est environ 19 h 30, lorsque je vois Laurence, avec qui je partage le bureau, s'étirer sur son siège, entre deux messages. Elle quitte enfin l'écran des yeux pour prendre quelques secondes de pause, en regardant par la fenêtre. Depuis la chancellerie diplomatique, nous distinguons clairement les bâtiments tout proches de la sureté générale libanaise et ses grandes antennes paraboliques disposées sur les toits.

— Laurence ?

— Oui, Olivier ? dit-elle en quittant la fenêtre des yeux et en pivotant son siège vers moi.

— Tu as une minute à me consacrer ?

— Bien sûr. N'hésite pas à me poser les questions que tu souhaites. Il faut que ta mission chez nous te soit la plus profitable possible.

Depuis le jour où Christophe m'a annoncé mon départ pour Beyrouth, j'ai une petite idée qui me trotte dans la tête :

— Dans l'un des messages que tu as rédigé cet été et qui concernait l'UNIIIC, tu mentionnais un journaliste d'investigation libanais qui semble suivre l'enquête Hariri de près. Tu disais que le gars a ses habitudes dans un bar de Gemmayzé[1]. Il s'y rend régulièrement, en particulier tous les samedis soir… Tu pourrais me le présenter l'un des samedis qui vient ?

Laurence marque un temps d'arrêt pour réfléchir à ma proposition.

— Oui, je peux t'organiser ça. Sans problème. Cela ne sera pas compliqué à monter : le gars est d'un abord facile.

Beyrouth, mercredi 14 novembre 2007.

Conformément aux consignes du CDP, j'ai pris rendez-vous ce soir avec le mystérieux commandant des FSI. Il n'est pas rare qu'un poste du service à l'étranger soit contacté de la sorte par un officier membre d'un service local. Il ne s'agit pas d'un walk-in dont nous ignorons tout : l'homme est connu du service. La fiabilité de ses informations n'a pas de raison d'être remise en cause. Les deux questions qui nous occupent alors sont celles-ci : qu'a-t-il à nous apporter, et que souhaite-t-il en retour ?

J'ai donné rendez-vous au commandant dans un restaurant huppé de la capitale. Autant montrer au prospect que nous donnons du crédit à son initiative, quelles que soient les suites que nous y donnerons. Car la prise de contact n'est que le début du processus de recrutement : il faudra travailler sur son environnement, son passé, ses amis, ses réseaux. Mon invité est un officier qui n'avance pas masqué, mais la méfiance reste la règle, même si un enthousiasme de façade doit toujours accueillir le candidat.

Mon interlocuteur n'est pas très âgé, peut-être quarante-sept ou quarante-huit ans. Il a sorti le costume cravate de rigueur. Dès les premiers échanges qui portent sur son parcours, il cherche visiblement à me faire forte impression en dressant le portrait flatteur d'un officier réputé pour ses états de service. Il estime qu'il peut être utile à la France, et au service en particulier. Je ne suis pas étonné : à cause des liens historiques et culturels anciens entre nos deux pays, les Libanais en vue dans le monde militaire, économique, ou politique cherchent souvent à obtenir le soutien d'un « parrain » français susceptible de lui faire gravir les échelons plus vite que ses concurrents. C'est sans doute l'objectif de mon homme. Un dernier élément de sa biographie me convainc de la justesse du raisonnement : il est chrétien maronite, une communauté qui perçoit la France comme un allié naturel et protecteur.

Ses motivations sont claires et plutôt honorables. Pourrais-je en faire une source pour autant ? Certains détails me chiffonnent. Le premier, c'est qu'il parle fort. Très fort. Il ne me paraît pas suffisamment discret pour être utilisé de manière efficace à notre profit. Mais l'essentiel est ailleurs : quel genre d'infos peut-il m'aider à obtenir ? Tout échange avec une source est un marché gagnant-gagnant. Je te donne un accès à l'ambassade de France, tu gagnes en visibilité et en prestige. En échange de quoi, tu me donnes quelques infos exclusives et utiles à mon service.

Il est temps de connaître les éventuels accès restreints dont il dispose. Nous avons de nombreuses sources au Liban, efficaces et de haut niveau. Mais nous avons aussi un gros angle mort : le Hezbollah. Au-delà de l'utilité pour mon propre dossier, un accès privilégié à l'organisation chiite viendrait combler l'un de nos points faibles dans la région. Lui poser la question frontalement serait une erreur. Je dois le mettre sur la piste de mes intentions en le laissant venir à moi.

— Que pouvez-vous me dire sur le Hezbollah ?

À l'évocation de ce nom, mon invité se raidit. C'est tout juste s'il manque de s'étrangler en avalant de travers le morceau de pain qu'il vient de tremper dans le bol de houmous. Il balaie brusquement des yeux chaque recoin de la salle pour vérifier que personne n'a entendu ma question. Rassuré par cette précaution, le commandant se penche vers moi avec des manières de conspirateur. Puis, d'une voix devenue presque inaudible, il tempête :

— Ne parlez jamais du Hezbollah en public ! C'est un conseil que je vous donne. Ils ont des hommes partout. Partout, je vous dis ! Même ici, en plein quartier chrétien. Ils sont très puissants et leurs méthodes sont, disons… expéditives.

Il est évident que le sujet ne mérite même pas d'être approfondi. Soit il n'a aucun accès à l'organisation, soit il n'a aucune intention de se mouiller sur la question. À l'issue de la conversation, je comprends qu'il est d'accord pour me donner quelques renseignements, çà et là, sur des thématiques peu sensibles. Mais sûrement pas sur le parti d'Hassan Nasrallah. Je ne ferme pas la porte pour autant. Pendant les mois suivants, il nous donnera quelques coups de main – essentiellement une aide à l'identification de cibles intéressant le service grâce à ses propres bases de données – mais rien de déterminant.

Beyrouth, samedi 17 novembre 2007.

Voilà plus d'une heure que je discute avec Sarkis, dans le bar de la rue Gouraud où il a ses habitudes. C'est un homme de taille moyenne, très mince, presque maigre, avec des cheveux noirs frisés et des yeux tristes. Il est de confession arménienne et il n'a pas besoin de se cacher pour boire. Visiblement, il ne s'en prive pas. Nous enchaînons les daïquiris, attablés au zinc, entre deux groupes de noceurs libanais bien accompagnés qui plaisantent bruyamment à nos côtés. Quand Sarkis en boit deux ou trois d'affilée, je déguste le mien lentement pour garder toute ma concentration.

Laurence a parfaitement joué sa partition. Elle m'a présenté comme étant un militaire en mission de renfort ponctuel auprès de l'attaché militaire de l'ambassade de France. En me désignant Sarkis, elle a mentionné le fait qu'il était un journaliste très talentueux et qu'il suivait particulièrment l'enquête Hariri. Il n'a pas semblé choqué par cette précision concernant un sujet d'étude très sensible au Liban. C'est un bon point. Et puis Laurence s'est rapidement éclipsée en expliquant qu'elle devait se lever tôt le lendemain.

J'ai passé cette première heure à parler de tout et de rien avec mon nouvel ami : du pays, de la qualité des vins locaux et bien sûr des Libanaises.

— Quelles soient chrétiennes, chiites ou sunnites, elles n'ont pas leur pareil pour aguicher les hommes par leurs tenues voyantes et leur façon de jeter des regards à la ronde pour vérifier l'effet qu'elles font.

— Les Libanaises sont uniques dans leur genre, dans tout le Moyen-Orient, renchérit Sarkis avec une pointe de fierté.

Je me contente de lancer les sujets et je le laisse enchaîner. Pour l'instant, il parle. Il parle. Sans s'arrêter. C'est bon tout ça. Je pense qu'il est mûr.

— Au fait, Sarkis, Laurence a dit que tu t'intéressais à l'enquête Hariri ? Ce n'est pas trop dangereux de traiter un tel sujet par les temps qui courent et avec tous ces attentats ciblés ?

Ça y est. J'ai lancé mon estocade. Maintenant, il y a deux solutions : soit il se cabre et revient sur un autre sujet, plus banal et moins sensible pour lui. Soit il me répond naturellement et reste aussi volubile que lors de la première partie de soirée.

— Oui, c'est assez dangereux, répond Sarkis en parlant soudain plus bas et en se penchant vers mon oreille. Mon travail est très mal vu par une bonne partie des Libanais. En gros, par les alliés de Damas et les gens proches du Hezbollah. J'ai d'ailleurs reçu quelques menaces personnelles…

Bon, a priori, c'est gagné. Il ne se montre pas bloqué à l'idée d'évoquer l'enquête. On va pouvoir développer. J'apprécie néanmoins que Sarkis baisse le ton et qu'il me montre ainsi, malgré tout l'alcool qu'il a consommé, qu'il reste au fond de lui une once de lucidité. Décidément, j'ai pas mal de succès avec les piliers de bar, comme lors de ma formation initiale à Paris. Seulement, il ne s'agit plus d'un exercice monté par un instructeur de la DGSE. Là, c'est du réel.

Le jeu consiste maintenant à relancer la conversation de temps en temps, de feindre l'étonnement, de siffler mon admiration et d'ouvrir de grands yeux : mais c'est fou, ce que tu me racontes, Sarkis ! Et dans ma tête, au fur et à mesure que j'écoute mon ami libanais se confier, je construis déjà les messages que je vais devoir rédiger dès le lendemain, à l'ambassade. Je les imagine presque paragraphe par paragraphe, tout en réfléchissant à la question suivante et à la manière la plus appropriée de la poser.

Beyrouth, mardi 4 décembre 2007.

J'ai bien progressé avec Sarkis. Nous nous sommes revus plusieurs fois à l'occasion de cafés pris en fin de matinée. Il m'a confirmé que, pour la commission, tout indique que les exécutants appartiennent au Hezbollah. Certains d'entre eux semblent avoir rejoint la banlieue sud de Beyrouth après l'opération. Mais la commission ne dispose pas encore de preuves irréfutables. Or, pour que la procédure aille à son terme, il faut disposer d'éléments solides pour arrêter les suspects dans l'espoir de les confondre et d'aboutir à un procès.

J'ai alors révélé à Sarkis que j'étais en fait membre de la DGSE. « J'avais bien compris » m'a-t-il alors glissé. Cela ne le gênait pas. Au contraire. Je lui ai proposé de l'aider : s'il disposait par hasard de quelques identités et numéros de téléphone de suspects éventuels dont les noms circulaient en ce moment, je pourrais du coup interroger les bases de données du service pour lui dire si les individus appartenaient bien, selon nos renseignements, au Hezbollah. L'idée n'a pas semblé lui déplaire. Ce qui veut dire aussi qu'il a sans doute des choses à me donner. Voilà un journaliste particulièrement bien connecté.

Aujourd'hui, nous avons rendez-vous à l'entrée de la rue Gouraud, chez Paul, la fameuse enseigne de pâtisserie – un Français n'est pas forcément

dépaysé lors d'un séjour à Beyrouth. Tout en écoutant attentivement Sarkis, je termine une tarte aux fraises que je trouve particulièrement à mon goût.

Mon camarade journaliste est venu avec du lourd. J'apprends ainsi que l'UNIIIC se repose désormais, pour l'essentiel de ses recherches, sur le travail d'un homme extérieur à la commission mais devenu l'une de ses pièces maîtresse : le capitaine Wissam Eid. Ce jeune ingénieur de formation d'une trentaine d'années est responsable de la cellule technique du service investigation des FSI. Il a fait de l'enquête Hariri son bâton de pèlerin. L'officier libanais a consigné minutieusement l'ensemble des preuves et constatations techniques dans un rapport interne que l'UNIIIC s'est ensuite procuré. Et j'ai bien l'impression que mon Sarkis a pu avoir aussi accès à ce rapport ultrasecret. Inspiré par le travail des grandes agences de renseignement occidentales, le capitaine Eid a ensuite exigé et obtenu l'achat de puissants ordinateurs et de logiciels spécialisés en traitement et requêtes de bases de données. Puis, il a fait marcher son intuition et sa science du codage, aboutissant à une découverte déterminante pour l'enquête.

Wissam, en spécialiste du renseignement technique, est parti du réseau de téléphones des terroristes. Au départ, ses investigations ne donnaient rien, puisque les cartes SIM anonymes, achetées pour l'opération, ont été jetées dès celle-ci terminée. Wissam Eid a alors travaillé sur les différentes antennes-relais disposées sur l'ensemble du parcours emprunté par le convoi de Rafic Hariri le jour de l'attentat, relevant les milliers de connexions téléphoniques qui bornaient sur les antennes, minute après minute. C'est là que se nichait la pépite : le brillant capitaine s'est aperçu qu'en plus des téléphones utilisés pour l'opération, les terroristes ont gardé leur appareil personnel avec eux, dans leur poche. En croisant les informations issues des antennes-relais, il a remarqué que des paires de téléphones se suivaient en permanence. Si l'un des deux numéro avait cessé d'émettre après l'attaque, l'autre était toujours actif. En

apparence bien organisés, les terroristes avaient ici commis une erreur de débutant.

Cette trouvaille récente a permis à l'enquête de faire un énorme bond en avant. Grâce à ces numéros de téléphone, l'UNIIIC et le service investigation des FSI ont pu remonter jusqu'aux titulaires des lignes et éplucher les appels : aux amis, à la famille, aux commerçants… Voilà enfin une multitude d'informations concrètes sur lesquelles il est possible de faire un travail de renseignement efficace afin de confondre ces suspects, et surtout, remonter jusqu'aux commanditaires : État, organisation terroriste ou politique. Tous ces téléphones sont encore actifs aujourd'hui, précise Sarkis. Suivis quasiment en temps réel, ils évoluent dans la banlieue sud de Beyrouth : le fief du Hezbollah. Reste maintenant à prouver que les lignes sont bel et bien utilisées par des membres du parti de Dieu[2], et à collecter de nouveaux indices qui permettront l'arrestation et la condamnation des terroristes et de leur donneur d'ordre.

Je suis véritablement impressionné par ce travail de fourmi en tout point admirable. Pour couronner le tout, Sarkis n'est pas venu les mains vides : il dépose sur la table, en face de mon assiette, une clé USB chiffrée par ses soins à l'aide d'un logiciel récupéré sur Internet où sont réunis les numéros de téléphone des cibles, leurs noms, et quelques informations sur leur entourage respectif. Belle prise. Il me tarde de les transmettre au service et d'apporter notre pierre à l'édifice qui mènera, peut-être à la résolution d'un des assassinats politiques les plus retentissants de ce début de XXIe siècle.

— C'est une bombe que tu me transmets là, Sarkis. Tu veux quoi en échange ?

— Pour l'instant, rien. Juste des résultats.

— Et tu as obtenu tout ça comment ?

Je me sens obligé de poser cette question, même si j'ai peu de chance d'obtenir une réponse claire. Les sources du service doivent toujours préciser comment elles ont obtenu leur renseignement, et auprès de qui. Cette précaution permet de contrôler leur fiabilité, le niveau de risque qu'elles prennent, et de vérifier la qualité de leurs accès. C'est donc le rôle de chaque officier traitant de pousser ses interlocuteurs à livrer ces informations avec le maximum de détails. Mais Sarkis n'est pas encore une source : il n'a pas été formellement recruté. Et puis un journaliste, comme un espion, protège toujours l'identité de ses informateurs.

— Ça, c'est mon secret, me répond Sarkis avec un sourire en coin.

J'insiste.

— Les FSI ? L'UNIIIC ? Un juge libanais ?

Le reporter se contente d'un nouveau sourire silencieux, tout en dégustant ma dernière part de tarte aux fraises. Je n'en saurai pas plus.

Beyrouth, vendredi 7 décembre 2007.

Je viens de recevoir la réponse de Paris à la transmission des données présentes sur la clé USB. Le résultat est particulièrement décevant : aucun nom ou numéro de téléphone transmis par mon contact à l'UNIIIC n'est connu de nos bases de données. Même le travail technique effectué en deuxième niveau sur ces numéros – l'exploration des appels passés – n'a rien donné. En clair, aucune piste ne mène à des membres du Hezbollah connus de la boîte.

Que dire à Sarkis ? Je vais devoir préparer une réponse vide de sens, du genre : « les premiers contrôles sur les numéros que tu m'as transmis n'ont hélas rien donné. Nous poursuivons nos recherches et je reviens vers toi dès que j'ai du nouveau. Dans ces conditions, je le vois mal continuer à me donner des infos. La honte…

Paris, mardi 11 décembre 2007.

Je suis rentré à Paris depuis deux jours. La centrale a semble t-il apprécié mes messages envoyés depuis Beyrouth qui résumaient les informations recueillies sur place. Ils ont été lus avec attention, y compris par le directeur général. Désormais, la DGSE dispose du détail des avancées de l'enquête obtenues en particulier par le travail du capitaine Wissam Eid. Le service n'en demandait pas tant. D'après Jean, la hiérarchie est très satisfaite des progrès effectués sur ce dossier prioritaire du service depuis mon arrivée dans la section.

De mon côté, j'ai du mal à me contenter de ces résultats que j'estime honorables. Je me suis pris au jeu : j'ai envie de peser sur l'avancée de l'enquête elle-même. Je rêve de me sentir utile pour les inspecteurs de l'ONU qui mènent un travail d'investigation exigeant dans un environnement hostile. Chaque garde armé, chaque sac de sable et chaque caméra de surveillance disposée autour de leur hôtel sont là pour rappeler aux membres de la commission qu'ils sont autant de cibles pour ceux qui craignent de voir l'enquête aboutir. J'aimerais être en mesure de leur apporter une aide plus efficace depuis ma caserne située à des milliers de kilomètres de la poudrière libanaise.

J'ai retrouvé avec plaisir mon petit appartement du quartier Latin. En fin d'après-midi, je suis allé boire une pression au petit bar en bas de chez moi. Il y avait une jolie brune un peu perdue. Elle était accompagnée d'une amie, une jeune maghrébine dynamique qui monopolisait un peu trop la conversation à mon goût. J'ai récupéré le numéro de téléphone de la grande brune. C'est toujours ça de pris. En rentrant, j'ai ouvert la fenêtre malgré le froid de la nuit. J'observe la rue en contrebas et les quelques passants qui s'apprêtent à rentrer chez eux. Mes enfants me manquent. Isabelle a gardé la maison de Meaux. Nos contacts sont réduits au minimum, et concernent le plus souvent mon droit de

visite pour les enfants. Je me demande à quoi elle pense en ce moment. À moi ? J'en doute. Je me sens seul.

Boulevard Mortier, mercredi 12 décembre 2007.

Jean vient de m'appeler et me demande de venir le retrouver séance tenante dans son bureau. Je me déconnecte de ma session, je prends de quoi prendre des notes, et je traverse le couloir pour rejoindre mon chef de bureau. Le ton de sa voix est inhabituel, chargé d'excitation, avec un débit de parole ultrarapide.

— Olivier, tu vas devoir repartir pour Beyrouth immédiatement…

— Que se passe-t-il ?

— Nous venons de recevoir un message réservé[3] du poste de Beyrouth. Un walk-in vient de se signaler et cherche à entrer en contact avec le service afin de transmettre des renseignements sur le Hezbollah.

— Si c'est bien le cas, c'est une excellente nouvelle : un peu de biscuit supplémentaire sur le Hezbollah ne fera pas de mal à la boîte.

— C'est certain. Mais il peut très bien s'agir d'une provocation ou d'un piège tendu par l'organisation. On travaille en ce moment sur le numéro de téléphone utilisé pour contacter l'ambassade. Dans l'attente des résultats, tu vas récupérer ton passeport diplomatique et tu te réserves un billet d'avion pour un départ dès demain.

Que j'aime ce métier ! C'est pour vivre ce genre de moments que j'ai choisi de rejoindre la DGSE. Cette seconde où l'emploi du temps vole en éclat, où les événements s'imposent à nous, dictés par l'actualité et les opportunités à saisir. Le fait d'être affecté sur un dossier porteur, plus exposé que la moyenne, est un accélérateur d'émotions et un excellent briseur de routine. Sur le Liban, l'officier traitant apprend son métier deux fois plus vite que les autres. Après à

peine un an sur le dossier Hariri, me voilà prêt à partir pour une deuxième mission opérationnelle à l'étranger. Le pied !

Beyrouth, vendredi 14 décembre 2007.

Une seule heure de décalage horaire, un vol direct Air France d'une durée de 4 h 15 : quand on y regarde bien, Beyrouth n'est pas si loin de Paris. J'ai quitté mon appartement rue Laplace ce matin, et me voilà déjà en train de reprendre mes petites habitudes au sein du poste de l'ambassade de France, rue de Damas. Antoine, le CDP, me fait un rapide briefing de la situation. Il a chargé l'un des membres du service action rattaché au poste de préparer la récupération du walk-in dans des conditions optimales de sécurité.

Le chef de détachement du SA me présente son plan.

— On le récupère, demain samedi, sur la corniche en face du Starbucks. On lui a demandé de nous attendre sur le banc en face du bar. S'il estime qu'il n'est pas suivi et que la situation est claire, il doit porter dans sa main gauche un journal. Si nous pensons que l'environnement est sûr, on le récupère en voiture. À partir du moment où il est monté, nous débutons notre IS[4]. On a préparé un parcours sélectif[5] d'une quinzaine de minutes. À l'issue du parcours, j'appelle le poste par radio pour faire mon compte-rendu. Vert : on continue, et je vous dépose le gars au local de contact[6]. Rouge : on le débarque, et on joue une rupture.

Antoine approuve. Il complète la présentation de l'opération.

— Le local de contact est un appartement prêté pour l'occasion par un ancien secrétaire de l'ambassade aujourd'hui retraité. Il est en ce moment en vacances en France, et il nous a laissé les clés. L'appartement est idéalement placé, et dispose de deux entrées distinctes ainsi que d'un parking en sous-sol,

sans gardien, ni caméra de surveillance. Patrick va vous emmener faire un tour là-bas pour vous familiariser avec les lieux.

Tout me paraît clair et bien préparé. Le service envoie en général ses meilleurs agents pour armer le poste de Beyrouth, et ça se voit. Le poste est hyper réactif et habitué à créer des montages opérationnels en urgence.

Contrairement à l'officier des FSI, cette source potentielle est un pur walk-in : quelqu'un qui propose spontanément ses services, et dont nous ignorons tout. Les motivations des walk-in comme des sources en général peuvent être différentes selon les cas : financières, éthiques, ou égotiques. La première parle d'elle-même. La seconde est souvent la meilleure : la source désapprouve l'organisation dont elle est membre ou qu'elle côtoie, et se sent plus proche de nos valeurs. Le troisième est aléatoire : s'il peut être satisfaisant pour l'ego de donner des informations à un service de renseignement, la fiabilité de ce type de source est souvent discutable, et nécessite un gros travail de vérification. Par ailleurs, l'appât du gain ne nous met pas à l'abri d'un escroc. Enfin, une manœuvre d'un service étranger concurrent destiné à nous soutirer des informations voire à placer une taupe à l'intérieur de la boîte n'est jamais à exclure.

*

Patrick m'a invité à dîner chez lui, en famille, sitôt la reconnaissance du local de contact effectuée. J'apprécie. Nous venons de terminer le repas préparé par sa femme. J'ai fait la lecture à ses enfants avant qu'ils aillent se coucher, et je fume un cigare offert par le secrétaire sur sa terrasse avec vue sur le toit de l'ambassade de France voisine. Le couple occupe un appartement dans une rue parallèle à la représentation diplomatique. Pratique pour se rendre au travail le matin, ou pour aller rapidement récupérer un message urgent tombé pendant la nuit.

Il est de tradition qu'un missionnaire de passage dans un poste étranger soit accueilli avec force hospitalité. En la matière, les standards sont élevés, mais Beyrouth les surpasse. Je ne suis pas un grand amateur de cigare, mais pour une nuit comme celle-ci, après un bon repas, le regard posé sur la ville endormie, je trouve que les circonstances s'y prêtent. J'ai accepté sans hésiter l'imposant Montecristo, acheté en détaxe sur le port de Beyrouth, que m'a offert Patrick. Un cigare se déguste doucement, en inspirant et en expirant avec langueur. Je n'ai pas l'habitude de fumer, et je redouble de précaution pour ne pas avaler les volutes de travers et m'offrir une quinte de toux embarrassante. La nuit est claire, la température printanière. Le temps est comme suspendu. Je m'offre une parenthèse de détente et de sérénité, bien loin de mes préoccupations professionnelles et personnelles du moment. Je sais que demain, une journée chargée et délicate m'attend. J'ignore encore à quel point.

---

1 Le quartier de Gemmayzé est un quartier chrétien de Beyrouth réputé pour la richesse de sa vie nocturne. La rue Gouraud, en particulier, avec son architecture coloniale, regorge de restaurants et de bars à la mode.

2 Traduction littérale de « Hezbollah » en arabe.

3 Les messages réservés sont destinés à une liste restreinte de lecteurs, la plupart du temps d'un haut niveau hiérarchique. Un poste peut ainsi choisir de diffuser d'une manière moins large une information particulièrement sensible, ou de faire remonter une affaire gênante qui peut concerner, par exemple, les agissements douteux d'un membre du service à l'étranger.

4 Abréviation d'itinéraire de sécurité.

5 Terme désignant un type d'itinéraire facilitant l'identification d'une éventuelle filature : une rue peu passante, un escalier étroit, etc.

6 Le local de contact désigne le lieu où une source et son officier traitant se rencontrent pour travailler en toute discrétion.

AU CONTACT

Beyrouth, samedi 15 décembre 2007.

Je suis arrivé tôt ce matin au poste. J'ai relu mon dossier, passé en revue le dispositif déployé pour l'entretien avec la source, et relu les questions que j'ai préparées pour l'occasion. Je n'ai pas le droit de me foirer. S'il y a un test – un seul – qui fera de moi un officier sur lequel la boîte peut compter, c'est bien celui-là. Laurence est déjà présente au bureau, ainsi que Patrick. Le secrétaire a lancé les serveurs informatiques afin que tout soit prêt lorsque les officiers traitants et le chef de poste commenceront leur journée. Quant à Laurence, elle tape le rapport de renseignement issu de l'entretien qu'elle a eu la veille avec l'une de ses sources.

Je compulse mes notes avec nervosité, une tasse de café tiède à la main. Laurence, habituellement mutique et peu concernée par ma présence, me regarde d'un œil préoccupé.

— Tu es sûr que ça va ? Tu veux que je t'aide ?

— Non, je te remercie. Tout va très bien.

Ma réponse, prononcée sur un ton irrité à peine dissimulé, s'accompagne d'un regard noir. L'effet est immédiat : ma collègue se retourne vers son écran et poursuit son travail en m'ignorant, visiblement offensée par ma réaction sèche. Bien sûr que je suis agité. Ce n'est pas une raison pour me le faire remarquer. Je déteste être pris en défaut. Mon anxiété est ma faiblesse, mais ce n'est pas une raison pour la relever. Depuis mon arrivée dans la boîte, le

message que je m'épuise à faire passer est toujours le même : je gère. Qu'on me laisse faire mon boulot et m'agiter tranquillement. C'est tout ce que je demande.

Pour la première fois depuis mon entrée à la DGSE, je décide de prendre une arme avec moi. J'hésitais hier encore à faire ce choix, mais ce matin, le doute s'est évanoui. Je suis convaincu que je n'aurai pas à m'en servir, mais sait-on jamais : si le walk-in est un appât et que nous tombons dans un piège tendu par le Hezbollah, alors tout est envisageable, y compris l'attaque violente. Je ne peux pas écarter cette option, et je me dois d'être en capacité de réagir à armes égales.

Il y a plusieurs pistolets dans les armoires fortes du poste. Des Beretta, des Glock, et même un fusil à pompe. Je choisis un Glock 26, une arme de police ultra-compacte. Il est si petit que j'ai du mal à le tenir bien en main, à cause de sa crosse raccourcie. Mais le modèle est parfait pour rester discret. Avec un étui en toile suffisamment plat, il se glisse dans le dos, à la ceinture, et même sous une veste, sans aucune chance d'être détecté.

Je passe récupérer l'interprète du poste, Didier, un Breton dans la trentaine parfaitement arabophone, accorte et enjoué, dont le bureau est situé à quelques pas du mien.

— Vous êtes prêt, Didier ? On y va dans cinq minutes.

— Oui, c'est bon.

Je vois son regard se diriger vers ma ceinture.

— Vous prenez une arme ?

Je n'ai pas encore enfilé ma veste : l'étui avec la petite crosse du Glock qui dépasse est visible.

— Oui, juste au cas où. Normalement, il n'y aura pas besoin de s'en servir.

— C'est une bonne idée, glisse-t-il, manifestement soulagé. J'avoue que je suis un peu stressé. C'est la première fois que j'assiste à un entretien avec une source. D'habitude, je ne traduis que les interceptions.

— Je suis au courant. Tout va bien se passer. Toutes les précautions nécessaires ont été prises.

C'est donc une première pour nous deux. La pression grimpe d'un cran. Mon rythme cardiaque s'accélère. Je sais que dans le feu de l'action, il n'y paraîtra plus. J'ai les nerfs fragiles lors des préparatifs ou des moments d'introspection qui précèdent une tâche importante à réaliser. Mais je sais aussi que je suis calme et concentré face à l'épreuve. À cet instant, seule compte la bonne conduite de la mission qui m'a été confiée. Il n'est plus temps de penser aux soucis d'hier ou aux problèmes de demain. C'est aujourd'hui et maintenant.

*

— Olivier, je viens de recevoir la confirmation radio de l'équipe du SA, lance Patrick dans l'encablure de la porte. Ils ont bien récupéré la source au point de rendez-vous. Pour l'instant tout est clair. Ils vont commencer leur itinéraire de sécurité en véhicule.

Didier et moi quittons l'ambassade à pied. Nous passons devant le blindé de l'armée libanaise qui monte la garde rue de Damas pour protéger nos bâtiments. L'appartement qui va nous servir de lieu de contact est situé environ 2 kilomètres plus loin. Le trajet nous permettra de réaliser notre propre itinéraire de sécurité et confirmer que nous ne sommes pas suivis, nous non plus.

Aujourd'hui comme dans les années 1980, les trottoirs sont une denrée rare dans la capitale libanaise Il faut toujours marcher en surveillant du coin de l'œil les voitures pour ne pas se faire écraser, même si j'ai choisi d'emprunter des rues peu passantes. Le quartier d'Achrafieh est situé sur les hauteurs de la ville. Les trajets à pied prennent rapidement une tournure sportive. Avantage : c'est utile pour contrôler discrètement ce qui se passe derrière nous. De notre point haut, il est facile d'observer la rue en contrebas. Je jette un regard discret derrière nous en traversant la rue, comme pour contrôler qu'aucun véhicule ne menace de nous écraser. Il n'y a personne. A priori. Pour l'instant.

Je localise sans problème la porte d'entrée de l'immeuble où doit se tenir l'entretien, grâce à la reconnaissance menée la veille. Un nouveau regard rapide de chaque côté de la rue : personne. J'actionne la clé de la lourde porte en bois et fer forgé, et nous nous engouffrons d'un pas pressé dans le couloir sombre qui mène à l'escalier. Premier étage, porte de droite. Mon jeu de clés comporte cinq clés de différentes tailles. Celle pour ouvrir la porte de l'appartement est une petite clé ronde couleur argent. Je l'ai repérée plus tôt afin de ne pas nous éterniser sur le palier et éviter de croiser un voisin.

L'appartement est chichement meublé. J'effectue un bref contrôle visuel de toutes les pièces, puis je gagne le salon où se déroulera l'entretien. L'interprète m'aide à préparer les lieux. Une table basse trône au milieu du salon. Nous disposons une brique de jus d'orange et quelques biscuits sur une assiette. Autant se montrer un minimum accueillant avant de rentrer dans le jeu des questions/réponses. Voilà, tout est prêt. Il n'y a plus qu'à attendre.

La sonnette de l'entrée vient de retentir dans un drôle de roulement métallique qui me fait sursauter. Je remets en place mon pistolet qui a tendance à remonter dans le bas du dos quand je me lève. J'ouvre. La porte d'abord, les

yeux en grand ensuite : le walk-in est une femme voilée en noir, de la tête au pied, à la manière des chiites. Personne ne m'avait prévenu.

— On n'allait pas l'obliger à se changer dans la voiture, glisse l'équipier, en réaction à ma surprise.

Une chiite voilée en plein quartier chrétien : pour la discrétion, on repassera.

L'équipier du SA quitte l'appartement et referme la porte derrière lui. Sa mission est terminée. J'installe notre invitée dans un fauteuil, face à moi, mon carnet de notes posé sur les genoux. Je lui propose un verre de jus d'orange. Elle refuse en arborant un sourire timide.

À peine ai-je eu le temps de me présenter que j'entends un homme hurler en arabe dans un mégaphone. La voix est forte et provient de la rue située en contrebas, juste sous nos fenêtres. Je ne comprends rien, mais je devine qu'il vocifère des consignes avec agressivité. Je suis pris d'un vertige de frousse. Je vois l'interprète et le walk-in qui se raidissent, eux aussi saisis par la peur. Ça y est : nous avons été repérés et dénoncés par un voisin. La police a encerclé les lieux. Une décharge d'adrénaline me soulève le cœur. La seule échappatoire est de s'enfuir par la fenêtre opposée. Quel con : je n'ai pas vérifié la faisabilité de la manœuvre en entrant, et je n'ai aucune idée de la hauteur qui nous sépare du sol. Merde !

Tout mon corps est en alerte. À court d'idées, je cherche de l'aide dans le regard de mon interprète. Il apparaît subitement bien plus détendu. Notre source aussi. Qu'est-ce qui leur prend à ces deux-là ?

— J'ai compris ce que dit le gars : c'est le vendeur de patates du quartier ! lance l'interprète avec un rire nerveux. J'ai eu peur, mais tout va bien. Reprenons l'entretien.

Je n'ai jamais été aussi soulagé de toute ma vie.

Notre walk-in se présente à son tour. C'est une chiite de la Bekka, la longue plaine de l'ouest du pays, entre le mont Liban et l'Anti-Liban, tout près de la frontière syrienne. Grande, mince, les mains jointes sagement posés sur les genoux, elle vient d'une famille noble réputée pour son opposition au Hezbollah. À cause de cet héritage, elle est ostracisée au sein de sa communauté, et peine à asseoir l'influence qui devrait être la sienne eu égard à sa lignée. Elle n'attend pas de rémunération directe, mais elle vante les bienfaits d'une petite structure d'aides aux familles chiites défavorisées qu'elle souhaiterait que nous aidions financièrement. L'idée n'est pas mauvaise en soi, mais je fais part d'une réserve : un soutien trop marqué de l'ambassade pourrait manquer de discrétion. Nous en rediscuterons.

Voilà pour les motivations. Mais que pouvons-nous obtenir en échange ? Que connaît-elle du fonctionnement interne du Hezbollah ? Quels responsables côtoie-t-elle ?

— Je les connais tous. En tout cas, tous ceux de mon village, répond-elle avec assurance.

— Si je vous donne des noms, pouvez-vous me confirmer s'ils appartiennent au parti, me préciser leurs fonctions, leurs liens familiaux, les numéros de téléphone de leur entourage ?

— Oui, c'est possible. Suivant les cas.

Au bout de deux heures d'entretien, j'ai la conviction que la femme qui se tient en face de moi est bien ce qu'elle prétend être. Avoir une source proche du Hezbollah, même éloignée du sommet de l'organisation, c'est déjà un premier fil à tirer. Je ne crois pas à un piège. Je sens en revanche qu'il existe un décalage entre ses prétentions financières, que je juge élevées, même pour une

œuvre de charité, et la valeur des renseignements qu'elle pourrait nous communiquer. Elle ne sera pas en mesure de nous fournir du renseignement stratégique sur le Hezbollah par exemple.

Dans le cadre de l'enquête Hariri, son accès, même indirect, à l'organigramme de l'organisation peut nous être d'une aide immense. Je lui présente les noms obtenus auprès de Sarkis et les portraits-robots des individus qui intéressent l'UNIIIC. Notre invitée les regarde attentivement et prend en note chacune des identités présentées. Il faudra nous revoir pour obtenir le résultat de son travail. Pour déterminer le lieu et l'heure du futur rendez-vous, je lui confie un téléphone portable démarqué[1]. Je lui donne aussi un peu d'argent liquide pour qu'elle puisse se payer le taxi retour. Elle sort seule de l'appartement. L'interprète et moi quittons le local de contact dix minutes plus tard, sans incident.

Mission accomplie. Je rejoins l'ambassade à pied, satisfait et serein. Une fois au bureau, je n'aurai plus qu'à écrire le compte-rendu détaillé de l'entretien. Détaillé jusqu'à un certain point : l'épisode du vendeur de patates et ma réaction de panique peu glorieuse ne méritent sans doute pas que je m'y attarde…

Beyrouth, jeudi 20 décembre 2007.

Mon walk-in m'a appelé hier avec le téléphone démarqué de liaison. Elle m'a annoncé avoir des informations à me transmettre. Nous avons convenu d'un échange à distance. Si la situation ne l'exige pas, il est préférable d'éviter au maximum les rencontres, par définition risquées. Je lui ai donc proposé un classique du métier que l'on voit souvent dans les films d'espionnage : elle déposera dans un lieu public une enveloppe contenant les renseignements, que

je viendrai récupérer tout de suite après son départ. Le lieu choisi est un café d'Hamra, une célébre avenue commerçante parfois surnommée « les Champs-Élysées de Beyrouth ». J'y ai repéré un faux-plafond dans les toilettes des hommes constitué de plaques de polystyrène. Il n'y a pas de raison que ce soit différent chez les femmes, les deux WC étant mitoyens. Il lui suffira de soulever l'une des plaques et d'y déposer l'enveloppe.

Je demande à Laurence de bien vouloir récupérer la livraison pour moi, ce qu'elle accepte. Elle se rend dans le café, et découvre l'enveloppe à l'endroit prévu, pliée en quatre et maintenue par un élastique. Une fois en possession du précieux colis, j'enlève l'élastique et découvre deux papiers manuscrits. Malgré l'écriture arabe que je lis mal, je distingue quelque chose qui me confirme l'excellent pressentiment que j'avais : des chiffres. À l'évidence, ce sont des numéros de téléphone accolés à des noms. Ça sent très bon.

Je fais tout de suite appel au traducteur afin qu'il confirme mon intuition. Depuis l'entretien et le coup de chaud qui nous a fait paniquer, nous formons un duo soudé. Je perçois chez lui une certaine excitation. Ses yeux se déplacent de phrase en phrase à une vitesse folle.

— Elle a pu identifier deux des noms que vous lui avez donnés. Tous deux sont des membres connus du Hezbollah !

— Excellent !

— Elle donne ensuite trois numéros de téléphone reliés au premier nom. Ici, c'est celui de son père. Celui-là appartient à son frère. Il y a aussi le téléphone d'un oncle.

— De mieux en mieux !

— En revanche, il n'y a pas de numéro relié au deuxième individu.

— On fera avec.

Les bonnes nouvelles ne s'arrêtent pas là. — Elle a aussi rédigé pour chacun des membres une courte biographie, et indique leurs dates de naissance

respectives.

— Parfait. Pouvez-vous me traduire les numéros de téléphone ? J'ai hâte de voir s'ils sont connus de nos bases de données.

Je suis aux anges. Mes espoirs ne sont pas déçus. Ils sont même dépassés : les informations sont nombreuses et très précises, davantage que ce que j'imaginais. Le fil est tendu, à nous de tirer la pelote.

L'interprète s'exécute, aussi impatient que moi de connaître la suite de l'histoire. Je rentre les trois numéros de téléphone dans le système. Bingo ! Deux numéros apparaissent dans des échanges téléphoniques de trois suspects démasqués par le capitaine Wissam Eid. C'est un pas de géant dans l'enquête : nous sommes enfin en mesure de relier les suspects à une organisation. Le pied ! L'intuition de l'UNIIIC était la bonne, mais la voilà confirmée par des faits objectifs. Je prépare un message au service pour lui demander l'autorisation de transmettre ces nouveaux éléments à Sarkis, mais également à la commission internationale.

Beyrouth, vendredi 21 décembre 2007.

L'adrénaline qui s'est emparée de moi depuis hier n'est pas redescendue à mon réveil. À mon arrivée au bureau, je continue de fouiller dans la base pour chercher des liens entre ces nouveaux noms et d'autres individus déjà répertoriés par le service.

Le facteur vient de déposer le courrier à l'ambassade. Je suis un agent de passage, il n'y a rien pour moi d'habitude. Pas ce matin : le secrétaire m'apporte une lettre d'Isabelle. Je sais qu'elle aime écrire, mais recevoir des nouvelles de sa part sous cette forme est inédit. Je reconnais toute de suite son écriture ronde

et soignée. Choisir ce mode de communication au XXIe siècle est le signe qu'elle estime avoir des choses importantes à me dire. Des choses qu'elle n'a pas voulu, ou pas su me dire de vive voix. Mon estomac se noue.

La lettre est longue et fait plusieurs pages. Elle aurait pu tenir en une seule phrase : Isabelle me trompait. Depuis des années. Elle n'a jamais trouvé le courage de me l'avouer. Une fois, dans notre maison de Meaux, elle dit avoir été à « deux doigts » de me révéler cette « aventure » selon le mot qu'elle emploie. En vérité, je comprends entre les lignes qu'il ne s'agit pas d'une aventure mais d'une authentique histoire d'amour. Elle est en couple avec cet homme, un collègue de travail rencontré à Verdun, aujourd'hui encore.

Voilà. Tout s'éclaire enfin. Je me suis torturé le cerveau pour chercher une explication tordue à ce qui était d'une confondante banalité : mon épouse était amoureuse d'un autre homme. J'avais l'impression que son esprit était ailleurs et j'avais raison. Mon histoire avec Isabelle est donc définitivement terminée. L'espion de la DGSE capable de percer les secrets les mieux gardés au dehors n'a rien vu de celui qui se nichait au cœur de son propre foyer. La lecture de la lettre me fend le cœur en deux. Je m'en veux d'avoir été si naïf. Mais je n'en veux pas à Isabelle. Même après ce coup de massue, je garde l'espoir qu'un jour peut-être elle reviendra vers moi.

Je sors de l'ambassade le temps de passer un coup de fil. J'ai besoin de m'épancher, de me confier à une oreille attentive et familière. Je décide d'appeler Pierre. J'ai de la chance : il décroche. Je lui explique le contenu de la lettre sans détour.

— Tu me fais rire, Olivier. Toi, le grand espion, tu t'es fait rouler par ta propre femme malgré les évidences ! Tu aurais dû m'écouter. Allez, va, ça te fera une bonne histoire à raconter.

— Ce n'est pas tellement ce que j'ai envie d'entendre, là, tout de suite.

Son ton se fait plus empathique.

— OK… Excuse-moi. Mais il est temps de tourner la page maintenant, crois-moi. L'affaire est morte depuis longtemps. Oublie tout ça.

Je raccroche, le regard vide. Une excellente idée ce coup de fil, vraiment. Qu'est-ce qu'il peut m'agacer cet imbécile, parfois. Je me répète ses derniers mots et me ravise. Peut-être que ça sert à ça, un véritable ami. À dire les choses. À dire la vérité. Surtout celle que l'on ne veut pas entendre.

Je marche le long de la rue de Damas en direction du quartier voisin de Sodeco. Je n'ai pas envie de rentrer à l'ambassade. D'ailleurs, je ne sais pas de quoi j'ai envie. Peu importe. Je continue à marcher, sans m'arrêter, au milieu des passants indifférents et des embouteillages de fin de journée. Jusqu'à la mer.

Je rentre en fin d'après-midi au poste pour prendre connaissance des nouveaux messages arrivés de la Centrale. Paris m'aura peut-être déjà répondu ? Effectivement, c'est bien le cas. Je lis mes consignes et je reçois en plein fouet une nouvelle décharge : interdiction absolue de transmettre les renseignements obtenus grâce au walk-in du poste. L'explication est donnée au paragraphe suivant : le service n'a pas à interférer dans une enquête internationale en cours. Et comment justifier auprès de l'UNIIIC que nous ayons eu accès à la liste des suspects et aux numéros de téléphone sur lesquels travaillent ses inspecteurs ?

Antoine passe dans mon bureau et remarque ma tête déconfite. Il comprend que je viens de prendre connaissance du message parisien :

— Laisse faire la commission. Elle va très bien avancer toute seule, tu verras : avec le service investigation des FSI, elle dispose du meilleur allié possible sur place. Et puis, retiens bien cette règle d'or : « la Centrale a toujours raison. Même quand elle a tort ! ». Il n'y a plus qu'à obéir.

Quelle journée pourrie !

Beyrouth, lundi 24 décembre 2007.

J'ai rendez-vous ce matin avec le B2, le service de renseignement de l'armée libanaise. Antoine a décidé de profiter de ma présence au poste pour me confier la mission de resserrer nos liens avec ce service, et notamment son bureau analyse, commandé par le colonel B. Avec le B2, la boîte coopère ouvertement et sans crainte. Travailler avec l'armée libanaise, c'est travailler avec le Liban dans sa diversité, au-delà des clans et des différentes confessions religieuses. Pourtant, face à un officier, on ne sait jamais à qui on a réellement affaire. Un ami de la Syrie ? Un opposant farouche du régime de Damas ? Un proche du Hezbollah ?

Au sein de l'institution, les affinités individuelles existent, mais elles sont bien dissimulées. L'armée libanaise tient à sa fragile cohésion, elle qui s'est retrouvée malmenée par des guerres internes fratricides lors de la guerre civile. En public comme face à un agent de la DGSE, aucun officier ne prend le risque d'évoquer ses convictions personnelles ou les dossiers susceptibles de faire naître des divergences internes. La Syrie et le Hezbollah sont des sujets tabous. En revanche, il n'y a aucun problème pour traiter du dossier de l'islamisme radical et du terrorisme international. Et sur le sujet, il y a de quoi faire au pays du Cèdre.

Outre le camp palestinien d'Ain el-Héloué qui offre traditionnellement un refuge apprécié pour les terroristes de passage, la formation d'un nouveau groupe djihadiste, le Fatah al-Islam au nord du pays à l'été 2006, est un sujet de préoccupation commun. Ses effectifs de combattants ont connu une forte croissance. Des djihadistes étrangers sont rapidement venus grossir leurs rangs :

des Saoudiens, des Irakiens, et des Tunisiens en particulier. Al-Qaida a même envoyé son représentant régional pour évaluer le sérieux de l'organisation.

Avec le soutien tacite de la communauté internationale, l'armée libanaise s'est emparée du problème l'été dernier, en utilisant la méthode forte. Elle est entrée dans le camp et s'est confrontée à un long et difficile combat de rues, face à des jihadistes déterminés à se battre jusqu'à la mort. Elle a fini par avoir le dessus sur l'organisation en reprenant totalement le contrôle du camp. Aujourd'hui, les anciens membres du Fatah al-Islam ont soit été tués soit faits prisonniers. Certains, pour une partie infime, sont parvenus à prendre la fuite. L'expédition a permis à l'armée de retrouver un peu d'éclat sur la scène nationale et au-delà, elle qui a si souvent été humiliée pendant la guerre civile à force d'immobilisme.

Ces derniers mois, la DGSE travaille avec le B2 pour aider à localiser les cadres d'al-Qaida de passage au Liban. La réunion s'est bien passée. Les échanges de renseignements m'ont semblé équilibré en termes d'intérêt. Je rentre à l'ambassade. Ce soir, c'est la veillée de Noël et Patrick et sa famille m'ont gentiment invité à fêter le réveillon avec eux, afin que je ne reste pas seul dans ma chambre d'hôtel.

Le soir venu, j'observe avec envie cette famille unie et l'enthousiasme des enfants déballant leurs cadeaux dans le salon. Je me sens terriblement seul. Je n'ai plus de famille. Ma vie personnelle est un échec complet. Mes hôtes connaissent mes déboires conjugaux. Ils ont cherché à combler ce vide en m'invitant à partager ce moment de joie. Je suis reconnaissant, mais l'effet produit est inverse : j'ai le cœur serré. J'essaye de faire bonne figure. Je crois que malgré mes efforts, mon sourire de façade ne convainc personne.

Beyrouth, vendredi 28 décembre 2007.

Il faut que je remonte la pente. Je ne peux pas me contenter uniquement de mon travail, aussi passionnant soit-il. Le bonheur, ce n'est pas qu'un mot de félicitation de son chef en arrivant au bureau. Le réveillon de la Saint-Sylvestre approche, et avec lui, la promesse d'une nouvelle année où tout reste à écrire. Isabelle a mené le jeu à mon insu, c'est désormais à moi de reprendre la main sur le cours de mon existence. Secoue-toi bon Dieu !

Pendant les congés de Noël, le poste tourne au ralenti. Nous faisons des tours de permanence pour assurer le service minimum. Je ne suis pas de garde aujourd'hui. J'ai décidé de prendre l'air. Me voici en train de marcher dans les montagnes qui surplombent Beyrouth avec un groupe de randonneurs et son guide. J'ai trouvé cette petite sortie récréative en cherchant de quoi m'aérer sur Internet. Le nom du site avait le mérite de la clarté : Lebanese Adventure. C'était exactement ce qu'il me fallait. Ce soir, il y aura une veillée avec des chants accompagnés à la guitare. Avec les Libanais, je sais que nous allons revisiter les standards de la chanson française des années 1960, Aznavour et Joe Dassin en tête. Ça m'ira très bien.

Ce matin, sur le parking où les organisateurs nous avaient donné rendez-vous, j'ai aperçu une jolie femme au regard doux et à l'allure sportive. J'ai espéré qu'elle fasse partie du groupe. C'était le cas. « Bonjour, moi c'est Kate ». Elle est canadienne. Elle parle le français avec un accent québécois dont nos accompagnateurs se moquent ouvertement.

En ce mois de décembre, les montagnes libanaises sont couvertes de neige à haute altitude. Nous sommes équipés de raquettes pour éviter les chutes et nous aider à avancer plus confortablement. La randonnée est physique, et de

fait, dans les montées, il est difficile de marcher côte à côte pour engager la conversation. Je me suis placé derrière Kate. Tout en calant mon souffle sur le rythme de sa marche, j'observe sa chevelure brune onduler en cadence à chacun de ses pas.

---

1 Téléphone portable « nu » non lié à un forfait et une identité, dans lequel est insérée une carte sim prépayée.

FEU DE DÉTRESSE

Beyrouth, jeudi 11 janvier 2008.

Je prends un café avec Sarkis sur l'une des terrasses du centre-ville dont le quartier a été entièrement reconstruit et réhabilité après la guerre civile. L'ensemble a fier allure avec ses zones piétonnes et ses immeubles reproduits à l'identique, dans le style des années 1930 de l'époque. Le projet a d'ailleurs été lancé par Rafic Hariri, dont le gouvernement avait décidé d'en confier la charge au secteur public, et en particulier à la société Solidere. Or, cette société a été créée en 1994 par Hariri lui-même. De nombreux observateurs n'ont pas tardé à relever cette évidente collusion des intérêts politiques et économiques. Le personnage avait aussi ses zones d'ombre, j'en ai bien conscience.

Sarkis me confirme que le service investigation des FSI, et son petit bureau technique commandé par le génial capitaine Wissam Eid réalisent décidément un travail de fond absolument remarquable.

Les enquêteurs de la commission ont donc décidé de rencontrer le capitaine Eid afin de profiter plus directement des fruits de son travail. Sa motivation pour remonter la chaîne des responsabilités est sans égal. Le service de renseignement technique auquel il appartient, récemment créé, est presque exclusivement constitué de sunnites, tous proches du Courant du futur, le parti politique de feu Rafic Hariri. Un élément de contexte qui explique sans doute sa détermination à faire toute la lumière sur l'assassinat. Les financements dont

il bénéficie proviennent en grande partie de l'Arabie saoudite, qui cherche naturellement à jouer la carte sunnite au Liban afin d'étendre son influence dans la région et de contrecarrer celle de l'Iran et de son allié chiite, le Hezbollah.

Beyrouth, samedi 13 janvier 2008.

Paris ne me manque pas. Je suis confortablement assis dans un canapé aux coussins ocre du T-Marbuta, un café à la décoration orientale chic de la rue Hamra. Il est bientôt minuit et je n'ai aucune envie de rentrer à mon hôtel. Je suis avec Kate, qui a accepté mon invitation à dîner. Elle est professeure de musique dans une école internationale de la capitale. Le repas terminé, nous enchaînons les tasses de thé à la menthe en parlant de tout – excepté de mon véritable métier, bien entendu. Je lui ai dit que je travaillais aux côtés de l'attaché militaire de l'ambassade de France. Elle ne s'est pas montrée plus curieuse d'en savoir plus.

Je n'ose pas me rapprocher d'elle. J'aimerais tellement m'asseoir à ses côtés, poser ma main sur la sienne. Je dois être un peu rouillé. Elle m'intimide. Ai-je peur du ridicule ou qu'elle repousse mon avance ? Sans doute un peu des deux.

Je raccompagne Kate en voiture. Mon hôtel n'est pas très loin de son appartement. Je me gare devant la porte de son immeuble. C'est le moment. Ne la laisse pas filer, imbécile. Allez, bouge-toi bon sang !

— Tu m'invites à prendre un café chez toi ?

J'ai montré mon jeu. À elle de découvrir le sien.

— D'accord.

Nous prenons l'ascenseur. Kate pousse la porte de son appartement. Elle retire d'emblée ses chaussures. Je l'imite aussitôt. Les lieux sont plongés dans le

noir et je ne distingue rien de précis à l'intérieur. Ça n'a pas d'importance. Mes pensées sont pour elle.

— Au fait, Olivier, je t'ai menti : je n'ai pas de café, avoue-t-elle en s'approchant de moi.

Beyrouth, jeudi 25 janvier 2008.

Il est 13 h 50 quand je quitte l'ambassade avec la Jeep Cherokee du poste pour me rendre à mon rendez-vous avec le B2, dans le quartier d'Hazmiyeh. Je suis en retard et je lutte contre les embouteillages, bloqué encore une fois entre le Lycée français et le siège des FSI. En abordant enfin la quatre-voies, le trafic se fluidifie : j'ai de bonnes chances de rattraper mon retard et d'arriver à l'heure.

Je n'ai pas fait un kilomètre lorsqu'une énorme explosion retentit. Le centre de la déflagration est très proche : l'onde de choc traverse tout mon corps. Je roulais la vitre ouverte, et le blast m'a fait si peur que j'ai donné un coup de volant brusque qui m'a presque envoyé sur la glissière de sécurité. La détonation paraît provenir de la rocade située quelques mètres en contrebas, sur ma gauche. Je m'arrête 50 mètres plus loin sur le côté droit de la route, en prenant soin de déclencher les feux de détresse. Toutes les voitures autour de moi font de même. Une longue colonne de fumée noire s'élève haut dans le ciel, au-dessus du carrefour de Furn el-Chebak. Une pluie d'objets s'abat bientôt sur nos têtes : un pneu, des morceaux de tôle tordus, des débris noircis impossible à identifier.

« Putain, il devait y avoir au moins trente kilos d'explosifs ! » Je ne sais plus si j'ai crié cette phrase tout haut, ou si je l'ai simplement pensée avec force intensité. Je suis sous le choc, et pourtant, déformation professionnelle oblige,

tous mes sens sont en éveil. Je réfléchis à mille à l'heure. À une dizaine de mètres de moi, un homme a grimpé sur la rambarde qui sépare la voie rapide de la rocade qu'elle surplombe. Les mains sur le visage, il observe ce qui est à l'évidence un nouvel attentat. Je traverse les voies pour le rejoindre, en veillant à ne pas me faire renverser par les rares automobilistes qui, trop paniqués, cherchent à fuir les lieux.

C'est un terrible spectacle de désolation qui s'offre à mon regard. Un large cratère noir autour duquel je distingue des corps immobiles, et d'autres qui se déplacent au ralenti. Des cris, des pleurs, des râles de blessés agonisants. L'émotion attendra. Je sors mon vieux Nokia pour passer un coup de fil au chef de poste mais le réseau téléphonique est saturé. Tout le monde veut donner des nouvelles rassurantes à sa famille en même temps.

J'entends déjà les ambulances qui se précipitent vers l'épicentre de la déflagration. Elles n'ont pas traîné. Je me dis qu'il ne sert à rien de rester là. Je regagne la Jeep et je reprends la route pour me rendre à mon rendez-vous au B2 libanais. Je suis obligé de contourner une énorme pièce de moteur calcinée qui trône au milieu des voies. Le B2 sera sans doute l'un des premiers services à avoir des informations. Les officiers libanais me feront un compte-rendu de première main qui fera gagner un temps précieux au poste et à la centrale.

Dix minutes plus tard, je franchis le check-point principal qui garde l'entrée du siège des services de renseignement de l'armée. Je retrouve le colonel B. dans son bureau. Il est livide.

— Wissam Eid ! Ils ont tué Wissam Eid !

Mes jambes vacillent. Non, ce n'est pas vrai.

— Vous êtes sûr ?

— Évidemment ! Ils ont piégé sa voiture !

— Mais qui ça « ils » ?

Le colonel m'observe avec le regard de celui qui sait mais ne peut rien dire. Inutile d'être un maître de la télépathie pour sonder sa pensée : c'est au Hezbollah qu'il songe. Je partage cette analyse. Qui d'autre avait intérêt à faire tomber la pièce maîtresse du dossier d'accusation qui allait bientôt désigner l'organisation chiite comme probable maître d'œuvre de l'assassinat de Rafic Hariri ? L'hypothèse syrienne ne peut pas être exclue à ce stade, mais mon travail ces dernières semaines avec Sarkis m'a convaincu du rôle trouble du Hezbollah dans l'assassinat de l'ancien premier ministre. À moins que nous ayons ici affaire à une opération conjointe entre le parti de Dieu et Damas dont les objectifs se confondent souvent, au Liban.

Quelle que soit l'organisation à la manœuvre, cette nouvelle attaque doit être comprise comme un signal. Les commanditaires nous font savoir que l'enquête avance trop vite à leur goût, et peut-être un peu trop dans la bonne direction. Les équipes d'enquêteurs de la commission sont forcément infiltrées, d'une manière ou d'une autre, par le Hezbollah. Même avec un léger retard, le mouvement chiite est informé de ce qui s'y trame. Où s'arrêteront-ils ? Après la mort de Wissam Eid, qui d'autre devra payer de son sang la recherche de la vérité ? Le colonel B. me fixe, bouleversé. Au-delà de la mort brutale d'un membre talentueux des FSI, peut-être craint-il pour sa propre vie, quand bien même il n'est pas lui-même au cœur des investigations.

Mon entretien avec le colonel B. s'achève, forcément raccourci en raison de l'actualité. Je rentre à l'ambassade par la même quatre-voies qu'à l'aller. La route a déjà été nettoyée et dégagée. La ville est redevenue calme, plongée dans cette fausse torpeur qui succède à un attentat. À mon arrivée au poste, je rédige un compte-rendu pour Paris. Je ne me laisse toujours pas gagné par l'émotion, soucieux de rester professionnel dans l'adversité. Puis je rentre à l'hôtel, monte

les marches jusqu'à ma chambre en évitant l'ascenseur. Sitôt la porte refermée derrière moi, je m'affale sur le canapé, les nerfs et le corps vidés de leur dernière goutte d'énergie.

*

Aujourd'hui, et pour la première fois de ma carrière d'espion, j'ai vu la mort de près. Demain, ce sera peut-être moi la cible à abattre. Même si le service et moi-même jouons un rôle très secondaire dans cette affaire, pourquoi le parti de Dieu s'arrêterait-il en si bon chemin ? Il a très bien pu s'apercevoir que je travaille aussi sur le sujet ? S'en prendre à un espion français, voilà qui produirait une déflagration plus importante encore, et alerterait les chancelleries du monde entier. Tous les agents secrets connaissent le danger inhérent à la profession. Mais être préparé à cette idée n'a rien à voir avec le fait d'y être confronté. Je ne sais pas si je vais trouver le sommeil cette nuit.

En fermant les yeux, je repense à Wissam Eid. Je ne l'ai jamais rencontré, mais j'ai l'impression de le connaître tant j'ai entendu son nom prononcé ces dernières semaines. Tous ceux qui l'on approché sont unanimes : l'officier Eid était un as du renseignement technique, un véritable génie dans son domaine. Pour le Hezbollah, tuer Wissam Eid, c'était abattre la clé de voûte de toute l'enquête. Ce que l'organisation ignore, c'est que l'UNIIIC n'abandonnera pas le sillon tracé par le capitaine, et poursuivra son travail, coûte que coûte. J'en suis intimement convaincu.

ÉPILOGUE

Paris, juin 2019.

La semaine suivant l'attentat qui a coûté la vie à Wissam Eid, le service prenait la décision prudente de me rapatrier à Paris. Au même moment, l'UNIIIC et la très grande majorité de ses enquêteurs quittaient eux aussi Beyrouth pour s'installer à La Haye, aux Pays-Bas, dans des conditions de travail et de sécurité enfin optimales.

La commission d'enquête a poursuivi son travail jusqu'à ce que le Tribunal Spécial pour le Liban de l'ONU (TSL), créé pour faire la lumière sur l'assassinat et la vague d'attentats qui a suivi, prenne le relais en mars 2009. Ce dernier a finalement émis quatre mandats d'arrêt contre des membres du Hezbollah suspectés d'avoir pris part à l'attaque contre l'ancien premier ministre, dont le chef supposé de l'opération, Moustapha Badreddine. L'organisation chiite a toujours refusé de les remettre à la justice, bloquant de fait la suite de la procédure judiciaire. Aucun des individus sur lesquels je travaillais ne figurait parmi eux.

Si de lourds soupçons pèsent sur ces quatre suspects, et en l'absence de procès, ils restent à ce jour présumés innocents. L'attentat contre Rafic Hariri reste donc non élucidé. Je suis aujourd'hui convaincu que, si les exécutants sont membres du Hezbollah, le régime syrien est le véritable commanditaire du crime, et son principal bénéficiaire. Hariri était l'un des chefs de file de la

contestation de l'ingérence syrienne, et un inspirateur pour nombre d'autres opposants. Sa mort était une punition, mais surtout un signal fort avertissant que les critiques antisyriennes seraient réduites au silence, quels que soient le rayonnement et le prestige de ses promoteurs. Je livre ici l'analyse personnelle d'un bon connaisseur de la région et de ses spécificités : aucune preuve n'est jamais venue appuyer solidement cette thèse.

Un fait objectif interpelle néanmoins. Dans les années qui ont suivi l'attentat, plusieurs hauts responsables syriens des services de renseignement ont trouvé la mort, dans des circonstances souvent douteuses[1]. Ils étaient, pour certains d'entre eux, des témoins privilégiés du processus de décision de l'époque et assistaient aux principales réunions au sommet de l'État. Si l'ordre de supprimer le premier ministre libanais en plein Beyrouth avait été donné par l'homme fort de Damas, tous ces responsables auraient été informés du projet, d'une manière ou d'une autre. Il était peut-être préférable de s'assurer qu'ils emportent avec eux ce secret dans la tombe.

Quant au Hezbollah, il est aujourd'hui plus puissant que jamais, à la fois sur le plan militaire et politique. Le service investigation des FSI a payé le prix fort de la mise en cause des quatre responsables du parti de Dieu. Outre Wissam Eid, le chef de service, le général Wissam al-Hassan, a trouvé la mort à son tour dans un nouvel attentat à la voiture piégée, le 19 octobre 2012. Je retiens que ce nouvel assassinat a été organisé avec la même minutie que pour l'attentat contre Rafic Hariri.

Pied de nez de l'histoire, le fils de Rafic Hariri, Saad Hariri, est l'actuel premier ministre du Liban, à l'heure où j'écris ces lignes. Il est activement soutenu par l'Arabie saoudite sunnite qui le pousse à adopter une ligne dure face au Hezbollah chiite. Mais le fils Hariri est un homme de compromis, un

pur produit de ce fragile équilibre « à la libanaise » censé tenir le pays éloigné du spectre de la guerre civile. Fort de bons résultats électoraux, le parti de Dieu a acquis une certaine légitimité politique, et participé à plusieurs gouvernements libanais. Ses troupes, alliées du régime syrien, ont été engagées sur tous les fronts chauds de la guerre civile en Syrie.

Au Liban, si le parti est désormais suffisamment fort sur le plan politique pour ne plus avoir recours aux armes, tout le monde sait que le Hezbollah peut rapidement retrouver le chemin des bombes. À cet égard, les événements du 12 juin 2016 ont sonné comme un triste rappel. Quelques semaines plus tôt, les banques libanaises, cédant à des pressions américaines, avaient ordonné le gel des avoirs de plusieurs investisseurs liés à l'organisation. Sans argent, le Hezbollah courait à sa perte. Ce dimanche-là, une explosion frappe un établissement bancaire en plein centre de Beyrouth. La banque était fermée, aucune victime n'a été déplorée. L'attentat n'était pas destiné à tuer. Ce n'était pas nécessaire : le message était passé.

*

Kate et moi avons emménagé ensemble à Paris, en 2009. Le service a été informé comme il se doit de cette relation. Nous nous sommes mariés en 2014. Nous avons deux enfants aujourd'hui âgés de quatre et six ans. Deux petits franco-canadiens parfaitement bilingues. Isabelle et moi n'avons jamais rompu le contact, pour le bien de nos deux enfants. Ils sont aujourd'hui âgés de dix-huit et vingt ans. Ils ont appris la véritable profession de leur père en 2012. Tous deux étaient très étonnés et m'ont bombardé de questions. J'ai répondu à celles que j'ai pu, conformément au principe « mieux vaut en dire le moins possible ».

Je suis rentré à la centrale, en février 2008, juste après l'attentat contre Wissam Eid. J'ai mis fin à mon journal dans la foulée. Un espion qui couche sur le papier son quotidien, cela n'est pas très convenable. Lorsqu'un agent quitte la caserne Mortier ou son poste le soir, il n'emporte avec lui aucun document lié de près ou de loin à son travail.

Pendant les neuf années suivantes, j'ai continué à gravir les échelons de la hiérarchie du service. J'ai occupé différents postes, en France comme à l'étranger, tous aussi passionnants les uns que les autres. Mais j'ai toujours gardé, au fond de moi, une tendresse particulière pour le Liban. Après quinze ans de bons et loyaux services, j'ai quitté la DGSE et pris ma retraite de l'institution militaire en 2017, avec le sentiment du devoir accompli.

Cette décision était mûrement réfléchie. J'ai vécu des années passionnantes au cœur de la matrice. Mais cette vie d'aventure m'a éloigné de ma famille et de mes enfants. Elle m'a sans doute – en partie au moins – coûté mon premier mariage. Je ne voulais pas qu'elle mette en péril le second. J'avais envie de voir mes enfants grandir, les emmener à l'école, leur faire à manger. J'ai privilégié ma vie professionnelle pendant de longues années. Il était temps de renverser la vapeur.

Je souhaite rester en bon terme avec la DGSE et respecter mes engagements vis-à-vis de mon ancien service. Écrire ce livre ne trahira donc aucun secret d'État mettant en danger quiconque. Toutes les anecdotes qui me sont arrivées et que je relate ici sont réelles, mais elles ont dû parfois être transformées. Comme pour ma chaîne Youtube, le but n'est pas de mettre en difficulté mes anciens collègues et leurs sources, mais de partager, dans des limites acceptables, la réalité du métier d'espion avec le public. Ceux que nous protégeons, jour après jour, sans qu'ils n'en savent jamais rien.

Sortir du bois était une décision mûrement réfléchie. Mes motivations peuvent se résumer en un seul mot : le plaisir. Celui de transmettre mes connaissances sur cet univers méconnu. Celui de raconter des histoires palpitantes, étonnantes, et pourtant vraies. Celle, peut-être aussi, de faire savoir à celles et ceux qui m'ont connu et côtoyé en dehors du travail, que je ne menais pas la vie ennuyeuse que je leur servais. J'étais agent secret, au service de leur sécurité. Je ne pouvais pas leur dire. Je sais qu'ils me le pardonneront.

---

1 Le général Rustom Ghazaleh, responsable numéro un des renseignements syriens au Liban de 2002 à 2005, est mort dans un hôpital de Damas, probablement empoisonné sur ordre de l'État. Son prédécesseur à son poste, le général Ghazi Kanaan, a été retrouvé mort dans son bureau du ministère de l'Intérieur, en 2005, dans ce que certains observateurs ont présenté comme un suicide déguisé. L'adjoint du général Ghazaleh, à Beyrouth, le général Jameh Jameh, a quant à lui été tué, selon le régime syrien, dans des combats contre les rebelles, à Deir Eiz Zor, en octobre 2013. Le général Mohammad Suleiman, proche conseiller du président Bachar el-Assad et responsable des relations avec le Hezbollah, a été tué par un sniper dans sa résidence secondaire de Tartous, le 1er août 2008. Enfin, le général Assef Chawkat, ancien chef des renseignements militaires et beau-frère du président syrien, est mort dans un attentat le 18 juillet 2012, à Damas.

Remerciements

Merci aux montagnes libanaises,
qui m'ont permis de rencontrer Kate.
Merci à mon père qui a largement inspiré
mon double parcours professionnel.
Merci à Line et Audrey de m'avoir contacté dès le début
de l'aventure de Talks with a Spy *et proposé de faire ce livre.*
Merci à Marie pour son soutien permanent et son accompagnement
dans ce processus de création littéraire nouveau pour moi.
Merci enfin à Thibault pour ses relectures attentives
et ses précieux conseils d'écriture.

GALLIMARD
5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris cedex 07
www.gallimard.fr

© 2019 Éditions Hoëbeke, Paris Pour l'édition papier.
© *Éditions Gallimard, 2019.* Pour l'édition numérique.

Couverture : © Martin Bureau/AFP

Militaire de carrière, le capitaine Olivier Mas a toujours voulu intégrer les services secrets. Après un passage apprécié au sein des forces spéciales, il se retrouve dans une caserne à Verdun, coincé entre un travail répétitif et une vie quotidienne monotone. Il est grand temps pour lui de poser sa candidature et de rejoindre la DGSE.

Dès sa première convocation boulevard Mortier et pendant deux années, l'officier va tenir un journal de bord de sa nouvelle vie d'agent secret. Affecté au bureau du contre-terrorisme en pleine montée du djihadisme, il raconte de l'intérieur le quotidien de ces hommes et femmes de l'ombre au service de notre sécurité. Entre alertes attentats, gestion de crise, collecte de renseignements clandestins, filatures, recrutement et manipulation de sources en France et à l'étranger, Olivier va connaître l'adrénaline, le succès, mais aussi les échecs d'un métier pas comme les autres. Jusqu'à sa dernière mission au Liban, où la mort va venir frapper à sa porte.

Véritable « Bureau des Légendes » du réel, *Profession espion* est une plongée passionnante, intime, et inédite dans l'univers si mystérieux des agents de la DGSE.

Après 28 ans de carrière militaire dont 15 ans passés à la DGSE, Olivier Mas – un pseudonyme – est aujourd'hui retraité de l'armée. Il a créé une chaîne Youtube, « Talks With ASpy », dédiée au monde de l'espionnage, qui compte plus de 80 000 abonnés. Marié et père de quatre enfants, il vit dans le sud de la France.

www.hoebeke.fr

Cette édition électronique du livre *Profession espion* d'Olivier Mas a été réalisée le 01 octobre 2019 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage (ISBN : 9782842307172 - Numéro d'édition : 348613).
Code Sodis : U29915 - ISBN : 9782842307622 - Numéro d'édition : 359887

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.